



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 22 MARS 1924

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 22ND MARCH, 1924

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

qui sera *cancellée* si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1051

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

1052

Government House.

Lettres patentes

"Brookside Dairy, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février, 1924, constituant en corporation: Joseph-Arthur Talbot, inspecteur de beurrerie, Elzéar Côté, comptable, de Québec, et James Andrew John Corrigan, cultivateur et commerçant de lait, de la paroisse de Sainte-Foye, dans les buts suivants:

10. Exercer, sous toutes leurs formes, l'importation et l'exportation comprises, et de quelque manière que ce soit, comme principaux, agents ou courtiers, les commerce, industrie et manufacture ayant pour objet le lait et la crème et tous leurs dérivés, le beurre, le fromage, le lait et la crème condensés ou concentrés, ou en poudre et généralement les produits de l'agriculture, et de l'élevage ainsi que leurs dérivés et sous-produits;

20. Acquérir, posséder et exploiter à quelque titre et de quelque manière que ce soit, toutes exploitations agricoles ou d'élevage, et généralement toutes exploitations ou entreprises pouvant produire ou fournir ce que peut être l'objet des commerce, industrie et manufacture que la compagnie est autorisée à faire;

30. Entreprendre et exécuter toutes constructions de bâtiments et autres pouvant être utiles de quelque manière aux entreprises de la compagnie;

40. Acquérir, posséder et exploiter à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tout ce qui peut constituer, fournir ou être une source de la matière première, de l'énergie ou du combustible utiles ou nécessaires aux industries, fabrication et constructions que la compagnie est autorisée à faire;

50. Acquérir, posséder et exploiter des entrepôts privés et publics et donner, en conséquence, tous reçus d'entrepôts et documents de cette nature;

60. Enregistrer, acquérir, exploiter, céder et

Letters patent

"Brookside Dairy, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1924, incorporating: Joseph Arthur Talbot, creamery inspector, Elzéar Côté, accountant, of Quebec, and James Andrew John Corrigan, farmer and milk dealer, of the parish of Sainte Foye, for the following purposes:

10. To carry on in all branches thereof, importation and exportation included, and in any manner whatsoever, as principals, agents or brokers, the trade, business and manufacturing having for object milk and cream and all their by-products, butter, cheese, condensed or concentrated or powdered milk and cream and generally the products of agriculture and live-stock as well as their derivatives and products;

20. To acquire, possess and operate under any title and in any manner whatsoever any agricultural or livestock undertakings, and generally any exploitations or undertakings capable of producing or supplying what may be the object of the trade, business and manufacturing which the company is authorized to carry on;

30. To undertake and carry out any constructions of buildings and other erections capable of being useful in any way to the undertakings of the company;

40. To acquire, possess and operate, under any title and in any manner whatever, everything that may constitute, supply or be the source of the raw material, power or fuel useful or necessary to the businesses, manufactures and constructions which the company is authorized to carry on;

50. To acquire, possess and operate private and public warehouses and to give, in consequence, any warehouse receipts and documents of this nature;

60. To register, acquire, exploit, assign and

disposer de, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous brevets d'inventions, marques de commerce et de fabrique, procédés, permis et autres droits et privilèges de cette nature enregistrés ou non au Canada ou ailleurs;

7o. Acquérir et exploiter, à quelque titre et conditions, et de quelque manière que ce soit, la totalité ou une partie quelconque des biens ou entreprises de ses filiales ou de toutes personnes ou corporations faisant des opérations semblables ou en partie semblables à celles que la présente compagnie est autorisée à faire ou conduire, et, en particulier, acquérir aux conditions qui pourront être convenues entre les parties, tout l'actif et toutes les entreprises actuellement exploitées sous le nom de "Brookside Dairy";

8o. Faire avec toutes telles filiales ou autres personnes et corporations, toutes ventes et conventions que la présente compagnie jugera devoir lui profiter directement ou indirectement;

9o. Acquérir, détenir et posséder à quelque titre et de quelque manière que ce soit (disposant de, et employant à ces fins ses fonds ou ceux provenant d'emprunts, ses biens mobiliers ou immobiliers, ses actions, ses débentures, obligations ou autres valeurs), des actions, actions-obligations, obligations et autres valeurs quelconques d'autres compagnies, et en disposer, les céder, vendre, aliéner, ou transférer, absolument ou autrement, à quelque titre et pour quelque objet que ce soit; les droits de vote, de contrôle, et autres afférents aux dites actions, obligations et valeurs, alors qu'elles seront possédées ou détenues par la compagnie, pouvant être exercés par la personne que désignera son conseil d'administration;

10o. Fonder, organiser et contrôler, soit en acquérant ou possédant leurs actions ou autrement, des filiales ou toutes autres compagnies, pour toutes fins qui seraient jugées de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

11o. Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre, par échange, donation, dation en paiement, ou de quelque autre manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous droits, permis, pouvoirs, franchises, concessions ou privilèges et tous biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, sans aucune exception quelconque et de quelque autorité ou source qu'ils proviennent;

12o. Vendre, donner à bail, en nantissement, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter ou disposer de quelque manière ou à quelque titre que ce soit, des droits et des biens mentionnés dans la clause précédente;

13o. Grever de servitude et hypothéquer tous immeubles quelconques, et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tous baux emphytéotiques;

14o. Faire tous contrats de louage, de service, de mandat, d'agence, de transaction et de cautionnements, sauf ceux qui ne peuvent être donnés que par des compagnies de garantie spécialement autorisées à ce faire, et généralement faire tous contrats et conventions dont est capable une corporation, et toutes choses utiles ou nécessaires pour atteindre les objets pour lesquels la présente compagnie est incorporée, ou s'y rattachant de quelque manière;

15o. Exercer, tant pour les objets et les fins de

dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents, trade marks and trade names, processes, permits and other rights and privileges of a like nature, registered or unregistered in Canada or elsewhere;

7o. To acquire, exploit, under any title, conditions and in any manner whatever, the whole or any part whatever of the properties or undertakings of its subsidiaries, or of any persons or corporations carrying on similar operations, or partly similar to those which the present company is authorized to do or carry on, and in particular, to acquire on such conditions as may be agreed upon between the parties, all the assets and undertakings presently carried on under the name of "Brookside Dairy";

8o. To enter with all such subsidiaries or other persons or corporations, into any sales and arrangements which may seem directly or indirectly profitable to the present company;

9o. To acquire, hold and own, under any title and in any manner whatever (disposing of and utilizing for such purposes its funds or those obtained by loans, its movable or immovable property, shares, debentures, obligations or other securities), shares, debenture-stock, bonds or other securities whatever of other companies, and dispose thereof, assign, sell, alienate or absolutely or otherwise transfer the same under any title and for whatever object; the rights of vote, control and other rights attached to said shares, bonds or other securities, when they are held or owned by the company, capable of being exercised by the person whom the board of directors shall designate;

10o. To establish, organize and control, either by acquiring or owning their shares or otherwise, subsidiary companies or any other companies for any purposes which may be deemed directly or indirectly benefit the present company;

11o. To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, pledge, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy, under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, movable or immovable, without any exception whatever, and from whatever authority or source they may accrue;

12o. To sell, lease, pledge, give as security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

13o. To grant servitudes thereon or hypothecate any immovables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteotic lease;

14o. To make all contracts of lease or hire of service, mandate, agency, transaction and surety, save those which can only be given by surety companies especially authorized so to do, and generally make all contracts and agreements which a corporation may enter into and all things useful or necessary for the attainment of the objects for which the present company is incorporated or in any way incidental thereto;

15o. To exercise, both for the objects and pur-

ses entreprises que pour l'exercice de tous autres pouvoirs à elle conférés par les présentes lettres patentes, les pouvoirs et droits mentionnés à la loi des compagnies de Québec, 1920, article 6009, Statuts refondus de Québec, 1909, la présente compagnie étant autorisée à émettre et à garantir en la manière prévue au dit article des obligations, actions-obligations (debenture-stock) et toutes autres espèces de valeurs;

160. Placer les fonds disponibles de la compagnie de la manière jugée convenable et, à la condition qu'il ait été pourvu au paiement ou à la garantie des dettes et obligations de la compagnie, distribuer en nature entre ses actionnaires, de temps à autre, les biens quelconques de la compagnie et, en particulier, l'argent comptant, les actions, obligations et autres valeurs d'autres corporations que la corporation pourra détenir;

170. Faire tous paiements quelconques, soit avec des actions de la compagnie émises et réparties comme entièrement ou partiellement acquittées, soit avec de ses obligations, actions-obligations (debenture-stock), ou autres valeurs, ainsi cédées au prix jugé convenable;

180. Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'ensemble des biens, actif, entreprise et clientèle de la compagnie, considérée ou non comme une exploitation en cours (as a going concern), et ce, à toutes personnes ou corporations quelconques, et accepter pour prix ou compensation les actions, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies ou toutes autres considérations quelconques;

190. Tous actes comportant l'aliénation des immeubles de la compagnie, de même que l'exercice des pouvoirs mentionnés dans les paragraphes 8 et 18 ci-haut, devront être autorisés, approuvés ou ratifiés par le vote des actionnaires représentant au moins les deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, à une assemblée générale dûment convoquée à cet effet, sous le nom de "Brookside Dairy, Limited". Le montant du capital-actions de la compagnie est de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en:

(a) trois cent cinquante (350) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune, bénéficiant des privilèges et des priorités ci-après énoncés;

(b) quatre cent (400) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune;

Les porteurs des actions privilégiées jouiront des privilèges et droits et seront sujets aux restrictions et dispositions suivantes, savoir:

(a) Ils auront droit à un dividende annuel et déterminé de sept pour cent (7%) sur la valeur au pair des dites actions, lequel dividende sera cumulatif, c'est-à-dire que tout tel dividende annuel ou partie d'icelui non payés, s'accumuleront avec les dividendes à venir, de telle façon que la compagnie, avant de pouvoir déclarer ou payer un dividende sur les actions ordinaires, ou de faire, sous une forme quelconque, une répartition de bénéfices ou de profits entre ses autres actionnaires, devra avoir payé en entier aux porteurs des actions privilégiées tous les dividendes accumulés et échus et pourvu à celui en cours; mais le dividende auquel les dites actions privilégiées ont ainsi droit, tiendra lieu pour les porteurs d'icelles de toute part quelconque dans les bénéfices et profits de toute nature réalisés ou accumulés par la compagnie, sous quelque forme que ce soit, leurs droits contre ou dans l'actif et les biens de la compagnie étant limités exclusivement au paiement du principal de leurs

poses of its undertakings and the exercise of any other powers granted the said company herein, the powers and rights mentioned in the Quebec Companies' Act, 1920, article 6009 of the Quebec Revised Statutes, 1909, the present company being authorized to issue and guarantee in the manner provided by said article, bonds, debenture-stock and all other kind of securities;

160. To invest the available funds of the company in the manner deemed convenient, and, on the condition that the debts and obligations of the company have been provided for, distribute in kind among the shareholders, from time to time, any property of the company, and in particular, cash, shares, bonds and other securities of other corporations which the corporation may hold;

170. To make any payments whatever, either with shares of the company issued and allotted as fully or partly paid up, either with its bonds, debenture-stock or other securities, thus assigned at a price deemed convenient;

180. To lease, sell or otherwise alienate the whole or any part whatever of the whole of the property, assets, undertakings and good-will of the company, considered or not as a going concern, and that, to any persons or corporations whatever and to accept as the price or consideration thereof the shares, bonds or other securities of any other companies or any other considerations whatever;

190. All deeds to alienate the immovables of the company and the exercise of the powers mentioned in the foregoing paragraphs 8 and 18 must be authorized, approved or ratified by the vote of the shareholders representing at least two thirds in value of the subscribed capital stock of the company, at a general meeting duly called to that effect under the name of "Brookside Dairy Limited". The amount of the capital stock of the company is seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided in:

(a) Three hundred and fifty (350) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each, carrying the privileges and priorities hereafter enumerated;

(b) Four hundred (400) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each;

The holders of the preferred shares shall enjoy the following rights and privileges and shall be subject to the following restrictions and provisions, to wit:

(a) They shall be entitled to a fixed yearly dividend of seven per cent (7%) on the par value of the said shares, which dividend shall be cumulative, that is to say that each such yearly dividend or any unpaid part thereof shall accumulate with future dividends, in such a way that the company, before being able to declare or pay a dividend on the common shares, or to make, under any form whatever, a distribution of benefits or profits among its other shareholders, shall previously pay in full to the holders of preferred shares all accumulated dividends due and provided for the coming dividend; but the dividend to which the said preferred shares are thus entitled, shall take the place for the holders thereof of any share whatever in the benefits and profits of any nature realized or accumulated by the company under any form whatever, their rights against or in the assets and property of the company being exclusively limited to the payment of the principal of their shares and of

actions et du dit dividende, suivant les privilèges et priorité ci-après;

(b) Ils auront, sur les actions ordinaires, relativement au paiement du principal de leurs actions, et de tous les dividendes sur icelles, totalement ou partiellement impayés et accumulés, y comprise la partie du dividende proportionnelle à la période de temps écoulée sur l'année en cours, privilège et priorité sur la totalité des biens et de l'actif de la compagnie sans aucune exception;

(c) La compagnie aura droit de racheter, en tout temps, toutes ou partie des dites actions privilégiées, ou toute ou partie de celles détenues par aucun porteur d'icelle;

Tout tel rachat devra être fait à une des dates d'échéance des dividendes, et le prix à être payé sera la valeur au pair des dites actions, plus une prime de quinze pour cent (15%), avec en plus tous les dividendes accumulés et échus à la date du rachat;

La compagnie pourra déterminer par règlement le mode de procéder au dit rachat, les avis à donner, les conditions de remise et de cancellation des certificats représentant les actions rachetées et généralement toutes autres matières concernant le rachat;

(d) Aucun des droits, privilèges et priorités conférés par les présentes aux porteurs des dites actions privilégiées ne devront être censés limiter en aucune façon les droits de la compagnie d'émettre des obligations ou autres valeurs, et d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés à ce sujet par la loi des compagnies de Québec 1920, et les présentes lettres patentes.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1377

C.-J. SIMARD.

the said dividends, according to the following privileges and priorities;

(b) They shall have over the common shares, respecting the payment of the principal of their shares and of all dividends thereon fully or partly unpaid and accumulated, including the part of dividend proportionate to the period of time passed in the current year, preferences and priority over the whole of the property and assets of the company without any exception;

(c) The company shall have the right to redeem, at any time, all or part of the said preferred shares, or all or any part of those held by any holder thereof;

Any such redemption must be made on any dividend date, and the price to be paid shall be the par value of the said shares, together with the premium of fifteen per cent (15%) and all accumulated dividends due on the date of such redemption;

The company may determine by by-law the mode of carrying out such redemption, the notices to be given, the conditions of redemption and cancellation of the certificates representing the shares redeemed and generally any other matter respecting such redemption;

(d) None of the rights, privileges and priorities granted herein to the holders of the said preferred share shall be construed as limiting in any way the rights of the company to issue bonds or other securities and to exercise the powers conferred upon it in such respect by the Quebec Companies' Act 1920 and the present Letters Patent.

The head office of the company will be in the city of Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1378

Assistant Provincial Secretary.

"Castle & Son, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1924, constituant en corporation: Georges Grange Haycock, Victor Raiche, manufacturiers, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph-Emery Phaneuf, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir ou entreprendre comme un commerce en opération les biens, clientèle, passif et commerce généralement exercés et jusqu'ici exercés par messieurs Georges Grange Haycock et Wilbrod Raiche, en société, sous la raison sociale de "Castle & Son, Reg'd.", comme manufacturiers et marchands de meubles de fantaisie, dans la cité de Montréal, et payer le tout par l'émission d'actions du capital de la nouvelle compagnie "Castle & Son, Limited," ou partie par argent ou partie par l'émission de telles actions;

Exercer en général et dans toutes ses spécialités la fabrication, le commerce de meubles meublants, articles de ménage et accessoires de tous genres, comprenant l'ameublement de maisons privées, l'ameublement de maisons de commerce, l'ameublement de bureaux d'affaires, l'ameublement d'industries et d'usines, en donnant, dans tous les cas, au mot ameublement, le sens le plus large, s'étendant à toutes les garnitures de maisons, telles que tapis, carpettes, prélatris, tentures, garnitures électriques, appliques électri-

"Castle & Son, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty fifth day of February, 1924, incorporating: Georges Grange Haycock, Victor Raiche, manufacturers, both of the city of Montreal, and Joseph Emery Phaneuf, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and undertake as a going concern the property, goodwill, liabilities and business generally carried on and up to now carried on by Messrs. George Grange Haycock and Wilbrod Raiche, in partnership, under the firm name of "Castle & Son, Reg'd.", as fancy furniture manufacturers and merchants in the city of Montreal, and to pay for the whole of the above by the issue of shares of the capital stock of the new company "Castle & Son, Limited," or partly in cash and partly by the issue of such shares;

To carry generally and in all branches the manufacture of and dealing in furniture, household goods and accessories of every kind, including the furnishing of private houses, the furnishing of commercial houses, the furnishing of business offices, the furnishing of industrial plants and works, the word furnishing to be in every case construed in its widest sense and to include all house furnishings, such as carpets, rugs, oilcloths, wall papers, electric fixtures, electroliers, electric lamps, electric sweepers, electric

ques, lampes électriques, balayeuses électriques, laveuses électriques et tous accessoires s'y rapportant;

Acquérir par achat, bail ou autrement, tels terrains, bâtisses ou autres propriétés ou matériels et installer et exploiter telles industries, boutiques, bâtisses, usines, machines ou autres installations avantageuses ou nécessaires pour le bon exercice du commerce de la compagnie, et les vendre, échanger, louer ou remplacer, ou en disposer autrement;

Acquérir toute autre industrie manufacturière ou autre, ou tout commerce qui paraîtra à la compagnie susceptible d'être convenablement exploité en rapport avec son commerce ou censé directement ou indirectement accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, louer ou d'aucune manière acquérir toutes patentes, brevets d'invention, perfectionnements et procédés sous enregistrement, permis, concessions, marques de commerce, noms de commerce et dessins de commerce, et choses de même nature ou tout autre intérêt en iceux ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleraient à la compagnie susceptibles d'être trafiqués, ou qui pourraient être utilisés pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition pourrait être considérée de nature à profiter à la compagnie directement ou indirectement, et utiliser et exercer, développer, vendre, louer, ou accorder des permis pour leur usage ou en disposer autrement, ou faire valoir autrement toutes telles patentes, brevets d'invention, perfectionnements et procédés sous enregistrement, permis, concessions, marques de commerce, noms de commerce et dessins de commerce, et choses de même nature ou tout intérêt en iceux, ou tout secret ou autre renseignement susdits;

Acheter ou acquérir autrement la totalité ou aucune partie des biens, commerce et propriété, privilèges, contrats, droits, obligations et passif de toute personne, société commerciale ou corporation exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce semblable, ou en possession de biens convenables pour les fins de tel commerce;

Se fusionner avec toute autre compagnie et acquérir et entreprendre la totalité et aucune partie des biens, commerce, privilèges, contrats, droits et passif de toute personne, compagnie ou société commerciale ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, ou disposer autrement de l'entreprise et biens de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de toutes patentes, brevets d'invention, ou d'aucuns biens meubles ou immeubles, droits ou choses acquis par la compagnie ou pour elle ou pour services rendus à la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables et transférables;

Acheter des hypothèques, créances, balances de prix de ventes, billets promissaires ou autres valeurs quelconques, et en disposer et payer pour telles acquisitions, soit en argent comptant, soit en parts acquittées ou obligations de la compagnie;

washing machines and all accessories connected therewith;

To acquire by purchase, lease or otherwise all such lands, buildings or other property or materials and to install and operate such industries, shops, buildings, works, machines or other installations beneficial or necessary for the proper carrying on of the business of the company, and to sell, exchange, lease or replace or otherwise dispose of the same;

To acquire any other business, whether manufacturing or otherwise, or any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or directly or indirectly calculated to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, improvements and processes under registration, licenses, concessions, trade-marks, trade-names, industrial designs and the like or any interest therein or any secret or other information as to any invention which may seem to the company capable of being dealt in or capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, and to use and exercise, develop, sell, lease, or grant licenses in respect of or otherwise dispose of or turn to account any such patents, *brevets d'invention*, improvements and processes under registration, licenses, concessions, trade-marks, trade-names and industrial designs and the like or any interests therein or any secret or other information as aforesaid;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the assets, business and property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, commercial partnership or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on or any similar business, or possessed of property suitable for the purposes of such business;

To amalgamate with any other company and to acquire and undertake the whole or any part of the property, business, privileges, contracts, rights and liabilities of any person, company or firm having objects in whole or in part similar to those of this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking or property of the company or any part thereof for such consideration as that company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated in payment or part payment of any patents, *brevets d'invention* or of any movable or immovable property, rights or things acquired by the or for the company or for services rendered to the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable and transferable instruments;

To purchase and dispose of hypothecs, claims, balances of selling price, promissory notes or any other securities and to pay for such acquisition either in cash or in paid up shares or bonds of the company;

Emprunter de l'argent et donner pour garantie de ces emprunts des hypothèques sur les propriétés possédées par la compagnie, émettre des bons ou débetures garanties sur les propriétés de la compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou garanties dans toutes compagnies, dont la compagnie peut avoir le droit de disposer;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe à n'être en aucune façon limités ou restreints par les termes d'aucun autre paragraphe;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et tous commerces se rapportant à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Castle & Son, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1379

C.-J. SIMARD.

"Domestic Products, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1924, constituant en corporation: Germain Beaulieu, avocat, Charles Boulanger, manufacturier, et Georges-M. Belle-Isle, voyageur de commerce, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, acheter, vendre, tous produits chimiques et tous produits domestiques;

Agir comme courtiers ou agents pour les manufactures tant étrangères que canadiennes;

Acquérir "as a going concern" l'actif, l'achalandage et la clientèle de l'entreprise actuellement exercée par la firme "Domestic Products", dans la cité de Montréal, ainsi que le nom de "Domestic Products", et payer pour telles acquisitions en argent ou parts acquittées de la compagnie ou par partie en argent et partie en parts acquittées;

Acheter ou autrement acquérir et détenir et disposer de toutes propriétés mobilières et immobilières nécessaires et propres à promouvoir les affaires de la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement tout commerce ou entreprise similaire à celle de la compagnie et pour payer pour telles acquisitions en argent ou en parts acquittées de la compagnie;

Acquérir et posséder des parts, actions, obligations, débetures de toute compagnie engagée ou prête à s'engager dans des entreprises similaires à celles de la compagnie et disposer de telles actions pour vendre ou autrement;

Vendre et disposer, en tout ou en partie, de toutes entreprises de la compagnie aux prix et conditions que la compagnie jugera à propos et notamment par des parts, obligations, garanties de toutes autres compagnies ayant un but semblable, en tout ou en partie, à celui de la compagnie;

Rémunérer en argent ou, avec autorisation des actionnaires, en actions, parts acquittées de la compagnie, toutes personnes ou compagnies ayant rendu des services à la compagnie en

To borrow money and give as the security for such loans, hypothecs on the property owned by the company, issue bonds or debentures secured on the property of the company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in any companies which this company may have power to dispose of;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by the terms of any other paragraph;

To do all such acts, exercise all the powers and carrying on any business incidental to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Castle & Son, Limited," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1380

Assistant Provincial Secretary.

"Domestic Products, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies, Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1924, incorporating: Germain Beaulieu, advocate, Charles Boulanger, manufacturer, and Georges M. Belle-Isle, commercial traveller, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, buy, sell any chemical products and any domestic products;

To act as brokers or agents for manufacturers, both foreign and Canadian;

To acquire as a going concern the assets, custom and good-will of the undertaking presently carried on by the firm "Domestic Products", in the city of Montreal, as well as the name "Domestic Products" and to pay for such acquisition in cash or paid up shares of the company or partly in cash and partly in paid up shares;

To buy or otherwise acquire and hold and dispose of any movable and immovable property necessary and suitable to promote the affairs of the company;

To acquire by purchase or otherwise any business or undertaking similar to that of the company and to pay for such acquisitions in cash or in paid up shares of the company;

To acquire and possess shares, stock, bonds, debentures of any company engaged in or about to engage in any undertakings similar to those of the company and to dispose of such shares by sale or otherwise;

To sell and dispose of the whole or any part of any undertaking of the company on such price and conditions as the company may think proper and in particular for shares, bonds, securities of any other companies having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate in cash or, with the approval of the shareholders, in paid up stock or shares of the company any persons or companies for services rendered to the company in placing or

plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le versement de toutes parts de la compagnie ou ayant contribué, pour quelques causes que ce soit, à la formation de la compagnie ou à la conduite des affaires, sous le nom de "Domestic Products, Ltd", avec un capital total de quarante neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre mille neuf cent cinquante (4,950) actions de dix piastres (\$10.00) chacune, dont deux mille (2,000) actions privilégiées, et la balance en actions ordinaires. Les actions privilégiées conféreront à leurs détenteurs le droit à un dividende privilégié de 8% et pas plus. Les actions privilégiées ne conféreront pas le droit de vote aux assemblées de la compagnie, mais conféreront le cens d'éligibilité pour être élu directeur, pourvu qu'il y en ait le nombre requis par les règlements.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1381

assisting to place or in guaranteeing the placing of any shares of the company or for having contributed, for any cause whatever, in the formation of the company or the conduct of its business, under the name of "Domestic Products, Ltd", with a total capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four thousand nine hundred and fifty (4,950) shares of ten dollars (\$10.00) each, two thousand (2,000) shares of which shall be preferred shares and the balance common shares. The preferred shares shall confer to their holders the right to a preferred dividend of 8% and no more. The preferred shares shall not confer the right to vote at the meetings of the company, but shall qualify their holders for the office of directors provided the number of shares required by the by-laws be held.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1382

"Mount Royal Turkish Baths, Limited—Les Bains Turcs Mont-Royal, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février 1924, constituant en corporation, Fernando Boisvert, manufacturier, George Moore, commis vendeur, Albert-Roni Demers, gérant, Joseph-Armand Gariépy, voyageur et Thomas Snyder, masseur, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Tenir un ou des établissements pour l'opération de bains turcs et massages, publics ou privés, ou à domicile, ou attachés à des édifices publics, et s'occuper en même temps de la vente de cigares, tabacs, vins et liqueurs, en gros et en détail, conformément à la loi;

Manufacturer, produire, acheter et vendre, importer et exporter, en gros ou en détail, toutes sortes d'articles se rapportant au commerce de tabacs, tabagies, et articles de fantaisie, ou préparations de toilette, ou autres articles de tous genres, ainsi que les matières s'y rapportant, et toutes machines, outils et accessoires employés dans leur fabrication ou vente;

Employer tous moyens nécessaires d'annonces ou de publicité pour les fins du commerce et des affaires de la compagnie;

Généralement acheter ou vendre, louer ou autrement acquérir, comme principaux ou accessoires, tous effets, denrées ou marchandises, et tous biens mobiliers et immobiliers que la compagnie jugera à propos d'acquérir ou vendre pour son intérêt;

Faire affaires comme agents dépositaires, commissionnaires, et agents de publicité et autrement;

Faire des affaires ou un commerce d'hôtellerie et de restaurant, et faire tout genre d'affaires s'y rapportant;

Acquérir en tout ou en partie les biens meubles et immeubles de toute compagnie, société ou personne, faisant des affaires semblables, et prendre à charge tous les engagements et toutes les responsabilités de cette compagnie, société ou personne;

Placer les argents dont la compagnie n'aura pas un besoin immédiat de toute manière, et sur toute garantie qui sera jugée convenable, prêter et faire tous arrangements nécessaires pour la garantie

"Mount Royal Turkish Baths, Limited—Les Bains Turcs Mont-Royal, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1924, incorporating: Fernando Boisvert, manufacturer, George Moore, salesman, Albert-Roni Demers, manager, Joseph Armand Gariépy, travelling salesman, and Thomas Snyder, masseur, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To keep one or several establishments for turkish baths, public or private or home massages, or attached to public buildings and at the same time to engage in the sale of cigars, tobacco, wines and liquors, wholesale and retail, according to law;

To manufacture, produce, buy and sell, import and export, wholesale or retail, all kinds of articles connected with the tobacco business, smokers' supplies and fancy articles or toilet preparations or other articles of every kind as well as the material connected therewith and any machines, tools and accessories utilized in their manufacture or sale;

To use all necessary means of advertising or publicity for the purposes of the trade and business of the company;

Generally to buy or sell, lease or otherwise acquire, as principals or accessories, any goods, wares or merchandise and any movable and immovable property which the company may think proper to acquire or sell for its own interest;

To carry on the business of general agents, commission merchants, advertising agents and other businesses;

To carry on the hotel and restaurant trade or business and any other kind of business connected therewith;

To acquire in whole or in part the movable and immovable property of any company, firm or person carrying on similar business, and to take over all the engagements and all the liabilities of such company, firm or person;

To invest the monies of the company not immediately required in such manner and upon such securities as may be deemed proper, to make advances of money and any arrangements neces-

des obligations de la compagnie ou de toute personne faisant affaires avec la compagnie;

Vendre, louer ou autrement céder en tout ou en partie le commerce de la compagnie à toutes autres compagnies ou personnes, et prendre en paiement des actions, débentures ou autres valeurs dans toutes autres compagnies, et acquérir, posséder et transporter des actions ou autres garanties dans toutes autres compagnies ou corporations faisant des affaires ensemble;

Avec le consentement des actionnaires, émettre des actions, des bons ou autres garanties de la compagnie pour payer les services rendus, ouvrage fait, ou le prix de toutes marchandises, meubles et immeubles, et droits acquis par la compagnie, ainsi qu'il sera jugé à propos, et en particulier émettre comme actions entièrement payées des actions de la compagnie, et les donner en paiement pour toutes dettes et obligations de la compagnie, pourvu que ces actions soient émises avec l'approbation des actionnaires;

Faire le commerce en général de toutes marchandises que la compagnie jugera à propos d'adopter;

Faire toutes autres choses nécessaires pour les fins de la compagnie dans toute la province de Québec, sous le nom de "Mount Royal Turkish Baths, Limited—Les Bains Turcs Mont-Royal, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1399

C.-J. SIMARD.

sary for the security of the obligations of the company or of any person having dealings with the company;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or part of the business of the company to any other companies or persons, and to accept in payment shares, debentures or other securities in any other companies, and to acquire, possess and transfer shares or other securities in any other companies or corporations carrying on business together;

With the approval of the shareholders, to issue shares, bonds or other securities of the company in payment of services rendered, work done or for the price of any merchandise, movables and immovables, and rights acquired by the company, as may be deemed proper and in particular to issue as fully paid up shares of the company and to give the same in payment for any debts and liabilities owing by the company, provided such shares be issued with the approval of the shareholders;

To carry on a general business in any merchandise that the company may think proper to deal in;

To do all other things necessary for the company's purposes throughout the Province of Quebec, under the name of "Mount Royal Turkish Baths, Limited—Les Bains Turcs Mont-Royal, Limitée", with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1400

"Engine Works and Trading, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1924, constituant en corporation: Clarence Francis McCaffrey, avocat, de la cité de Montréal, Anthony Peter Vanier, avocat, de la cité de Montréal, Irving Isaac Selig, courtier, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme constructeurs de navires, et acheter, vendre et trafiquer de produits, denrées et marchandises de toutes sortes et de toute description, et, sans limiter la généralité des précédentes, les produits de l'agriculture, de la forêt, des carrières, des mines et des puits, des mers, des lacs, des rivières et de l'air, du bétail vivant et abattu et leurs produits, et tous les produits manufacturés provenant des articles ci-dessus; des lainages, soieries, coton, toile, de la laine filée, des matériaux et des tissus de toutes sortes, et les produits et sous-produits dont ces derniers sont manufacturés, des teintures, des savons, parfums, de la graisse, des suifs, du mucilage, des peintures et des vernis, de la machinerie, des véhicules-moteurs allant sur la terre, sur l'eau et dans les airs, du caoutchouc, et des articles en caoutchouc, et tous articles manufacturés de caoutchouc, ou de caoutchouc et d'une combinaison de caoutchouc et d'autres matériaux et ingrédients, instruments aratoires, porcelaine, vaisselle et verrerie, bijoux, articles plaqués et émaillés, instruments de musique, papiers, livres, articles et appareils électriques, épicerie et provisions, pel-

"Engine Works and Trading, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1924, incorporating: Clarence Francis McCaffrey, Anthony Peter Vanier, advocates, Irving Isaac Selig, broker, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a ship's chandler, to buy, sell and deal in all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise, and without limiting the generality of the foregoing, the products of agriculture, the forest, quarry, mines and wells, the seas, lakes, rivers and air, live stock and dead stock, and the products thereof, and all products manufactured from the products aforesaid; woollens, silks, cottons, linen, yarns and materials and fabrics of all kinds, and the products and by-products from which the same are manufactured; dyes, soaps, perfumes, grease, tallow, glue, paints and varnishes, machinery, vehicles and motor vehicles for land, water and air, rubber and rubber goods, and all things manufactured from rubber or rubber and a combination of rubber and other materials or ingredients, farm implements, china, crockery and glassware, jewellery, plated and enamelled ware, musical instruments, paper, books, electrical goods and appliances, groceries and provisions; furs, tobacco and the products thereof; toys, furniture, cameras and photographic supplies; cloth, ladies' and gents' furnishings, beverages and drinks, non-intoxicating, and

leteries, tabac et ses produits, jouets, meubles, caméras et fournitures pour la photographie, draps, articles pour dames et messieurs, breuvages et liqueurs non-spiritueuses, et, le tout, dans les limites prévues dans les statuts de la province;

Faire des travaux de réparation d'une manière générale, et faire des réparations de toutes sortes;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants, dans la province de Québec, de maisons de commerce canadiennes et étrangères ou pour d'autres firmes ou corporations;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Acquérir et se charger de la totalité ou de toute partie des affaires de la propriété, et des responsabilités de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant de la propriété convenable pour les fins de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir des actions dans toute autre compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations avec la compagnie, et exécuter des contrats faits par telle personne;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Engine Works and Trading, Limited," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1383

C.-J. SIMARD.

within the limitations as may be provided for by any statute of this province;

To do repair work generally and make all kinds of repairs;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers, or representatives in the Province of Quebec for Canadian or foreign commercial houses, and for firms, or corporations;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to manage the purposes of contracts by any such persons;

To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof, for the consideration as the company may think fit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property or rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, either alone or in conjunction with others, under the name of "Engine Works and Trading, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1384

Assistant Provincial Secretary.

"J.-Alfred Pigeon, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1924, constituant en corporation: Joseph-Alfred Pigeon, marchand, de Saint-Magloire, Joseph-Émile Barnabé, Louis Carrier, Joseph-Euclide Malouin, commis, de Notre-Dame-de-Charney, dans les buts suivants:

(a) Acheter, vendre, importer, manufacturer, fabriquer tous genres d'objets, d'articles, de marchandises et de produits, en se servant de toutes matières premières; exercer en général l'industrie d'entrepreneur et de constructeur, pour tous genres d'entreprises et de construction, en se servant de quelques matériaux que ce soit; manufacturer l'acier, le fer en barres, en gueuses, en feuilles et forgé, et en faire le commerce; exercer l'industrie, le commerce de maître-forgeron, de manufacturier d'acier, convertisseur d'acier, propriétaire de

"J.-Alfred Pigeon, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1924, incorporating: Joseph Alfred Pigeon, merchant, of Saint Magloire, Joseph Emile Barnabé, Louis Carrier, Joseph Euclide Malouin, clerks, of Notre Dame de Charney, for the following purposes:

(a) To purchase, sell, import, manufacture, make all kinds of objects, articles, merchandise and products, by making use of any raw materials; to carry on generally the business of contractor and builder for any kind of undertakings and buildings, by making use of any materials; to manufacture steel, iron bars, pig-iron, sheet and wrought iron and deal in same; to carry on the business, industry or trade of master-blacksmiths, steel manufacturers, steel converters, proprietors of coal-yards and coal mines, of earth, man-

charbonnerie et de mines de charbon de terre, de manufacturier de coke, de mineur, de raffineur, d'ingénieur et de fondeur de fer dans toutes ses branches;

(b) S'occuper de l'industrie de métallurgiste et d'ingénieur mécanicien;

(c) Acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, altérer et louer les machineries, des instruments de toute nature;

(d) Entreprendre et exécuter tout contrat, pour tous travaux et entreprises comprenant l'emploi et l'usage de toute machinerie et s'occuper de toutes choses, accessoires ou autres travaux compris dans tel contrat;

(e) Exercer l'industrie et le commerce de restaurateur, maître de pension, hôtelier pour les fins de la compagnie;

(f) Exercer toute autre affaire ou entreprise, soit manufacturière ou autre, que la compagnie jugera convenable d'exercer, en rapport avec ce que ci-dessus mentionné ou qui semblera devoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou rendre plus profitables les propriétés, droits ou affaires de la compagnie;

(g) Acquérir, acheter, exploiter et coadiuire, en tout ou en partie, les affaires, actif, propriétés, entreprises, passif de toute personne, syndicat, compagnie, corporation, s'occupant de toute affaire dont la compagnie est autorisée à s'occuper ou de toute affaire similaire;

(h) Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et privilèges conférant un droit exclusif, limité ou non, à l'usage de tout secret ou autre connaissance, renseignement ou information relatif à toute invention quelconque qui paraîtra susceptible de servir aux fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter à la compagnie; utiliser, exercer, développer, accorder des permis à leur sujet ou faire valoir autrement les propriétés, biens, brevets, licences, concessions, droits, informations ou renseignements ainsi acquis;

(i) Vendre, aliéner, louer en tout ou en partie, ou autrement en disposer, l'actif, les propriétés, les droits ou l'entreprise de la compagnie, pour tel prix, considération, et à tels termes et conditions qui seront jugés convenables, et en particulier, accepter comme paiement des actions, actions-obligations, bons, obligations, débentures ou toute autre garantie de toute autre compagnie poursuivant des objets en tout ou en partie similaires à ceux poursuivis par cette compagnie;

(j) Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'association, d'institution, de fonds, de fiduci-commis et d'avantage, dont l'objet sera d'accorder des bénéfices aux employés ou ex-employés de la compagnie ou aux personnes dépendant d'eux, et dans ce but, accorder des octrois, pension, allocation, faire des paiements à des compagnies d'assurance, à des sociétés de bienfaisance ou autres; souscrire ou garantir des argents pour des fins de charité et de bienfaisance, ou pour tout objet public, général ou utile;

(k) Payer toute acquisition faite, avantage, service rendu ou toute considération de quelque nature que ce soit que la compagnie pourra juger bon, utile, avantageux ou nécessaire de payer en argent comptant ou avec le consentement des actionnaires, en actions libérées, en bons, obligations, débentures ou autres valeurs quelconques de la compagnie;

(l) Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, sur résolution du bureau de direction de la compagnie, sous forme de dividende, bonus, ou de toute autre manière qui sera jugée avantageuse, toute propriété ou actif de la compagnie, ou le produit de la vente

manufacturers of coke, miners, smelters, engineers and iron foundrymen in all its branches;

(b) To exercise the industry of metallurgist and mechanical engineer;

(c) To purchase, sell, manufacture, repair, convert, alter and lease the machinery, instruments of any nature whatever;

(d) To undertake and execute any contract for any works and undertakings including the employment and use of any machinery, and look after any thing, accessories or other works included in such contract;

(e) To carry on the industry and business of restaurant, boarding house, and hotel keepers for the purposes of the company;

(f) To carry on any other business or undertaking, either manufacturing or otherwise, that the company may deem fit to carry on in connection with what is hereinabove mentioned or that may appear to directly or indirectly increase the value of or render more profitable the property, rights or business of the company;

(g) To acquire, purchase, operate and conduct, in whole or in part, the business, assets, property, undertakings, liabilities of any person, syndicate, company, corporation engaged in any business that the company is authorized to engage in or in any similar business;

(h) To apply for, purchase or otherwise acquire any *brevets*, licenses, concessions and privileges conferring any exclusive, limited or unlimited right for the use of any secret, knowledge or information relative to any invention whatever that may appear capable of being used for any purposes of the company or the acquisition of which may seem fit to profit the company; to use, exercise, develop, grant permits regarding same or otherwise turn to account the property, assets, *brevets*, licenses, concessions, rights, knowledge or information thus acquired;

(i) To sell, alienate, lease in whole or in part, or otherwise dispose of the assets, property, rights or undertaking of the company for such price and consideration and on such terms and conditions that may be deemed fit, and in particular accept as payment the shares, debenture-stock, bonds, debentures, obligations or any other security of any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company;

(j) To establish and support or assist in establishing and supporting any association, institution, fund, trusteeship and other whose object will be to accord benefits to the employees or ex-employees of the company or its predecessors in the business, or to dependents and for such purpose accord grants, pensions, allowances, make payments to insurance companies, benevolent or other associations; subscribe or guarantee money for charitable and benevolent purposes or for any public, general or useful object;

(k) To pay for any acquisition made, advantage, service rendered or any consideration of any nature whatever, that the company may deem fit, useful, advantageous or necessary to pay, in cash, or, with the consent of the shareholders, in paid up shares, bonds, debentures or other securities whatever of the company;

(l) To distribute among the shareholders of the company, in specie or otherwise, upon resolution of the Board of Directors of the company, under the form of dividend, bonus or any other manner that may be deemed fit, any property or assets of the company, or the product of the sale or

ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et en particulier toutes actions, actions-obligations, débetures ou autre garantie qui appartiendra à la compagnie et dont elle aura le pouvoir de disposer;

(m) Acheter, acquérir, détenir et en disposer, des actions du capital-actions, des bons, ou autre garantie de toute autre compagnie, corporation, syndicat ou personne engagés, de quelque manière que ce soit, dans toutes ou partie de quelques-unes des affaires dont la compagnie a le pouvoir de s'occuper et acquérir, détenir, vendre ou en disposer autrement tels actions, bons et garanties;

(n) Le pouvoir d'agir comme ingénieurs et ingénieurs mécaniciens et mentionné aux paragraphes a et b des objets de la présente compagnie ne comprendra pas le droit d'exercer les fonctions d'ingénieurs civils, telles que définies par le paragraphe (d) de l'article 5116, S. R. Q., 1909, sous le nom de "J.-Alfred Pigeon, Limitée," avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Charny, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1389 C.-J. SIMARD.

"La Cie Electrique de St-Léon, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1924, constituant en corporation: L'abbé Pierre Boulay, curé, Armand Lamy, Albert Lamy, cultivateurs, tous de St-Léon, district des Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Faire affaires comme électriciens, ingénieurs, en employant au besoin des ingénieurs civils reconnus comme tels, mécaniciens;

Acheter, produire et fournir l'électricité pour la lumière et la force motrice;

Passer avec tout individu, compagnie, société ou corporation, des contrats relatifs à tout service d'éclairage ou de pouvoir électrique;

Construire des digues, réservoirs, aqueducs; fournir et vendre de l'eau aux industriels, corporations, compagnies ou particuliers, pour l'industrie, la force motrice, les besoins domestiques ou autres;

Acquérir, posséder, aliéner et exploiter dans les limites des comtés de Maskinongé et St-Maurice, un ou plusieurs pouvoirs d'eau dans le but de produire l'énergie électrique suffisante aux susdites opérations, les dits comtés étant les endroits où la compagnie entend faire le commerce d'électricité;

Entreprendre et exécuter toute affaire ou contrat comme entrepreneur ou constructeur, ériger, construire et réparer toutes sortes de travaux et ouvrages, y compris les chemins et ponts;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations propres à atteindre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée;

Acquérir et payer en espèces, en fonds ou actions acquittées de cette compagnie, ou autrement, les droits, l'actif, les actions et la propriété de toute personne, maison de commerce, association, société, corporation ou compagnie exerçant une entreprise en tout ou en partie similaire; en assumer les obligations et les engagements en tout ou en partie;

alienation of any property of the company, and in particular any shares, debenture-stock, debentures or other securities that may belong to the company and which it may have the power to dispose of;

(m) To purchase, acquire, hold and dispose of the shares of the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation, syndicate or person engaged in any manner whatever in the whole or any part of the business which the company has the power to engage in, and acquire, hold, sell or otherwise dispose of such shares, bonds and securities;

(n) The power to act as engineers and mechanical engineers mentioned in paragraphs A and B of the objects of the present company shall not include the right to exercise the functions of civil engineers, as defined under paragraph D of article 5116 Q. R. S., 1909, under the name of "J. Alfred Pigeon, Limitée", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Charny, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1390 Assistant Provincial Secretary.

"La Cie Electrique de St-Léon, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1924, incorporating: Reverend Pierre Boulay, parish priest, Armand Lamy, Albert Lamy, farmers, all of St-Léon, district of Three Rivers, for the following purposes:

To carry on business as electricians, engineers, utilizing when required the services of civil engineers, recognized as such, machinists;

To buy, produce and supply electricity for light and motive power;

To enter into any contracts respecting any electric lighting or motive power service, with any individual, company, partnership or corporation;

To construct dams, reservoirs, waterworks; supply and sell water to industrials, corporations, companies or individuals for industrial, motive power, domestic use or other purposes;

To acquire, possess, alienate and operate, within the limits of the counties of Maskinongé and St-Maurice, one or several waterpowers for the production of the electric power requisite for the above operations, the said counties being the places wherein the company intends to deal in electricity;

To undertake and execute any business or contract as contractor or builder, erect, construct and repair all kinds of works and undertakings, including roads and bridges;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated;

To acquire and pay in cash, paid up stock or shares of this company or otherwise the rights, assets, shares and property of any person, business firm, association, partnership, corporation or company carrying on any undertaking altogether or partly similar; take over the whole or part of the liabilities and engagements thereof;

En général exercer toute autre industrie en rapport avec les présentes, et jouir de tous les pouvoirs conférés par les lois de la province de Québec aux corporations similaires, et faire toutes les affaires ci-dessus énoncées comme pourrait le faire une personne naturelle, sous le nom de "La Cie Électrique de St-Léon, Limitée", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Léon, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1393

C.-J. SIMARD.

Generally to carry on any business connected with the above businesses and to enjoy all powers conferred by the laws of the Province of Quebec to similar corporations and to do all things above enumerated in the same manner as a natural person could do so, under the name of "La Cie Électrique de St-Léon, Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the St-Léon, in the district of Three Rivers.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1394

Assistant Provincial Secretary.

"La Cie des Produits Perfection, Limitée—The Perfection Products Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1924, constituant en corporation: Joseph-Eugène Bélanger, Napoléon Bélanger, Joseph-Polydore Guay, Joseph-Louis-Albert Normand et Charles-Napoléon Lebel, marchands, tous de la ville de Montmagny, dans les buts suivants:

Manufacturer des vadrouilles, balais, brosses, lavettes, polis pour les métaux, le cuir, les planchers, les huiles pour polir les planchers et les meubles ainsi que les lubrifiants pour machines, les vernis, la colle, les vêtements en général et plus spécialement les habits de travail, gants, chaussures et coiffures, les meubles et fournitures de maison en général;

Faire le commerce en gros des dits articles et de la matière première nécessaire à leur fabrication;

Faire le commerce d'importation et d'exportation, en gros, des dits articles ainsi que de la matière première nécessaire à leur fabrication et de toute autre marchandise qui ont quelque rapport avec l'industrie de la compagnie, ou dont la compagnie peut utilement trafiquer;

D'acquérir, par achat ou titre équivalent, de louer, de maintenir en opération, de vendre des établissements, ateliers, machines ou outillages utiles à la fabrication de quelqu'un des articles mentionnés plus haut;

D'acheter, louer, acquérir, posséder ou utiliser de quelque autre façon toute propriété, biens mobiliers ou immobiliers, actifs, fonds de commerce, franchises, achalandage, brevets d'invention, marques de fabrique, droits ou privilèges détenus ou possédés par d'autres personnes ou d'autres compagnies ou sociétés s'occupant ou formées pour s'occuper de la fabrication de l'un quelconque des articles que la présente compagnie est autorisée à fabriquer ou à trafiquer, d'acheter des actions de telles compagnies et d'assumer toutes les obligations de telles personnes, sociétés ou compagnies;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, et pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

De tirer, souscrire, accepter, endosser, faire et émettre tous billets, lettres de change, chèques, connaissements, traites ou autres effets de commerce, d'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie, de donner en garantie les biens meubles de la compagnie; d'émettre des bons, obligations ou autres valeurs garantis par les biens

"La Cie des Produits Perfection, Limitée—The Perfection Products Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1924, incorporating: Joseph Eugène Bélanger, Napoléon Bélanger, Joseph Polydore Guay, Joseph Louis Albert Normand and Charles Napoléon Lebel, merchants, all of the town of Montmagny, for the following purposes:

To manufacture mops, brooms, brushes, dish mops, metal, leather, floor polishes, oils for polishing floors and furniture and lubricating oils for machines, varnishes, glue, clothing generally and more particularly working clothes, gloves, footwear and headwear, furniture and household goods in general;

To deal wholesale in the said articles and in the raw materials requisite for their manufacture;

To carry on a wholesale import and export business in said goods and the raw materials necessary for their manufacture, and any other goods connected in any way with the business of the company or which the company may advantageously deal in;

To acquire by purchase or other equivalent title lease, maintain in operation, sell plants, shops, machines or equipment requisite for the manufacturing of any other above mentioned articles;

To buy, lease, acquire, possess or in any other manner utilize any property, movables or immovables, assets, stock in trade, franchises, goodwill, patents, trade-marks, rights or privileges held or possessed by other persons or other companies or societies engaged in or formed for the carrying on of the manufacturing of any one of the articles which the present company is authorized to manufacture or deal in, to buy shares in such companies and to undertake all the obligations of such persons, societies or companies;

To pay for any services rendered to or required by the company or for any acquisition of the company, in paid-up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cash;

To draw, underwrite, accept, endorse, make and issue any notes, bills of exchange, cheques, bills of lading, drafts or other commercial instruments, to borrow upon the credit of the company, to pledge the movables of the company; to issue bonds, debentures or other securities secured on the movable or immovable property

meubles ou immeubles de la compagnie, et de of the company and to pledge the same; les donner en garantie;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée;

To do all things, exercise all powers and carry on any business conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated;

Vendre ou autrement disposer de l'actif de la compagnie, en tout ou en partie, pour tel prix, considération, et à des termes et conditions qui seront jugés convenables;

To sell or otherwise dispose of the assets of the company, in whole or in part, for such price and consideration and on such terms and conditions as may be deemed proper;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, sur résolution du bureau de direction de la compagnie, sous forme de dividende, bonus, ou de toute manière qui sera jugée avantageuse, toute propriété ou actif de la compagnie, ou le produit de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et en particulier toutes actions, actions-obligations, débiteures ou autre garantie qui appartiendra à la compagnie et dont elle aura le pouvoir de disposer, sous le nom de "La Cie des Produits Perfection, Limitée—The Perfection Products Company, Limited," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

To distribute among the shareholders of the company, in specie or otherwise, upon resolution of the board of directors of the company, under the form of dividend, bonus or any other manner that may be deemed fit, any property or assets of the company, or the proceeds of the sale or alienation of any property of the company, and in particular any shares, debenture-stock, debentures or other securities that may belong to the company and which it may have the power to dispose of, under the name of "La Cie des Produits Perfection, Limitée—The Perfection Products Company, Limited," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montmagny, dans le district de Montmagny.

The head office of the company will be at Montmagny, in the district of Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de février 1924.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1391 C.-J. SIMARD.

1392 Assistant Provincial Secretary.

"United Lumber, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de février 1924, constituant en corporation: Louis-Henri Lépérance, comptable, Edmond Aumais, huissier, et Maurice Parent, étudiant en droit, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

"United Lumber, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1924, incorporating: Louis Henri Lépérance, accountant, Edmond Aumais, bailiff, and Maurice Parent, student at law, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de bois de toutes espèces, de charbon, d'huiles et combustibles de toute nature;

To deal in wood of every kind, coal, oils and fuel of every nature;

Faire les dits commerces comme principal et comme agent;

To carry on the said businesses as principal and agent;

Faire les dits commerces en gros et en détail, importer et exporter tout ce qui peut faire l'objet des commerces ci-dessus;

To carry on the said businesses wholesale and retail, import and export everything which may be the object of the above businesses;

Acheter, posséder, vendre, échanger des propriétés immobilières de quelque nature qu'elles soient, et construire sur les immeubles que la compagnie possédera ou pourra louer;

To buy, possess, sell, exchange immovable property of any nature whatsoever and to build upon the immovables which the company may possess or lease;

Acquérir par achat ou autrement, par bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce, de la nature des commerces ci-dessus mentionnés;

To acquire by purchase or otherwise, by lease or otherwise, from any person, partnership or company, as a going concern or otherwise, any stock in trade of a like nature to the businesses above mentioned;

D'exercer le commerce d'entrepreneur et constructeur en bâtisses de toute sorte;

To carry on the business of general building contractor and builder;

Opérer tous manufactures et moulins pour manufacturer les différentes matières entrant dans les commerces ci-dessus mentionnés;

To operate any factories and mills for manufacturing the various materials entering into the businesses above mentioned;

Opérer des moulins à scie et autres usines de ce genre;

To operate saw-mills and other like plants;

Faire le commerce d'agents d'immeubles, sous le nom de "United Lumber, Limited," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

To carry on the business of real estate agent, under the name of "United Lumber, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce seizième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1401 C.-J. SIMARD.

"Inter-Urban Realty Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1924, constituant en corporation: Léon Lafrance, huissier, Paul Reed, étudiant en droit, mademoiselle Cécile Casson, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement, détenir, employer, améliorer, développer, gérer, louer, transférer, vendre, échanger, disposer et trafiquer de biens immobiliers de toute description, franchises, permis, affaires ou de tout intérêt dans iceux, et ériger, modifier, réparer, entretenir des bâtiments sur les terres dans lesquelles la compagnie peut avoir des intérêts;

Agir comme organisateurs, promoteurs, assureurs, financiers, courtiers ou agents à commission pour l'achat, vente ou l'amélioration, développement et gérance de toute propriété, industrie ou entreprise, exercer l'industrie du placement de fonds de tous genres, excepté les affaires de banque; détenir des hypothèques, gages et charges en garantie de toute dette due à la compagnie ou d'avances faites par la compagnie;

Acquérir et exercer la totalité ou une partie des affaires, actif ou passif de toute personne, maison, association ou corporation que la compagnie jugera pouvoir exercer ou de nature à rendre profitables ou à augmenter la valeur de la propriété, les droits ou intérêts de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété, droits, franchises et entreprises de la compagnie, ou d'aucune partie d'iceux, pour telle compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter ou autrement acquérir des actions, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et pendant leur possession exercer tous les droits des propriétaires;

Emettre des actions libérées, obligations, débetures ou autres valeurs en paiement total ou partiel de toute propriété, travaux ou, avec l'approbation des actionnaires pour services rendus ou à rendre par arrangements ou pour droits, baux, affaires, franchises, entreprises, privilèges, permis ou concessions ou pour des actions, débetures, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie faisant des affaires semblables ou se rapportant à celles de cette compagnie;

Placer et disposer des fonds de la compagnie non immédiatement requis de telle manière qu'il en sera résolu de temps à autre;

Souscrire et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir absolument, comme propriétaires, ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente, céder, transférer ou autrement disposer, ou trafiquer d'obligations, débetures et autres preuves de dette, stocks, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation muni-

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this sixteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1402 Assistant Provincial Secretary.

"Inter-Urban Realty Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of February, 1924, incorporating: Léon Lafrance, bailiff, Paul Reed, student at law, Miss Cécile Casson, spinster in the full exercise of her rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, hold, use, improve, develop, manage, lease, transfer, sell, exchange, dispose of and deal in real estate and in immovables of every description, franchises, permits, businesses, or of any interest therein, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon land in which the company may have any interest;

To act as organizers, promoters, insurance, financial, commission, loan and investment agents or brokers, for the purchase, lease, sale, improvement, development and management of any property, business and undertaking, to carry on a loan and investment business of every kind, excepting banking business, to hold mortgages, hypothecs, liens and charges, to secure any debts due to or advance made by the company;

To acquire and carry on all or any part of the business, assets or liabilities of any person, firm, association or corporation which may seem to the company capable of being carried on by it, or calculated to render profitable or enhance the value of the company's property, interest or rights;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares or securities of any other company having objects wholly or partly similar to those of this company;

To amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this company;

To purchase or otherwise acquire shares, bonds or other securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of this company, and while holding same, to exercise all the rights of ownership;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for payment in whole or in part of any property, work or, with the approval of shareholders, for services rendered or agreed to be rendered, rights, leases, business, franchises, undertaking, privilege, license or concession, or for shares, debentures, bonds or any other securities of any other company doing a business wholly or partly similar or incidental to that of this company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To subscribe for and acquire by purchase, exchange or other legal title and to hold, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of, or deal in bonds, debentures, mortgages and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government

cipale ou scolaire, de banque, compagnie d'utilité publique, commerciale, industrielle, ou autres, ou corporation, individu ou association;

Offrir en souscription publique des actions, stocks, obligations, débiteures et autres preuves de dette ou autres valeurs de tout gouvernement, corporation, compagnie, individu ou association;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation ou compagnie;

Conclure des convention au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise ou transaction que la présente compagnie est autorisée à entreprendre ou de nature à augmenter la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions ou valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, ré-émettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Lever et aider à lever des fonds ou assister par voie de bonis, prêt, promesse, endossements, garantie d'obligations, débiteures ou autrement, toute corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels la compagnie peut avoir des relations d'affaires, garantir l'exécution de contrats par toutes compagnies, corporations, associations ou individus avec lesquels cette compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Distribuer en nature parmi les actionnaires de la compagnie tout bien de la compagnie, en particulier les actions, débiteures ou autres valeurs d'aucune compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

Faire toutes choses conveant ou propres aux fins et objets énumérés ou pour la protection ou le bénéfice de la compagnie comme principaux ou agents; les pouvoirs d'aucun paragraphe n'étant pas limités ou restreints par déduction ou induction par ceux d'aucun autre paragraphe ou du nom de la compagnie, sous le nom de "Inter-Urban Realty Co., Limited," avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1387

C.-J. SIMARD.

"La Corporation des Valeurs Mobilières, (Limitée)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1924, constituant en corporation: P.-Albert Guay, agent d'assurances, Jos.-C.-Emile Robitaille, courtier, de la cité de Lévis, Gérard Marceau, comptable, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Garantir, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir comme principal ou agent, ou comme propriétaire incommutable ou par voie de garantie collatérale ou de toute autre manière, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement, aliéner, ou commercer des obligations ou débiteures, parts, actions ou autres valeurs de

or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company, corporation, individual or association;

To offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures and other evidences of indebtedness, or other securities of any government, corporation, company, individual or association;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To raise and assist in raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures or otherwise, any corporation, company, individual or association with which this company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association, with whom the company may have business relations;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To do every thing convenient or proper for the purposes and objects enumerated, or the protection or benefit of the company, as principals or agents;

The powers contained in any paragraph hereof not to be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the company, under the name of "Inter-Urban Realty Co., Limited," with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1388

Assistant Provincial Secretary.

"La Corporation des Valeurs Mobilières, (Limitée)".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth of February, 1924, incorporating: P. Albert Guay, insurance agent, Jos. C. Emile Robitaille, broker, of the city of Lévis, Gérard Marceau, accountant, of the city of Québec, for the following purposes:

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign, or otherwise dispose of, or deal in the bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or

tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute banque ou d'une ou plusieurs autres compagnies ou corporations dûment constituées, corporations, compagnies industrielles, financières ou autrement;

Acheter, louer ou autrement acquérir tout ou toute partie du commerce, propriété, franchise, clientèle, actifs, droits et privilèges détenus ou possédés par toute personne, firme ou corporation exerçant tout commerce ou possédant des propriétés convenant aux fins de cette compagnie et les payer soit totalement ou en partie en argent comptant ou autrement, et assumer les responsabilités de telle personne, firme ou corporation;

Emettre et attribuer comme entièrement payé, du stock de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement pour affaires, achalandage, clientèle, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licences, contrats, immeubles, capitaux, obligations et débetures ou autres propriétés ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs par les présentes conférés et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne, firme ou compagnie pour des transactions dont pourraient profiter directement ou indirectement la compagnie, et prêter des fonds, garantir des contrats ou autrement aider cesdites personnes, firmes ou compagnies, et prendre ou autrement acquérir des actions ou valeurs de toute compagnie et les vendre, les détenir, les émettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour la compagnie et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirables et exécuter, exercer et se soumettre à ces dites conventions, droits, privilèges et concessions;

Détenir, acheter, prendre ou autrement acquérir par souscriptions originales, achats, par l'intermédiaire des chambres de commerce, vente privée ou en échange pour des parts, obligations, débetures ou autres garanties de cette compagnie ou autrement et détenir, vendre, transférer ou autrement disposer de parts, capital commun ou préférentiel, débetures, bons et autres obligations dans toute autre compagnie exerçant un commerce susceptible, directement ou indirectement, de favoriser la compagnie et voter toutes parts ainsi détenues par l'intermédiaire de tel agent ou agents que les directeurs pourraient nommer;

Prendre part à l'administration, surveillance et contrôle du commerce ou aux affaires de toute autre corporation ou compagnie à responsabilité limitée, acceptant les parts ou sûretés qui sont détenues par la compagnie ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents, prêter de l'argent à, garantir les obligations de, garantir sur actif pour le bénéfice de, ou autrement assister toute telle autre corporation ou compagnie quelconque, sous tels termes et sujet à telles conditions que les directeurs jugeront convenables;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

school corporation, or of any chartered bank, or of any duly incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, assets, rights and privileges held or enjoyed by any person, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay therefor either wholly or partly in cash or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, goodwill, custom, franchises, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, licenses, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and, with the approval of the shareholders, of any services rendered to it;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, firm or company for transactions capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; to lend money to, guarantee the obligations of, or otherwise assist any such person, firm or corporation and to take or otherwise acquire shares and securities of any company, and to sell, hold or issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To hold, purchase, take or otherwise acquire, whether by original subscription, purchase through the stock exchange, private sale or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company, or otherwise, and to hold, sell, transfer or otherwise dispose of shares, stock whether common or preferred, debentures, bonds, and other obligations in any other company carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To take part in the management, supervision and control of the business or operations of any other corporation, limited liability company, undertakings shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents, to lend money to, to guarantee the obligations of, pledge of its assets for the benefit of or otherwise assist any such other corporation whatsoever upon such terms, subject to such conditions as the directors may think fit;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

Faire toutes choses et affaires ne requérant pas un acte spécial de la Législature de la Province de Québec.

Les privilèges attachés aux actions privilégiées de la compagnie, seront les suivants: Dividende cumulatif au taux 7% l'an; Représentation par un directeur au bureau de direction; Priorité dans la distribution de l'actif au cas de dissolution de la compagnie;

La compagnie pourra, à n'importe quel temps, racheter ses actions privilégiées au taux de 105.

Vendre ou disposer de l'actif de la compagnie ou de toute partie de cet actif pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et en particulier pour des parts, débentures ou garanties de toute autre compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en nature, toute propriété de la compagnie, notamment, toutes actions, obligations, débentures ou sûretés dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont elle a le droit de disposer, sous le nom de "La Corporation des Valeurs Mobilières, (Limitée)", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La partie du capital-action qui sera émise comme actions privilégiées est de \$70,000.00, divisée en 700 actions de \$100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1395

C.-J. SIMARD.

"F. X. Bertrand, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1924, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro et Michael Garber, avocats, des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir la maison de commerce actuellement exploitée par "La Cie Manufacturière F.-X. Bertrand" à Saint-Hyacinthe, et particulièrement toutes les propriétés mobilières et immobilières, personnelles, réelles et mixtes, et tous les droits, réclamations, actif de toute sorte appartenant à La Cie Manufacturière F.-X. Bertrand, avec toutes les dettes et obligations de ladite compagnie et, en paiement de la dite acquisition, émettre des parts acquittées et non-transférables de la dite compagnie;

Faire le commerce de manufacturiers et de marchands de bouilloires, d'engins, de radiateurs, générateurs et de moteurs, et de fondeurs de fer, ingénieurs-mécaniciens et manufacturiers de machineries, fabricants d'outils, fondeurs de cuivre, ouvriers en métaux, chaudronniers, constructeurs de moulins, machinistes, convertisseurs de fer et d'acier, forgerons, menuisiers, constructeurs, métallurgistes, ingénieurs-électriciens, ingénieurs en travaux hydrauliques, voituriers et marchands, et acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, modifier, louer et faire le commerce de machinerie, fournitures, matériel roulant, quincaillerie de toutes sortes, pourvu que rien dans les présentes ne soit interprété comme autorisant la compagnie à faire office d'ingénieurs civils;

Manufacturer, faire, importer, exporter, assembler, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'appareils de chauffage et de bouil-

To do all things and matters not requiring a special act of the Legislature of the Province of Quebec.

The privileges attached to the preferred shares of the company shall be the following: cumulative dividend at the rate of 7% per annum; representation through one director in the Board of Directors; priority in the distribution of the assets in case of the dissolution of the company;

The company may at any time redeem its preferred shares at the rate of 105.

To sell or dispose of the whole or any part of the assets of the company, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of, under the name of "La Corporation des Valeurs Mobilières, (Limitée)", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The part of capital stock to be issued as preferred stock is \$70,000.00, divided into 700 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"F. X. Bertrand, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1924, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro and Michael Garber, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire the business presently carried on by "La Cie Manufacturière F.-X. Bertrand", at Saint-Hyacinthe, especially all the movable and immovable, personal, real and mixed property and all the rights, claims, assets of any kind belonging to the said "La Cie Manufacturière F.-X. Bertrand", together with all the debts and liabilities of the said company, and for the consideration thereof to issue fully paid up and non-assessable shares of the present company;

To carry on the business of manufacturers of and dealers in boilers, engines, radiators, generators and motors, of iron founders, mechanical engineers and manufacturers of machinery, tool makers, brass founders, metal workers, boiler-makers, millwrights, machinists, iron and steel converters, smiths, wood workers, builders, metallurgists, electrical engineers, water supply engineers, carriers and merchants, and to buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let on hire and deal in machinery, implements, rolling stock, and hardware of all kinds, provided nothing herein is to be interpreted as allowing the company to act as civil engineers;

To manufacture, make, import, export, assemble, buy, sell or deal in all kinds of electric, gas or steam boilers and heaters and all accesso-

loires par l'électricité, le gaz ou la vapeur, et tous accessoires pour manufacturer telles bouilloires et tels appareils de chauffage et appareils, ou autres parties utilisées pour, ou se rapportant au dit commerce;

Exercer le commerce et les affaires de manufacturiers et producteurs d'électricité, de gaz et de bouilloires à vapeur; manufacturer, faire et fabriquer, importer, exporter, acheter ou vendre toutes sortes de fer, de fer fondu ou acier, de cuivre, de nickel et d'argent, de porcelaine, d'articles et de marchandises, les transformer et en trafiquer;

Manufacturer, fabriquer et faire, importer, exporter ou acheter et vendre tous articles, produits et marchandises, compositions chimiques, batteries, et appareils électriques, instruments, accessoires et parties utilisées dans et nécessaires pour la manufacture d'appareils de chauffage et de bouilloires par l'électricité, la vapeur ou le gaz;

Acquérir par achat, concession, bail, échange ou autre titre légal, et détenir comme propriétaires incommutables ou comme agents ou locataires, tout terrain ou autre propriété, et ériger, construire, mettre en opération, entretenir et administrer toutes manufactures, fonderies, ateliers ou autres travaux, entrepôts, dépôts, usines et autres structures sur lesdites propriétés et autres terrains et les reconstruire, les élargir, modifier ou améliorer;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, posséder, faire usage de, détenir, vendre, céder, transférer, trafiquer de, faire le commerce de produits, denrées et marchandises et de propriétés de toute classe et description;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, licences, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou accorder des licences au sujet de ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser, développer, échanger, vendre ou autrement rendre profitables des concessions, droits, privilèges et franchises recommandables et convenables pour les fins de la compagnie;

Acquérir la totalité ou toute partie de toute entreprise ou commerce totalement ou partiellement semblable à celui de la compagnie, avec l'organisation, le fonds de commerce, la clientèle, les franchises et les biens de toutes sortes, et émettre en paiement total ou partiel pour iceux, des actions totalement acquittées, des bons, des débentures ou autre garantie de la compagnie, ou les payer en argent comptant;

Se fusionner avec toute autre compagnie poursuivant des fins en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union des intérêts, concession réciproque ou coopération avec toute personne, société ou compagnie et promouvoir et aider à promouvoir, constituer, former ou organiser des compagnies, syndicats ou sociétés pour les fins d'acquérir et entreprendre aucun des biens et obligations de cette compagnie ou en avançant directement ou indirectement les objets d'icelle ou pour tout autre objet favorisant cette compagnie;

ries for the manufacture of such boilers and heaters and apparatuses or other parts used for and connected with the said business;

To carry on the trade and business of manufacturing and making electric, gas or steam boilers; to manufacture, make and fabricate, import, export, buy, or sell any iron, cast iron or steel, copper, nickel and silver, china, articles and wares, transform and deal in the same;

To manufacture, fabricate and make, import, export or buy and sell any articles, wares and goods, chemical compositions, batteries and electric apparatuses, instruments, accessories and parts used in and necessary for the manufacturing of electric or steam or gas boilers and heaters;

To acquire by purchase, concession, lease, exchange or other legal title, and to hold either absolutely as owner or as agent or lessee any lands or other property, and to erect, construct, operate, maintain and manage all factories, foundries, shops or works, storehouses, depots, machine shops and other structures thereon or on other lands, and to rebuild, enlarge, alter or improve the same;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, use, own, sell, assign, transfer, trade, deal in and with goods, wares and merchandise and property of every class and description;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or any limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, lease or otherwise acquire, to hold, own, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account concessions, rights, privileges, permits and franchises, suitable or convenient for the business of the company;

To acquire the whole or any part of any undertaking or business similar in whole or in part to that of the company, together with the plant, stock, goodwill, franchises and assets of all kinds, and to issue in payment or part payment therefor fully paidup shares, bonds, debentures or other security of the company or to pay for the same in cash;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To enter into any partnership or into any arrangements for sharing profits, union of interests, reciprocal concession or co-operation with any person, firm or company, and to promote and aid in promoting constitute, form or organize companies, syndicats or partnerships of all kinds for the purpose of acquiring and undertaking any property and liabilities of this company or of advancing directly or indirectly the objects hereof or for any other purpose which may be expedient for this company;

Souscrire pour, conditionnellement ou inconditionnellement et assumer, émettre sur commission ou autrement, prendre, détenir, en faire le commerce et convertir les stocks, actions, obligations de toutes compagnies avec lesquelles cette compagnie peut avoir des relations d'affaires ou faisant des affaires semblables et tout ou en partie ou auxiliaires, ou autres affaires qui peuvent être conduites pour le bénéfice des affaires de la compagnie, sa propriété ou droits conformément aux stipulations de la section 5985 de la dite loi;

Rémunérer, soit au moyen d'argent, capitaux, bons ou autrement, toute personne ou personnes, corporation ou corporations pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie ou toutes débetures, ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Vendre ou disposer de la totalité de l'entreprise de la compagnie, pour telle considération que la compagnie jugera raisonnable et particulièrement, pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie;

Distribuer, parmi les actionnaires de la compagnie, en nature, aucun des biens de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débetures ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont cette dernière peut avoir le pouvoir de disposer;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements ou autres instruments négociables ou transférables;

En mettre des reçus, négociables ou autrement, pour des effets gardés en entrepôt par la compagnie, prêteur de l'argent à, garantir les contrats, ou autrement aider toute personne, firme ou compagnie avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses incidentes ou avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus.

Autorisés par un règlement sanctionné par un vote de pas moins de deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représentés à une assemblée générale convoquée pour étudier ce règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

1.—Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

2.—Émettre des débetures ou autres sûretés de la compagnie, et les engager ou les vendre pour tels et à tels prix qui pourraient être jugés raisonnables;

3.—Notwithstanding l'article 2017 du code civil, hypothéquer, nantir ou engager la propriété mobilière ou immobilière, présente et future, de la compagnie pour assurer toutes telles débetures ou autres garanties, ou donner seulement une partie de telles garanties pour telles fins; et constituer l'hypothèque ou le mortgage ou le lien mentionnés dans ce sous-paragraphe, par un acte de fiducie, conformément aux articles 6119b et 6119c, ou de toute autre manière;

4.—Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie, ou engager ou autrement affecter la propriété mobilière, ou donner toute telle garantie, pour garantir le paiement de

To subscribe, for, conditionally, or unconditionally, to undertake, issue on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, of companies with which this company may have business relations or carrying on a similar, subsidiary or other business which may be carried on so as to benefit the business this company, its property or rights, in conformity with the provisions of Section 5985 of the said Act;

To remunerate by payment in cash, and in stock, bonds or in any other manner, any person or persons or corporation or corporations for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing, of any of the shares of stock of the company, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of its business;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or other securities in other companies belonging to the company or of which the company may have the power to dispose;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company; to lend money to, guarantee with contracts of or otherwise assist any person, firm or company with which the company may have business relations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects.

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company represented at a general meeting called for considering the By-law, the Directors may from time to time:

1.—Borrow money upon the credit of the company;

2.—Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

3.—Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 6119b and 6119c, or in any other manner;

4.—Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the imovable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made

prêts faits autrement que par l'émission de débetures, de même que le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie.

5.—Les limitations et les restrictions contenues dans cet article ne s'appliqueront pas aux emprunts d'argent faits par la compagnie sur des lettres de change ou des billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou en faveur de la compagnie, sous le nom de "F.-X. Bertrand, Ltée", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500.000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1385

C.-J. SIMARD.

"Le Club Salaberry-de-Valleyfield, Inc".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1924, constituant en corporation: Auguste Mathieu, Jacques Perron, avocats, Armand Charbonneau, étudiant, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Former, établir, organiser, maintenir et construire dans la cité de Montréal et ailleurs, dans toutes autres cités ou villes ou endroits de la province de Québec, s'il est jugé à propos, un club ou cercle dans un but de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps, pour le bénéfice, l'avantage et l'amusement social, littéraire et musical des citoyens canadiens et de leurs amis, de promouvoir et procurer divers et tous les amusements, tels que musique, chant, danses, sports et jeux athlétiques, tels que la boxe, la lutte, la course à pied, les courses d'autos, les jeux de baseball, hockey, crosse, football, que le conseil d'administration du club jugera à propos d'accorder à tous les membres du club, leurs camarades et amis et tous les privilèges et avantages et accommodations d'un club; de construire une maison de club et d'en permettre l'usage aux actionnaires et aux membres, leurs camarades et amis, soit gratuitement, soit sujet à des conditions à être fixés; d'administrer toutes et chacune des affaires de ce club et faire généralement ce qui sera ou pourra être convenu dans l'intérêt du club;

D'acquérir par achat, bail ou autrement, dans le but et pour l'avantage de ce club, des meubles et des immeubles et en particulier toutes fermes et tous terrains, y construire des édifices, les meubler de meubles meublant, livres, instruments de musique, jeux et toutes autres accommodations;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie, par aucun titre, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour rémunération pour services rendus ou devant être rendus à la compagnie de quelque manière que ce soit; de s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Recevoir de ses actionnaires une contribution quelconque, annuelle ou autre, pour le maintien

otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company.

5.—The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange, promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "F.-X. Bertrand, Ltée", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500.000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1386

Assistant Provincial Secretary.

"Le Club Salaberry-de-Valleyfield, Inc".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1924, incorporating: Auguste Mathieu, Jacques Perron, advocates, Armand Charbonneau, student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To form, establish, organize, maintain and construct, in the city of Montreal or elsewhere, in any other city, town or localities of the province of Quebec, if deemed proper, a club or association for the purposes of mental recreation and education, physical relaxation, the social, literary and musical benefit, advantage and amusement of Canadian citizens and their friends, to promote and procure various and all amusements such as music, singing, dancing, athletic sports and games, such as boxing, wrestling, foot and autos races, base ball, hockey, lacrosse, football games, which the board of directors may think fit to grant to all the club members, their comrades and friends, all the privileges and advantages and accommodation of a club; to construct a club and to permit the use thereof to the shareholders and members, their comrades and friends, either gratuitously, or subject to the conditions to be fixed, administer all and any of the affairs of such club and generally do what will or may be agreed upon in the interest of the club;

To acquire by purchase, lease or otherwise, for the purposes and advantage of this club, movables and immovables and particularly any farms and lands, erect buildings thereon, equip them with furniture, books, musical instruments, games and other commodities;

To issue paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any immovables, rights or other property acquired by the company under any title or, with the approval of the shareholders, as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever; to amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To receive from its shareholders some sort of contribution, annual or otherwise, for the main-

de son exploitation, l'entretien des bâties et généralement pour toutes fins d'exploitation des affaires de la compagnie, fixer le montant de telles contributions et prélever par tous les moyens légaux toutes contributions aux dates fixées par le règlement de la compagnie;

Accepter toute personne autre que les actionnaires de la compagnie comme membre du club, jouissant de tous les privilèges que la compagnie jugera à propos de conférer moyennant les conditions qui pourront être fixées par elle;

Etablir des règlements pour le maintien de la compagnie et la bonne conduite de ses membres, et tels règlements, une fois approuvés par la majorité des actionnaires de la compagnie, auront force de loi et obligeront tous les actionnaires de la compagnie;

Fixer les conditions de transport des actions de la compagnie et spécialement réserver à la compagnie, par son bureau de direction, le droit d'accepter ou de refuser tels transports et ce, dans le but de contrôler la qualité de ses actionnaires;

Prendre à loyer et exploiter pour d'autres personnes ou compagnies, des immeubles servant à des fins de sport ou d'amusement et en retirer une rémunération quelconque;

Acquérir, posséder, administrer les dits immeubles, les vendre, les échanger, construire toutes espèces de bâties pour les clubs d'amusement et de sport;

Faire tous actes, transactions, règlements quelconques nécessaires et utiles pour les fins de la dite compagnie;

Accepter des souscriptions au capital-actions de la dite compagnie payables par versements;

Vendre aucune partie des immeubles ou autres propriétés appartenant à la compagnie, pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, et en disposer autrement et accepter de l'argent, actions, obligations, débetures, stocks ou garanties de toute autre compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre des actions, stock, débetures ou garanties dans toutes autres compagnies ayant les mêmes objets en tout ou en partie ce ceux de cette compagnie ou faisant des affaires directement pour le bénéfice cette compagnie et en disposer;

Prendre et garder des hypothèques, obligations, garanties ou charges pour garantir le paiement de prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou argent avancé par la compagnie aux acquéreurs ou pour des frais de construction ou autres améliorations;

Distribuer, parmi les actionnaires de la compagnie, aucun des biens de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débetures ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont cette dernière peut avoir les pouvoirs de disposer;

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches, acquérir, par achat, bail ou autrement, faire le commerce d'immeubles ou toute autre partie d'iceux et en disposer, et en développer, améliorer et disposer en tout ou en partie de telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement;

Construire des maisons d'habitation et autres bâties sur les dits immeubles ou sur toute partie d'iceux;

Ouvrir et tenir ouverts une ou des salles à manger, lunch counters, restaurants, buffets, pour le bénéfice des membres du club, leurs camarades et amis, ou pour le public en général;

tenance of its exploitation, the upkeep of the buildings and generally for all matters connected with the affairs of the company, fix the amount of such contribution and collect by all legal means any contributions at the dates fixed by by-law of the company;

To accept any person, besides the shareholders of the company, as club member, endowed with all the privileges that the company may think fit to confer upon the conditions that may be fixed by it;

To establish by-laws for the management of the company and the good conduct of its members, and such by-laws, once approved by the majority of the shareholders of the company, to have force of law and to oblige the shareholders of the company;

To fix the conditions of the transfer of the shares of the company and especially to reserve to the company, by its board of directors, the right to accept or refuse such transfers and that, with a view to control the quality of its shareholders;

To take on lease and exploit for other persons or companies immovables used for sporting and amusement purposes and to draw therefrom any remuneration whatever;

To acquire, possess, manage the said immovables and sell and exchange the same, construct all kinds of buildings for amusement and sporting clubs;

To do all acts, transactions, and make all by-laws necessary or useful for the purposes of the said company;

To accept subscriptions to the stock of the company payable by instalments;

To sell any part of the immovables or other property belonging to the company, for such considerations and on such terms and conditions as the company may think fit, or to dispose thereof otherwise and to accept cash, shares, bonds, debentures, stocks or securities of any other company in payment or part payment thereof;

To acquire, buy, possess, assign, sell shares, stocks, debentures or securities in any other company having in whole or in part the same objects as those of the company or carrying on business directly for the benefit of this company and to dispose of the same;

To take and hold hypothecs, mortgages, liens and charges to secure the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company by the purchasers or advanced by the company to purchasers or for building costs or other improvements;

To distribute, among the shareholders of the company, any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures, or other securities in any other companies belonging to the company or which this company may be empowered to dispose of;

To carry on a real estate business in all branches thereof, acquire by purchase, lease or otherwise, deal in real estate or any part thereof, and to dispose of the same and to develop, improve and lay out the whole or part of any such property into building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To construct dwelling houses and other buildings upon the said real estate or any part thereof;

To open and keep open one or several dining rooms, lunch-counters, restaurants, buffets, for the benefit of the members of the club, their comrades and friends or for the general public;

Conclure avec toutes et chacune des autorités, soit fédérales, soit provinciales, soit municipales, locales ou autres, tout arrangement qui pourrait aider la compagnie à obtenir le but de l'objet de la compagnie;

Obtenir de toute telle autorité tous permis, droits, privilèges et concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer;

Et exploiter une licence pour la vente des bières et du vin dans la compagnie, sujet cependant aux dispositions de la loi concernant les liqueurs alcooliques;

Faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire pour parvenir aux fins ci-dessus.

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints ou limités par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Le Club Salaberry de Valleyfield, Inc.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Valleyfield, dans le district de Beauharnois.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quizième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1397

To enter with all or any authorities, whether federal, provincial, municipal, local or otherwise, into any arrangement which may seem conducive to the attainment of the purposes and objects of the company;

To obtain from any such authority any permits, rights, privileges and concessions which the company may think advantageous to obtain and exercise;

And to operate a license for the sale of beer and wine in the company's premises, subject, however, to the provisions of the Alcoholic Liquor Act;

To do generally every thing which may be useful or advantageous for the attainment of the above purposes.

The powers specified in any paragraph hereof shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Le Club Salaberry de Valleyfield, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00), dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be in the city of Valleyfield, in the district of Beauharnois.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1398

Lettres Patentes supplémentaires

"L'Orientale, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du premier jour de mars 1924, changeant le nom de la compagnie "R. K. Mahloul, Fils & Compagnie, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1919, sous le nom de R. K. Mahloul, Fils & Compagnie, Limitée, et par lettres patentes supplémentaires en date du vingt-neuvième jour de novembre 1920, augmentant son capital-actions de \$16,000.00 à \$49,000.00, divisé en actions de \$100.00 chacune, en celui de "L'Orientale Limitée" dans les buts suivants:

Tenir magasin en gros et en détail pour la vente de toutes marchandises en général et en particulier de tous produits d'épicerie, produits alimentaires, huiles d'olives, et autres produits de ce genre et avoir à cet effet des succursales;

Fabriquer, manufacturer, confectionner toutes espèces d'articles de commerce que la compagnie jugera de nature à pouvoir être avantageuses en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie et nécessaires à la compagnie pour lui permettre de conduire son entreprise avec profit;

Faire le commerce pour la vente et achat des dites marchandises en gros et détail, sur échantillons ou catalogues et, à cette fin, distribuer ces catalogues et échantillons à ses agents et à ses clients;

Faire le commerce comme agent d'importation ou d'exportation en général;

Acheter, vendre, importer, exporter ou manufacturer toutes marchandises quelconques et conduire un commerce, comme principal, agent, courtier, marchand à commission, agent financier,

Supplementary Letters Patent

"L'Orientale, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1924, changing the name of the company "R. K. Mahloul, Fils & Compagnie, Limitée", incorporated by Letters Patent dated the twenty third day of December, 1919, under the name of "R. K. Mahloul Fils & Compagnie, Limitée", and by supplementary letters patent dated the twenty ninth day of November, 1920, increasing its capital stock from \$16,000.00 to \$49,000.00, divided into shares of \$100.00 each, to that of "L'Orientale, Limitée", for the following purposes:

To keep a wholesale and retail store for the sale of general merchandise and particularly groceries, foodstuffs, olive oil, etc., and other like products and to that effect establish branch stores;

To fabricate, manufacture, make all kinds of articles of trade which may appear advantageous to the company in connection with its business or objects and necessary to the company to enable it to profitably carry on its undertaking;

To deal, buy and sell the said goods, wholesale and retail, on samples or catalogues and to that effect, to distribute catalogues and samples to its agents and customers;

To carry on the business of general importers and exporters;

To buy, sell, import, export or manufacture all goods whatever and to do business as principal, agent, broker, commission merchant, financial agent, custom broker or warehouse broker,

courtier de douane ou d'entrepôt, agent expéditeur ou receveur pour quelques marchandises ou produits que ce soit et, en particulier, de tous produits d'épicerie, produits alimentaires, huiles d'olive, et autres produits de ce genre;

Acheter ou autrement acquérir tout ou partie des biens, actif, privilèges, contrats, droits, obligations ou actions de toute personne ou compagnie faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à faire, ou possédant toute propriété commerciale pour les fins de ladite compagnie ou que ladite compagnie est par les présentes autorisée à acheter, louer ou autrement acquérir, et à payer lesdits privilèges, contrats, actions, achats, droits, en parts, débentures ou autres garanties de cette compagnie;

Emettre des parts du capital de ladite compagnie, en tout ou en partie, et les donner en paiement des services rendus ou à être rendus à la dite compagnie;

Acquérir et posséder des propriétés pour les fins de commerce de ladite compagnie; les vendre ou en disposer dans les meilleurs intérêts de la compagnie et en acheter d'autres en remplacement, suivant qu'il sera jugé à propos par ladite compagnie;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir aucune terre, constructions, servitudes ou propriété immobilière ou mobilière qui pourront être requises pour les fins de la compagnie ou qui pourront être avantageusement utilisées en rapport avec aucun de ces objets; les vendre, en disposer de temps à autre comme la compagnie le jugera convenable;

Exercer au'une industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera de nature à pouvoir être avantageusement exercée en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie et nécessaires à la compagnie pour lui permettre de conduire son entreprise avec profit;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir, posséder, employer, exploiter, introduire, vendre, céder, ou autrement disposer d'aucune ou de toutes marques de fabrique, formules, secrets, procédés, marques de commerce et marques spéciales, de tous brevets, licences, découvertes, machines diverses, munitions, améliorations et procédés employés en rapport, ou garantis par des lettres patentes du Canada ou autrement, que la compagnie jugera être, directement ou indirectement, avantageux pour aucun des objets de son entreprises et de les payer en espèces, actions libérées, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Le droit, pour la dite compagnie, de demander licence pour la vente des liqueurs et être autorisée, après l'obtention de telle licence, à vendre telles liqueurs dans le cours ordinaire des affaires de ladite compagnie.

La principale place d'affaires de la corporation est à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1403 C.-J. SIMARD.

"Montreal Island Golf Club, Inc".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5992 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huitième jour de février 1924, à "Montreal Island Golf Club, Inc." ratifiant un règlement de la dite compagnie revisant ses actions, comme suit, à savoir:

shipping agent or receiver for all merchandise or products whatever and in particular for groceries, foodstuffs, olive oil, and other like products;

To buy or otherwise acquire the whole or part of the property, assets, privileges, contracts, rights, bonds or shares of any person or company carrying on the same kind of business as the present company is authorized to carry on or possessed of commercial property for the purposes of said company or which the said company is hereby authorized to buy, lease or otherwise acquire and to pay for said privileges, contracts, shares, purchases, rights, in shares, debentures or other securities of this company;

To issue shares of the capital of said company in whole or in part, and give same in payment of services rendered or to be rendered to said company;

To acquire and own properties for the purposes of said company;

To sell or dispose of for the best interests of the company and to buy others to replace them, as may be deemed proper by said company;

To buy, take on lease or otherwise acquire any land, constructions, servitudes or property, movable or immovable, which may be required for the purposes of the company or which may be advantageously utilized in connection with any of its objects; sell and dispose of same from time to time as the company may think convenient;

To carry on any business, manufacturing or otherwise, as the company may think capable of being advantageously carried on in connection with the business or objects of the company and necessary to the company to enable it to conduct profitable its undertaking;

To apply for, obtain, register, buy, lease or otherwise acquire, hold, own, employ, exploit, introduce, sell, assign or otherwise dispose of any or all trade marks, formulae, secrets, processes, trade and special marks, patents, licenses, inventions, various machines, munitions, improvements and processes used in connection therewith or secured by letters patent of Canada or otherwise, which may seem to the company capable of being directly or indirectly advantageous for any of the objects of its undertaking and to pay for same in cash, paid up shares, bonds or other securities of the company;

The right, for said company, to apply for a license to sell liquor and to be authorized after obtaining such license, to sell said liquors in the ordinary course of business of said company.

The principal place of business of the corporation is at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1404 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Island Golf Club, Inc".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5992 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of February, 1924, to "Montreal Island Golf Club, Inc.", ratifying a by-law of the said company revising its shares as follow, to wit:

Que le capital-actions de la compagnie, étant actuellement de mille neuf cent quatre-vingts actions, de cinquante piastres chacune, est considéré comme insuffisant pour les exigences de la compagnie, et que le dit capital-actions de mille neuf cent quatre-vingts actions soit consolidé en neuf cent quatre-vingt-dix actions, de cent piastres chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de février 1924.

Le sous secrétaire de la province,
1405 C.-J. SIMARD.

That the capital stock of this company, being at present one thousand nine hundred and eighty shares of fifty dollars each be deemed to be unsuitable for the company's requirements and that the one thousand nine hundred and eighty shares of fifty dollars each of said capital stock be consolidated into nine hundred and ninety shares of one hundred dollars each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1406 Assistant Provincial Secretary.

Département des affaires municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Québec, le 13 mars 1924.

PRÉSENT: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la partie ouest du canton de Senneterre, dans le comté d'Abitibi, le troisième jour de décembre 1923, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la partie ouest du canton de Senneterre, dans le comté d'Abitibi, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil Exécutif,
A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,
OSCAR MORIN.
Québec, 13 mars 1924. 1407

Département de la Voirie

Décret du lieutenant-gouverneur en conseil.

13 mars 1924.

433.

ROUTE HULL-AYLMER.

A l'avenir, le chemin suivant formera partie de la route régionale connue sous le nom de:

Route Hull-Aylmer,

savoir:

Dans le comté de Hull:

Dans la municipalité de ville d'Aylmer:

La rue Principale, comprenant l'ancien chemin de péage, depuis les limites est de la ville d'Aylmer jusqu'au chemin Eardley. 1409

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, March, 13, 1924.

PRESENT: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the West part of the township of Senneterre, in the county of Abitibi, on the third day of December, 1923, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the West part of the township of Senneterre, in the county of Abitibi, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.
Quebec, March 13, 1924. 1408

Roads Department

Order of the Lieutenant-Governor in Council.

March 13, 1924.

433.

HULL-AYLMER HIGHWAY.

In the future, the following road shall form part of the regional highway known under the name of:

Hull-Aylmer Highway,

to wit:

In the county of Hull:

In the municipality of the town of Aylmer:

Main Street comprising the old turnpike road, from the east limits of the town of Aylmer up to Eardley road. 1410

- | | |
|---|--|
| <p>Décret du lieutenant-gouverneur en conseil.</p> <p style="text-align: center;">13 mars 1924.</p> <p>434. ROUTE IBERVILLE-SAINT-ALBANS.</p> <p>—</p> <p>A l'avenir, le chemin suivant fera partie de la route régionale connue sous le nom de:</p> <p style="text-align: center;"><i>Route Iberville-Saint-Albans,</i></p> <p>savoir:</p> <p>Dans le comté de Missisquoi:</p> <p>Dans la municipalité de Saint-Pierre-de-Vérone à Pike-River:</p> <p>Le chemin Neuf suivant la ligne entre les rangs X et XI du canton de Stanbridge, sur une longueur de 7,600 pieds à partir du grand chemin de Stanbridge en allant vers le sud jusqu'auprès de la ligne de division entre les lots originaux 5 et 6.</p> <p style="text-align: right;">1411</p> <p style="text-align: center;">—</p> <p>Décret du lieutenant-gouverneur en conseil.</p> <p style="text-align: center;">14 mars 1924.</p> <p>439. ROUTE PROVINCIALE MONTREAL-QUEBEC.</p> <p>—</p> <p>A l'avenir, la rue longeant le fleuve autrefois connue sous le nom de rue Edouard et maintenant sous le nom de rue Frontenac, dans la municipalité de la ville de Berthier, cessera de faire partie de la route provinciale Montréal-Québec. Cette rue cessera d'être entretenue par le gouvernement et deviendra entièrement sous le contrôle de la corporation de la ville de Berthier.</p> <p>A l'avenir, les chemins suivants formeront partie de la route provinciale Montréal-Québec, savoir:</p> <p>Dans le comté de Berthier:</p> <p>Dans la municipalité de la ville de Berthier:</p> <p>La rue Montcalm, autrefois connue sous le nom de rue William, sur toute sa longueur.</p> <p>Dans le comté de Laval:</p> <p>Dans la municipalité de la ville de Laval-de-Montréal:</p> <p>La montée du Bout-de-l'Île, depuis le côté est de l'approche du pont Laurier jusqu'à la rue Notre-Dame;</p> <p>La rue Notre-Dame, depuis la montée du Bout-de-l'Île jusqu'à la limite nord de la municipalité de la ville de la Pointe-aux-Trembles.</p> <p style="text-align: right;">1413</p> <p style="text-align: center;">—</p> <p>Décret du lieutenant-gouverneur en conseil.</p> <p style="text-align: center;">13 mars 1924.</p> <p>435. ROUTE DU TOUR DU LAC-SAINT-JEAN.</p> <p>—</p> <p>A l'avenir, les chemins suivants formeront partie de la route régionale connue sous le nom de:</p> <p style="text-align: center;"><i>Route du Tour du Lac-Saint-Jean,</i></p> <p>savoir:</p> <p>Dans le comté du Lac-Saint-Jean:</p> <p>Dans la municipalité du village de Val-Jalbert:</p> <p>Le chemin de front du rang 1 du canton de Charlevoix, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, jusqu'aux limites de la municipalité rurale de Roberval. Ce chemin est désigné sous le nom de chemin Principal depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Chambord jusqu'au pont sur la rivière Ouïatchouan, et sous le nom de</p> | <p>Order of the Lieutenant-Governor in Council.</p> <p style="text-align: center;">March 13, 1924.</p> <p>434. IBERVILLE-SAINT ALBANS HIGHWAY.</p> <p>—</p> <p>In the future, the following road shall form part of the regional highway known under the name of:</p> <p style="text-align: center;"><i>Iberville-Saint Albans Highway,</i></p> <p>to wit:</p> <p>In the county of Missisquoi:</p> <p>In the municipality of Saint Pierre de Verone, at Pike River:</p> <p>The New Road following the line between ranges X and XI of the township of Stanbridge, for a length of 7,600 feet from Stanbridge Main Highway in a southerly direction up to the line of division between original lots 5 and 6.</p> <p style="text-align: right;">1412</p> <p style="text-align: center;">—</p> <p>Order of the Lieutenant-Governor in Council.</p> <p style="text-align: center;">March 13, 1924.</p> <p>439. MONTREAL-QUEBEC PROVINCIAL HIGHWAY.</p> <p>—</p> <p>In the future, the street running along the river Saint Lawrence, formerly known under the name of Edouard Street and now under the name of Frontenac Street, in the municipality of the town of Berthier, shall cease to form part of the Montreal-Quebec Provincial Highway. The said street shall no longer be maintained by the Government and shall be under the full control of the corporation of the town of Berthier.</p> <p>In the future, the following roads shall form part of the Montreal-Quebec Provincial Highway, to wit:</p> <p>In the county of Berthier:</p> <p>In the municipality of the town of Berthier:</p> <p>Montcalm Street, heretofore known under the name of William Street, for all its length.</p> <p>In the county of Laval:</p> <p>In the municipality of the town of Laval de Montréal:</p> <p>The Montée du Bout de l'Île, from the east side of the approach of Laurier bridge up to Notre Dame Street;</p> <p>Notre Dame Street, from the Montée du Bout de l'Île up to the north limit of the municipality of the town of Pointe aux Trembles.</p> <p style="text-align: right;">1414</p> <p style="text-align: center;">—</p> <p>Order of the Lieutenant-Governor in Council.</p> <p style="text-align: center;">March 13, 1924.</p> <p>435. LAKE SAINT JOHN BELT HIGHWAY.</p> <p>—</p> <p>In the future, the following roads shall form part of the regional highway known under the name of:</p> <p style="text-align: center;"><i>Lake St John Belt Highway.</i></p> <p>to wit:</p> <p>In the county of Lake Saint John:</p> <p>In the municipality of the village of Val Jalbert:</p> <p>The front road of range 1 of the township of Charlevoix, from the limits of the municipality of the parish of Saint Louis de Chambord, up to the limits of the rural municipality of Roberval. This road is designated under the name of "Chemin Principal", from the limits of the municipality of the parish of Saint Louis de Chambord up to the bridge over the river Ouïatchouan and un-</p> |
|---|--|

l'Avenue du Lac, depuis le pont sur la rivière Ouïatchouan jusqu'aux limites de la municipalité rurale de Roberval;

Dans la municipalité du canton d'Albanel:

La route de l'Eglise, depuis les limites du canton de Normandin jusqu'à la ligne de division entre les rangs 6 et 7 du canton d'Albanel.

1415

der the name of "Avenue du Lac," from the bridge over the river Ouïatchouan up to the limits of the rural municipality of Roberval;

In the municipality of the township of Albanel:

The Church Road, from the limits of the township of Normandin, up to the line of division between ranges 6 and 7 of the township of Albanel.

1416

Département du trésor

Avis est par le présent donné que l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel, de Sorel, société de secours mutuels, ayant son principal siège d'affaires en la cité de Sorel, tiendra une assemblée générale spéciale de ses membres, au lieu ordinaire des réunions, le dimanche, 30 mars 1924, à une heure de l'après-midi, pour considérer et prendre une décision, sur un projet de fusion avec l'Alliance Nationale ou La Société des Artisans Canadiens-Français, les dites sociétés ayant leur siège principal d'affaires en la cité de Montréal, le tout en conformité avec les dispositions des articles 7058A et suivants, des Statuts refondus de la Province de Québec, 1909.

Tous les membres de la dite Union Saint-Joseph et Saint-Michel, de Sorel, sont requis d'y assister.

Sorel, le 17 mars 1924.

Le secrétaire,

1449-12-2

J.-ED. CHAMPOUX.

Treasury Department

Notice is hereby given that l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel, of Sorel, a mutual benefit society, having its principal place of business in the City of Sorel, will hold a special general meeting of its members, at the ordinary place of meeting, Sunday, March 30th, 1924, at one o'clock in the afternoon, to consider and take a decision on a project of amalgamation with l'Alliance Nationale or La Société des Artisans-Canadiens-Français, the said societies having their principal place of business in the City of Montreal, all in conformity with the provisions of articles 7058a and the following, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

All the members of the said Union Saint-Joseph and Saint-Michel, of Sorel, are requested to be present.

Sorel, March 17th, 1924.

J. ED. CHAMPOUX,

Secretary.

1450-12-2

Ministère de l'agriculture

Avis public concernant l'organisation d'un syndicat d'élevage dans la paroisse de Sainte-Angèle-de-Méridi, comté de Matane.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Matane, sous le nom de "Syndicat d'Élevage de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Méridi", conformément aux dispositions des articles 1913 et suivants des S. R. Q., 1909.

Le sous-ministre de l'Agriculture,

J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 17ème jour de mars 1924. 1417

Department of Agriculture

Public notice respecting the formation of a stock-breeding syndicate in the parish of Sainte Angèle de Méridi, county of Matane.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Matane, under the name of "Syndicat d'Élevage de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Méridi", pursuant to the provisions of articles 1913 and following of the Q. R. S., 1909.

J. ANTONIO GRENIER,

Deputy-Minister of Agriculture.

Quebec, this 17th day of March, 1924. 1418

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Hull, Cour supérieure, No 7263. Dame Emma Flore Leblanc, du canton de Maniwaki, comté et district de Hull, épouse commune en biens de Henri Maynard, médecin, du même lieu, et dûment autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; vs Henri Maynard, médecin, du canton de Maniwaki, comté et district de Hull, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour de mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,

LEGAULT & FOURNIER.

Hull, ce 11 mars 1924.

1419-12-5

Actions for separation as to property

Canada, province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. 7263. Dame Emma Flore Leblanc, of the Township of Maniwaki, county and district of Hull, wife as to property of Henri Maynard, physician, of the same place, and duly authorized by the Court for these presents, plaintiff; vs Henri Maynard, physician, of the Township of Maniwaki, County and district of Hull, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause, this 8th day of March, 1924.

LEGAULT & FOURNIER,

Attorneys for plaintiff.

Hull, March 11th, 1924.

1420-12-5

Province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure. Dame Valéda Benoit, épouse de P. Hubert Mailloux, télégraphiste, de la Ville de Saint-Jean, district d'Iberville, demanderesse; vs P. Hubert Mailloux, ci-haut mentionné, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur susdit, ce 5ième jour de février 1924.

L'avocat de la demanderesse,

L. P. FOURNIER.

Saint-Jean, 5 février 1924.

1287—11-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3171.—Dame Emma Lapierre, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-A. Joly, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph-A. Joly, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3e jour du mois de mars 1924.

Montréal, 7 mars 1924.

Le procureur de la demanderesse,

1307—11-5

J. E. LAFONTAINE.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3940.—Marie-Cordélia Pelletier, épouse commune en biens de Pierre Paradis, marchand, tous deux des cité et district de Montréal, autorisée à ester en justice par un juge de la Cour Supérieure, demanderesse; vs le dit Pierre Paradis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 10 mars 1924.

Montréal, 10 mars 1924.

Le procureur de la demanderesse,

1331—11-5

ALFRED CINQ-MARS.

Province de Québec, district d'Abitibi, Cour supérieure, No 385.—Dame Marie-Alexina Gauthier, épouse commune en biens de François Fortin, journalier, de Villemontel, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit François Fortin, de Villemontel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le deuxième jour de février 1924.

Amos, 27 février 1924.

Le procureur de la demanderesse,

(Signé)

L. A. LADOUCEUR.

Vraie copie,

Le procureur de la demanderesse,

1207—10-5

L. A. LADOUCEUR.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1155.—Dame Marie-Louise Moreau, de Québec, épouse de Maurice Gosselin, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Maurice Gosselin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 mars 1924.

Québec, 3 mars 1924.

Le procureur de la demanderesse,

(Signé)

HECTOR LAFERTE.

1209—10-5

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 72.—Dame Hermance Péloquin, épouse commune en biens de Pierre-Rosario Boucher, commerçant, du canton d'Auckland, dit district, a pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

Sherbrooke, 26 février 1924.

Les procureurs de la demanderesse,

1231—10-5

VERRET & DESILETS.

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court. Dame Valeda Benoit, wife of P. Hubert Mailloux, telegraph operator, of the town of Saint John's, district of Iberville, plaintiff; vs P. Hubert Mailloux, hereabove mentioned, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, against the aforesaid defendant, this 5th day of February, 1924.

L. P. FOURNIER,

Attorney for plaintiff.

Saint John's, February 5, 1924.

1288—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3171.—Emma Lapierre, from the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph A. Joly, from the same place, said Emma Papierre, duly authorized to proceed, plaintiff; vs said Joseph A. Joly, defendant.

Proceedings in separation as to property have been instituted in this case, on March 3rd, 1924.

Montreal, March 7, 1924.

J. E. LAFONTAINE,

Attorney for plaintiff.

1308—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3940.—Marie Cordelia Pelletier, wife common as to property of Pierre Paradis, merchant, both of the city and district of Montreal, authorized to *ester en justice* by a judge of the Superior Court, plaintiff; vs the said Pierre Paradis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted the 10th of March, 1924.

Montreal, March 10, 1924.

ALFRED CINQ-MARS,

Attorney for plaintiff.

1332—11-5

Province of Quebec, district of Abitibi, Superior Court, No. 385.—Dame Marie Alexina Gauthier, wife common as to property of François Fortin, labourer, of Villemontel, duly authorized to appear in Court, plaintiff; vs the said François Fortin, of Villemontel, defendant.

An action as to separation of property has been instituted in this case on the second day of February, 1924.

Amos, February 27, 1924.

(Signed)

L. A. LADOUCEUR,

Attorney for plaintiff.

True copy,

L. A. LADOUCEUR,

1208—10-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1155.—Dame Marie Louise Moreau, of Quebec, wife of Maurice Gosselin, restaurant keeper, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Maurice Gosselin, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 3rd of March, 1924.

Quebec, March 3rd, 1924.

(Signed)

HECTOR LAFERTE,

Attorney for plaintiff.

1210—10-5

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 72.—Dame Hermance Pelouquin, wife common as to property of Pierre Rosario Boucher, of the township of Auckland, in said district, trader, has taken an action for separation as to property from her said husband.

Sherbrooke, February 26, 1924.

VERRET & DESILETS,

Attorneys for plaintiff.

1232—10-5

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1123. Dame Philomène Pouliot, épouse commune en biens de Joseph Pouliot, boulanger, Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph Pouliot, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le premier jour de mars 1924.

Québec, 4 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
(Signé) SHINK & DEBLOIS.

Vraie copie,

Les procureurs de la demanderesse,
1241-10-5 SHINK & DEBLOIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2087.—Dame Annie Barron, de la cité de Westmount, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-William Bélisle, marchand, du même endroit, demanderesse; vs le dit Joseph-William Bélisle, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Montréal, 16 février 1924.

L'avocat de la demanderesse,
1099-9-5 RENE CHENEVERT.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2076. Dame Georgette Domont, épouse commune en biens de Paul Pirotte, commis-voyageur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Paul Pirotte, commis-voyageur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 février 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
LAVERY & DEMERS.
Montréal, 15 février 1924. 987-8-5

Province de Québec, district de Joliette. Dans la Cour supérieure, No 646. Dame Philomène Millet, du village de Saint-Jacques, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Maxime Racette, commerçant, du dit village de Saint-Jacques, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Maxime Racette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14ième jour de février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
JOS. SYLVESTRE.
Joliette, 19 février 1924. 1011-8-5

Action en séparation de corps et de biens

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 531.—Dame Lena Deslauriers, de Avoca, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Robert E. Smythe, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Robert E. Smythe, absent en lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 10ème jour de mars 1924.

Sainte-Scholastique, 10 mars 1924.

Le procureur de la demanderesse,
1329-11-2 J.-A.-C. ETHIER.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1123. Dame Philomène Pouliot, wife common as to property of Joseph Pouliot, baker, Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Pouliot, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the first day of March, 1924.

Quebec, March 4, 1924.

(Signed) SHINK & DEBLOIS,
Attorneys for plaintiff.

True copy,

SHINK & DEBLOIS,
Attorneys for plaintiff. 1242-10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2087.—Dame Annie Barron, of the city of Westmount, district of Montreal, wife common as to property of Joseph William Belisle, merchant, of the same place, plaintiff; vs the said Joseph William Belisle, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case, on this date.

Montreal, February 16, 1924.

RENE CHENEVERT.
1100-9-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2076. Dame Georgette Domont, wife common as to property of Paul Pirotte, travelling salesman, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Paul Pirotte, travelling salesman, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 14th of February 1924.

LAVERY & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, February, 15, 1924. 988-8-5

Province of Quebec, district of Joliette. In the Superior Court, No. 646. Dame Philomène Millet, of the village of Saint Jacques, in the district of Joliette, wife common as to property of Maxime Racette, trader, of the said village of Saint Jacques, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Maxime Racette, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 14th day of February, 1924.

JOS. SYLVESTRE,
Attorney for plaintiff.

Action for separation as to bed and board

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 531.—Dame Lena Deslauriers, of Avoca, district of Terrebonne, wife common as to property of Robert E. Smythe, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Robert E. Smythe, of parts unknown, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause the 10th day of March, 1924.

Sainte Scholastique, March 10, 1924.

J. A. C. ETHIER,
1330-11-2 Attorney for plaintiff.

Avis divers

Avis est par le présent donné que "Thos. Firth & Sons, Limited", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration M. John James Coleman, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau chef d'affaires dans cette cité, en remplacement de M. Robert Clark McMichael, K.C.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1453 ALEXANDRE DESMEULES.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that Thos Firth & Sons, Limited, authorized to carry on business in this province, has appointed by a new power of attorney Mr. John James Coleman, of the city of Montreal, its principal agent, with its chief place of business in this city, in place and stead of Robert Clark McMichael, K.C.

ALEXANDRE DESMEULES,
1454 Acting Assistant Provincial Secretary.

Chartes :—Abandon de

Province de Québec, district de Québec.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie J.-B. Thibault, Limitée", dûment constituée en corporation par Lettres Patentes émises par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 8 octobre 1921, va demander la permission d'abandonner sa charte.

Le secrétaire,
J.-C. NOREAU.

Daté à Québec, ce 18 mars 1924. 1427

Province de Québec, district de Québec.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "The Quebec Olympia Company, Limited", dûment constituée en corporation par Lettres Patentes émises par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 15 septembre 1909, va demander la permission d'abandonner sa Charte.

Daté à Québec, ce 19 mars 1924.

Le président,
1451 J.-H. PAQUET.

Charters :—Surrender of

Province of Quebec, district of Quebec.

Notice is hereby given that "La Compagnie J.-B. Thibault, Limitée", duly incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th October, 1921, will ask the permission to surrender its Charter.

J. C. NOREAU,
Secretary.

Dated at Quebec, this 18th of March, 1924.
1428

Province of Quebec, district of Quebec.

Notice is hereby given that "The Quebec Olympia Company, Limited", duly incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th of September 1909, will ask the permission to surrender its Charter.

Dated at Quebec, this 19th March, 1924.

J. H. PAQUET,
1452 President.

Ordres de Cour

Province de Québec, district de Richelieu, Cour supérieure, No 7205; Chas. Hart & al., demandeurs; vs M. Rousseau, défendeur et A. Descheneaux, opposant.

Le 10ème jour de mars 1924. Sur ordre de l'honorable juge Louis Coderre, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit M. Rousseau, du village de Pierreville, district de Richelieu, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Sorel, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

Le protonotaire de la Cour supérieure,
1431—12-2 COUSINEAU & DAUPHINAIS.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 7759.—Napoléon Doyon, cultivateur, de Saint-Ephrem, demandeur; vs Gédéon Doyon, de Shenley, défendeur, et Pantaléon Lebrun, rentier, de Saint-Evariste station, opposant.

Le septième jour de mars, 1924, sur ordre de l'Honorable Juge Adolphe Stein, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit défendeur,

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 7205. Chas. Hart & al., plaintiffs; vs M. Rousseau, defendant, and A. Descheneaux, opposant.

The 10th day of March 1924. By order of the Honourable Justice Louis Coderre, given this day, and seeing the allegations concerning the insolvency of the said M. Rousseau, of the village of Pierreville, district of Richelieu, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims, are now called upon to file them in this case, at the office of the Prothonotary of the Superior Court of this district, at Sorel, within fifteen days from the first insertion of the present order in the Quebec Official Gazette, in accordance with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

COUSINEAU & DAUPHINAIS,
1432—12-2 Prothonotary Superior Court.

Canada, province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 7759.—Napoléon Doyon, farmer, of Saint Ephrem, plaintiff; vs Gedeon Doyon, of Shenley, defendant, and Pantaléon Lebrun, annuitant, of Saint Evariste Station, opposant.

The seventh day of March, 1924, upon the order of the Honourable Judge Adolphe Stein, rendered this day, seeing the allegation of the

Rules of Court

les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Saint-Joseph-de-Beauce, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

Le protonotaire de la Cour supérieure,
1289—11-2 VEZINA & FERRON.

insolvency of the said defendant, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims are now called upon to file same in this cause, at the office of the prothonotary of the Superior Court for this district, at Saint Joseph de Beauce, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the Quebec Official Gazette, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

VEZINA & FERRON,
Prothonotary of the Superior Court.
1290—11-2

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4568.—Dame Mary Elizabeth Massey, veuve de feu William Briscoe, du canton de Franklin, dit district, demanderesse; vs Lawrence Brown, jr, de la cité et du district de Montréal, et Lawrence T. Brown, du canton de Franklin susdit, défendeurs, et Charles A. Gavin, encanteur, du canton de Elgin, dit district, et J.-G. Laurendeau, avocat, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dit district, tiers-saisis.

Le 6ème jour de mars 1924, sur ordre de l'honorable juge G. Desaulniers, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit défendeur Lawrence T. Brown, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations assermentées, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Salaberry-de-Valleyfield, dans les quinze jours de la date de la première publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Salaberry-de-Valleyfield, ce 6 mars 1924.
Le dép. P. C. S.,
1291—11-2 J.-R. LAPOINTE.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4568.—Dame Mary Elizabeth Massey, widow of the late William Briscoe, of the township of Franklin, said district, plaintiff; vs Lawrence Brown, Jr., of the city and district of Montreal, and Lawrence T. Brown, of the said township of Franklin, defendants, & Charles A. Gavin, auctioneer, of the township of Elgin, said district, and J. G. Laurendeau, advocate, of the city of Salaberry de Valleyfield, said district, garnishees.

The 6th day of March, 1924, upon the order of the Honourable Judge G. Desaulniers, rendered this day, seeing the allegation of the insolvency of the said defendant Lawrence T. Brown, the creditors of the said defendants who have not yet filed their sworn claims, are now called upon to file same in this cause, at the office of the prothonotary of the Superior Court for this district, at Salaberry de Valleyfield, within fifteen days from the date of the first publication of the present notice in the Quebec Official Gazette, pursuant to article 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

Salaberry de Valleyfield, March 6, 1924.
J. R. LAPOINTE,
1292—11-2 Dep. P. S. C.

Soumissions

Province de Québec, district de Hull, cité de Hull.

Demande officielle de soumissions

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la cité de Hull recevra, d'aujourd'hui jusqu'à quatre heures de l'après-midi du lundi, 7 avril 1924, au bureau du soussigné, des soumissions écrites pour l'achat de débentures de la Cité de Hull, au montant de \$292,000.00, avec coupons annexés pour intérêts, émises pour consolider la dette flottante; payables, les dites débentures et les dits intérêts, au bureau du trésorier de la Cité de Hull. L'émission est comme suit:

Date des débentures: 1er mai 1922.

Règlement No 232.

Tenders

Province of Quebec, district of Hull, City of Hull.

Official call for tenders

Public notice is hereby given that the Council of the City of Hull will receive, from now until four o'clock P. M. Monday, the 7th day of April next, at the office of the undersigned, written tenders for the purchase of Debentures of the City of Hull, to the amount of \$292,000.00, for the consolidation of the Floating Debt, and issued with coupons attached thereto for the interest; payable said Debentures and interests, at the City Treasurer's office in the City of Hull, namely:

Debentures dated, 1st May 1922.

By-Law No. 232.

Montant Amount	Dénomination Denomination	Echéance Maturing	Taux Rate	Intérêts semi-annuels Semi annual interests
\$ 292,000.00	\$ 1,000.00	1er mai 1947 1st May 1947	5½%	1er mai—1er novembre 1st May—1st November

Ces débentures seront payées à Hull et délivrées à Hull.

Un chèque accepté représentant 1 % de l'émission devra accompagner la soumission.

La soumission devra mentionner si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les coupons au moment de la livraison, à partir du 1er mai 1922. Elles devront être sous pli cacheté et avec indication "Soumission pour Débentures", à l'adresse du "Greffier" de la Cité, Hull, Qué.

La présente émission a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil de la Province de Québec, le 4 mars 1924.

Le conseil ne s'engage à accepter ni la plus haute, ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

Donné à l'Hôtel de Ville de la Cité de Hull, ce 12 mars 1924.

Le greffier de la cité de Hull, Qué.,
1429 H. BOULAY.

Such debentures shall be paid in Hull and delivered in Hull.

An accepted cheque representing one per cent of the issue must accompany each tender.

All tenders must mention if the price includes or not the accrued interest on the coupons at the time of delivery, from the 1st of May 1922; they shall be under seal with the indication "Tenders for Debentures" and addressed to "The City Clerk", Hull, Que.

The present issue has received the approval of the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, the 4th day of March 1924.

The City Council does not bind itself to accept the highest or the lowest or any of the tenders.

Given at the City Hall, in the City of Hull, on this 12th day of March, 1924.

H. BOULAY,
City Clerk, Hull, Que.

Ventes d'effets non réclamés

A CEUX QUE LES PRÉSENTES CONCERNENT :—
Avis est par les présentes donné que tous les articles reçus avant le 28ième jour de février 1923, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la Canadian National Express, et de l'American Railway Express Company, à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, et de l'Île-du-Prince-Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie Walter M. Kearns, 346 rue de l'Université, Montréal, province de Québec, à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le SIXIEME jour de MAI 1924, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce dixième jour de mars 1924.

Canadian National Express,
Montréal, Qué.,
L'Assistant gérant général,
1323—11-6 W. C. MUIR.

Sales of unclaimed freight

TO WHOM IT MAY CONCERN:—Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty eighth of February, A. D. 1923, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express and the American Railway Express Company, at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New-Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter M. Kearns, 346 University Street, Montreal, Quebec, at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the SIXTH day of MAY, A. D., 1924, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this tenth day of March, 1924.

W. C. MUIR,
Assistant General Manager,
Canadian National Express, Montreal, Que.
1324—11-6

Ventes—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Roberval.

Dans l'affaire de l'actif de Joseph Tremblay, fils d'Auguste, cultivateur, de la paroisse de Saint-Méthode (Ticouabé), comté du Lac Saint-Jean, P.Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL 1924, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, comté du Lac Saint-Jean, les immeubles suivants, savoir:

1. La demie nord-ouest du lot numéro trente-cinq, du rang quatre du cadastre du canton Parent—avec bâtisses et dépendances;

2. Le lot connu et désigné au cadastre officiel sous le numéro trente-cinq (35) du cinquième rang du canton Parent—avec bâtisses et dépendances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Sales—Bankruptcy Act

Canada, province of Quebec, district of Roberval.

In the matter of the assets of Joseph Tremblay, son of Auguste, farmer, of the parish of Saint Méthode (Ticouabé), county of Lake Saint John, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of APRIL, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Saint Méthode, county of Lake Saint John, the following immovables, to wit:

1. The northwest half of lot number thirty five of range four, of the cadastre of the township of Parent—with the buildings and dependencies thereon;

2. The lot known and designated on the official cadastre under number thirty five (35) of the fifth range of the township of Parent—with the buildings and dependencies.

To be sold to the highest bidder.

Les titres et certificat sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, laquelle a le même effet qu'une vente par le shérif.

Condition de paiement: argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-H. DELISLE.

Roberval, 22 mars 1924.

1455-12-2

Dans l'affaire de Calixte Lavoie, courtier, du village Saint-Cyrille-de-Wendover, Qué., cédant autorisé.

Avis est donné que JEUDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus à l'enchère, conformément à l'alinéa b et suivants du paragraphe 4 de l'article 20 de la loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille-de-Wendover, dans le comté de Drummond, les immeubles et créances ci-après, faisant partie de l'actif du cédant autorisé, savoir:

1. Le lot numéro treize (13) du huitième rang de Simpson, contenant neuf arpents de front par vingt-huit de profondeur, et le tiers sud-est du lot numéro quatorze ($\frac{1}{4}$ S. E. 14), et le lot numéro quinze (15) du huitième rang de Simpson, mesurant douze arpents de largeur par vingt-huit de profondeur;

2. Le lot numéro dix-neuf (19) du neuvième rang de Simpson, mesurant neuf arpents de largeur par vingt-huit de profondeur;

3. Une créance de sept cents piastres (\$700.00) due par Mme Réginald Marcotte, de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, en vertu d'une vente devant J.-F. Paré, notaire, le 24 août 1915, enregistrée à Drummondville, sous No 50,214 B-65, et affectant hypothécairement partie du lot six b (p. 6 b), dans le onzième rang de Simpson;

4. Une créance de deux mille trois cents piastres (\$2,300.00) due par Donat Desfossés, de Sainte-Clothilde, en vertu d'un transport devant L.-S. Joyal, notaire, le 23 mars 1921, enregistré à Arthabaska, sous No 62,457, B-73, affectant hypothécairement partie du lot numéro soixante et un (p. 61), du deuxième rang du canton de Horton;

5. Une hypothèque de quinze cents piastres (\$1,500.00) due par Orphir Bergeron, de Saint-Cyrille, en vertu d'un acte d'échange, et affectant le lot de terre numéro neuf-A (9-A), dans le septième rang de Simpson;

6. Le capital d'une reate foncière annuelle de trois piastres, rachetable au capital de cinquante piastres, affectant une partie du lot numéro trente-six (1-36) du cinquième rang du canton de Simpson, actuellement dû par Alfred Ladouceur, de Saint-Cyrille.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchérisseur.

Le certificat du registraire et les titres relatifs aux immeubles et créances ci-dessus peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente, faite d'après l'article 20 de la Loi de faillite, telle qu'amendée, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

HENRI-R. DUFRESNE.

Nicolet, 19 mars 1924.

1481-12-2

The titles and the certificate may be seen at my office.

This sale is made pursuant to Article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, which gives it the effects of the sheriff's sale.

Terms of payment: cash.

J. H. DELISLE,

Authorized trustee.

Roberval, March 22, 1924.

1456-12-2

In the matter of Calixte Lavoie, broker, of the village of Saint Cyrille de Wendover, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY FOURTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty four, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by auction, in accordance with sub-section B and following of paragraph 4 of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to take place at the door of the church of the parish of Saint Cyrille de Wendover, in the county of Drummond, forming part of the assets of the above estate, to wit:

1. The lot number thirteen (13) of the eighth range of Simpson, containing nine arpents in front by twenty eight in depth, and the southeast third of lot number fourteen (S. E. $\frac{1}{4}$ -14), and the lot number fifteen (15) of the eighth range of Simpson, measuring twelve arpents in width by twenty eight in depth;

2. The lot number nineteen (19) of the ninth range of Simpson, measuring nine arpents in width by twenty eight in depth;

3. A claim of seven hundred dollars (\$700.00) due by Dame Réginald Marcotte, of Notre Dame du Bon Conseil, by virtue of a sale before J. F. Paré, notary, the 24th of August, 1915, registered at Drummondville, under the No. 50,214, B-65, and creating a hypothec on part of lot six-b (Pt. 6-b) in the eleventh range of Simpson;

4. A claim of two thousand three hundred dollars (\$2,300.00) due by Donat Desfossés, of Sainte Clothilde, by virtue of a transfer before L. S. Joyal, notary, the 23rd of March 1921, registered at Arthabaska, under No. 62457, B-73, creating a hypothec upon part of lot number sixty one (Pt. 61), in the second range of the township of Horton;

5. A hypothec of fifteen hundred dollars (\$1,500.00) due by Orphir Bergeron, of Saint Cyrille, by virtue of a deed of exchange and affecting the lot of land number nine-A (9-A), in the seventh range of Simpson;

6. The capital of an annual ground rent of three dollars, redeemable by a capital of fifty dollars, affecting a part of lot number one-thirty-six (1-36) of the fifth range of the township of Simpson, presently due by Alfred Ladouceur, of Saint Cyrille.

To be adjudged to the highest and last bidder.

The registrar's certificate and titles respecting the above immovables and claims may be seen at the office of the undersigned.

This sale, made according to article 20 of the Bankruptcy Act, as amended, is equal to a sale by the sheriff.

Terms of sale: Cash.

Nicolet, March 19, 1924.

HENRI R. DUFRESNE,

Authorized trustee

1482-12-2

Dans l'affaire de Erasme Caron, propriétaire de moulin à scie, Saint-Adalbert, Co. l'Islet, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le TROISIEME jour D'AVRIL 1924, à ONZE heures A.M. seront vendus à la porte de l'église de Saint-Adalbert, séparément, les immeubles ci-après décrits, savoir:

A. La moitié sud-ouest du lot numéro quarante-trois (43) du cinquième rang du canton de Casgrain, étant la moitié S. O. du No 43 du cadastre officiel de ce canton pour le dit cinquième rang—avec bâtisses dessus construites, dont une maison en bois 25 X 25 à deux étages, et une grange de 40 X 25 et environ 150,000 pieds de bois debout marchand.

B. Un emplacement mesurant environ deux acres et quart en superficie, situé sur le coin nord-est du lot numéro trente-neuf (39) du sixième rang, Canton Leverrier—avec une maison en bois de 20 X 25, 1½ étage, une grange de 25 X 35, et un moulin à scie de 48 X 70 pds, dessus construits.

La vente se fera pour chaque item séparément, au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4 A. B. C. de la Loi de faillite, et équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.

Québec, ce 26 février 1924.

L.-J.-A. DEMERS & CIE, Encanteurs.
1157—9-2

In the matter of Erasme Caron, saw-mill proprietor, Saint Adalbert, County of L'Islet, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the THIRD day of APRIL, 1924, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at the door of the church of Saint Adalbert, separately, the following immovables, to wit:

A. The southwest half of the lot number forty three (43) of the fifth range of the township of Casgrain, being the S. W. half of No. 43 of the official cadastre of this township for the said fifth range—with the buildings thereon erected, namely a two story wooden house 25 X 25 and a barn of 40 X 25 and about 150,000 feet of standing timber.

B. An emplacement measuring about two and a quarter acres in superficies, situate at the north-east corner of lot number thirty nine (39) of the sixth range, township of Leverrier—with a wooden house of 20 X 25, 1 ½ story high, a barn of 25 X 35, and a saw-mill of 48 X 70 feet, thereon erected.

Each item to be sold separately, to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C. C. P. and also of article 20, paragraph 4 A. B. C. of the Bankruptcy Act, which has the same effects as a sheriff's sale.

Condition of sale: Cash.

J. P. E. GAGNON,

Trustee.

Office: 44 Dalhousie Street,
Canada Steamship Lines, Ltd, Building,
Quebec, this 26th of February, 1924.
L. J. A. DEMERS & CIE, Auctioneers.

1158—9-2

Dans l'affaire de l'actif de Ulric Dubois, d'Inverness, comté de Mégantic, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que JEUDI, le DIXIEME jour d'AVRIL, 1924, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, sis au village d'Inverness, sera vendu l'immeuble suivant appartenant à la dite cession, savoir:

Une terre connue et désignée comme étant le lot numéro quatre cent vingt-quatre (No 424), du cadastre officiel du canton d'Inverness, de la contenance de cent acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, laquelle a le même effet qu'une vente par le shérif.

Condition de paiement: argent comptant.

Le syndic autorisé,

GASTON TETREAULT.

3 mars 1924.

1229—10-2

In the matter of Ulric Dubois, of Inverness, county of Megantic, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TENTH day of APRIL, 1924, at TEN o'clock A. M., at the Registry Office of the county of Megantic, village of Inverness, will be sold the following property, belonging to this estate, to wit:

A farm known and designated as being the lot number four hundred and twenty four (No 424), of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Inverness—with all the buildings thereon, the said farm containing one hundred acres of land in superficies, more or less.

To be sold to the highest bidder.

The titles and the certificate may be seen at my office.

This sale is made pursuant to Article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, which gives it the effects of the sheriff's sale.

Terms of payment: cash.

GASTON TETREAULT,

Authorized Trustee.

March 3, 1924.

1230—10-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Abitibi.

No 284. } NOE BROUILLETTE, cultivateur, d'Amos, district d'Abitibi, demandeur; contre ARTHUR CINQ-MARS ET AL., d'Amos susdit, défendeurs, à savoir:

Le lot de terre portant le numéro huit (8), du bloc No trente-deux (32), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Amos, dit district d'Abitibi—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Amos susdit, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 20 février 1924.
[Première publication, 1er mars 1924]
1105—9-2

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 284. } NOE BROUILLETTE, farmer, of Amos, district of Abitibi, plaintiff; against ARTHUR CINQ-MARS ET AL., of Amos aforesaid, defendants, to wit:

The lot of land bearing the number eight (8) of block number thirty two (32), on the official plan and book of reference of the village of Amos, said district of Abitibi—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Amos aforesaid, the FIRST day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office, Sheriff.
Amos, February 20, 1924.
[First publication, March 1, 1924]
1106—9-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Richelieu.

Arthabaska, à savoir: } DAME SOPHIE No 7313. } GILL, demanderesse; vs PHILIPPE PARENT, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

La moitié sud-est du lot No 777 du cadastre officiel du canton de Durham, contenant environ cent acres de terre en superficie—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Jeanne-d'Arc, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain (1924), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 17 mars 1924.
[Première publication, le 22 mars 1924]
1421—12-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Arthabaska, to wit: } DAME SOPHIE GILL, No. 7313. } plaintiff; vs PHILIPPE PARENT, defendant.

As belonging to said defendant:

The southeast half of lot No. 777 of the official plan and book of reference for the Township of Durham, containing about one hundred acres of land in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Jeanne d'Arc, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next (1924), at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 17th of March, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1422—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } IRWIN C. HASKETT, No 425. } demandeur; contre ANDREW PATTERSON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot No 4A, du cadastre officiel du canton de Nelson, pour le 14e rang, contenant environ cent acres de terre en superficie—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain (1924), à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 25 février 1924.
[Première publication, 1er mars 1924]
1107—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } IRWIN C. HASKETT, No. 425. } plaintiff; against ANDREW PATTERSON, defendant.

As belonging to said defendant:

The lot No. 4A of the official plan and book of reference of the township of Nelson, for the 14th range, containing about 100 acres of land in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office for the county of Megantic, at Inverness, on the THIRD day of APRIL next (1924), at THREE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, February 25, 1924.
[First publication, March 1, 1924]
1108—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
 Arthabaska, à savoir: } **DAME HENRIETTE**
 No 1501. } **SICOTTE ET VIR,**
 demandeurs; contre **FRANCOIS HOUDE,** dé-
 fendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre située dans la paroisse de Saint-Lucien, contenant environ six arpents de front sur la profondeur du lot, connue et désignée comme étant les deux tiers sud-est du lot No 20 du 7e rang du cadastre officiel du canton de Simpson—avec les bâtisses dessus construites.

2. Une autre terre située dans la même paroisse, contenant environ 3½ arpents de largeur sur 32 de profondeur, connue et désignée comme étant le tiers est (adjacent au lot No 20), du lot No 19 du 6e rang du dit cadastre du canton de Simpson—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Lucien, le **DEUXIEME** jour d'AVRIL prochain (1924), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le shérif,
 Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
 Arthabaska, 28 février 1924.
 [Première publication, 1er mars 1924]
 1109—9-2

BEAUCE**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

Cour supérieure.—District de Beauce.
 Beauce, à savoir: } **JOSEPH-M. FORTIER,** de-
 No 6214. } mandeur; contre **AIME**
TANGUAY, défendeur.

La moitié nord-ouest du lot numéro trente-sept (37) du cadastre officiel pour le rang cinq du canton Langevin, contenant quatre-vingt-douze acres en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Justine, le **VINGT-DEUXIEME** jour d'AVRIL prochain 1924, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le shérif,
 Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
 Saint-Joseph, Beauce, 17 mars 1924.
 [Première publication, le 22 mars 1924]
 1437—12-2

BEAUHARNOIS**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour supérieure.—District de Montréal.
 Province de Québec, } **JEAN - BAPTISTE**
 District de Beauharnois, } **LEFEBVRE,** de-
 No 4768, à savoir: } mandeur; vs **ARIS-**
TIDE POUPART ET AL, défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur **Aristide Poupart,** de la Cité de Montréal.

Une terre portant le numéro cent quarante-six (146) des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, de laquelle a été détachée la paroisse de Sainte-Clotilde; bornée au nord-est et au nord-ouest par des chemins publics et le No 145; vers le sud-est par un chemin public, et vers le sud-ouest par le lot No 144; de figure irrégulière et contenant en super-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
 Arthabaska, to wit: } **DAME HENRIETTE**
 No. 1501. } **SICOTTE ET VIR,**
 plaintiff; against **FRANCOIS HOUDE,** defend-
 ant.

As belonging to said defendant:

1. A piece of land situated in the parish of Saint Lucien, containing about six arpents in width upon the depth of the lot, known and designated as being the southeast two thirds of lot No. 20 of the 7th range of the official plan and book of reference for the township of Simpson—with the buildings thereon erected.

2. Another piece of land situated in the same parish, containing about 3½ arpents in width by 32 arpents in depth, known and designated as being the east one third (adjoining the lot No 20), of the lot No. 19 of the 6th range of the official plan and book of reference for the township of Simpson—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Lucien, on the **SECOND** day of **APRIL** next, (1924), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Arthabaska, February 28, 1924.
 [First publication, March 1, 1924]
 1110—9-2

BEAUCE**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Beauce.
 Beauce, to wit: } **JOSEPH M. FORTIER,**
 No. 6214. } plaintiff; against **AIME**
TANGUAY, defendant.

The northwest half of lot number thirty seven (37) of the official cadastre for the fifth range of the township of Langevin, containing ninety two acres in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Sainte Justine, the **TWENTY SECOND** day of **APRIL,** 1924, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Saint Joseph, Beauce, March 17, 1924.
 [First publication, March 22, 1924]
 1438—12-2

BEAUHARNOIS**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.
 Province of Québec, } **JEAN - BAPTISTE**
 District of Beauharnois, } **LEFEBVRE,**
 No. 4768, to wit: } plaintiff; vs **ARIST-**
IDE POUPART, ET AL, defendants.

Seized as belonging to the said defendant **Aristide Poupart,** of the city of Montreal.

A farm bearing the number one hundred and forty six (146), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Jean Chrysostôme, from which has been detached the parish of Sainte Clothilde; bounded to the northeast and to the northwest by public roads and No. 145; to the southeast by a public road and to the southwest by the lot No. 144, of irregular figure and

ficie quatre-vingt-dix-huit arpents et cinquante perches.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Clothilde, le VINGT TROISIEME jour d'AVRIL prochain 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,

Salaberry-de-Valleyfield, 18 mars 1924.

[Première publication, le 22 mars 1924]

1439-12-2

containing in superficies ninety eight arpents and fifty perches.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Clothilde, the TWENTY THIRD day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

L. O. THISDALE,

Sheriff's Office,

Salaberry de Valleyfield, March 18, 1924.

[First publication, March 22, 1924]

1440-12-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Province of Québec, } E PIPHANE GA-
District of Chicoutimi. } GNON, cultiva-
No 8024. } teur, de Sainte-Anne-
de-Chicoutimi, demandeur; contre ERNEST
LAVOIE, cultivateur, du même endroit, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton Tremblay, sous le lot numéro vingt-huit (28), du cinquième rang du dit canton Tremblay, district de Chicoutimi; sauf à distraire en faveur de la compagnie Price Bros. & Co., Ltd, les chutes et pouvoirs d'eau fournis sur le dit lot par la rivière au Caribou, et aussi une lisière de terrain de soixante pieds de largeur de chaque côté de la dite rivière, et à prendre cette largeur à partir de la ligne des plus hautes eaux et ce sur tout le parcours que la dite rivière peut avoir sur le dit lot—avec toutes bâtisses construites sur le dit lot, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne, district de Chicoutimi, LUNDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,

Chicoutimi, 23 février 1924.

[Première publication, 1er mars 1924]

1111-9-2

ELZ. BOIVIN.

Sheriff's office,

Chicoutimi, February 23, 1924.

[First publication, March 1, 1924]

1112-9-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Province of Québec, } E PIPHANE GA-
District of Chicoutimi. } GNON, farmer, of
No 8024. } Sainte Anne de Chi-
coutimi, plaintiff; against ERNEST LAVOIE,
farmer, of the same place, defendant.

A lot of land known and designated on the official cadastre of the township of Tremblay, as being lot number twenty eight (28), of the fifth range of the said township of Tremblay, district of Chicoutimi; save to be deducted in favour of the company Price Bros. & Co., Ltd, the falls and waterpowers created on the said lot by the Rivière au Caribou, and also a strip of land of sixty feet in width, on each side of the said Rivière, and such width to be measured from the high water marks and that for all the course of the said river on the said lot—with all the buildings erected upon the said lot, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Anne, district of Chicoutimi, on MONDAY, the SEVENTH day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's office,

Chicoutimi, February 23, 1924.

[First publication, March 1, 1924]

1112-9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Province of Québec, } P. T. LEGARE, Li-
District of Chicoutimi. } MITÉE, corpora-
No 1081. } tion légale ayant sa
principale place d'affaires en la cité de Québec,
demanderesse; contre JOSEPH FORTIN, fils
d'Hector, de Chicoutimi-Ouest, défendeur.

Un terrain ou emplacement formé du lot numéro huit cent soixante-quinze-trente-trois (875-33) de la subdivision actuelle du lot numéro huit cent soixante-quinze (875), au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi; lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur du nord ou sud, sur une profondeur moyenne d'environ soixante-huit pieds de l'est à l'ouest, et est borné vers l'est par la rue Taché, vers le sud par le terrain de Victor Guimond, représentant J.-E.-A. Dubuc, vers l'ouest par le terrain de J.-E.-A. Dubuc ou ses représentants, et vers le nord par le terrain de Thomas Pedneaud ou représentants—avec bâtisses construites sur ce terrain, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur-du-Bassin, Chicoutimi-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Province of Québec, } P. T. LEGARE,
District of Chicoutimi. } P. LIMITED, a body
No 1081. } politic and cor-
porate having its principal place of business in
the city of Québec, plaintiff; against JOSEPH
FORTIN, son of Hector, of Chicoutimi West,
defendant.

A lot of land or emplacement consisting of lot number eight hundred and seventy five-thirty three (875-33), of the present subdivision of lot number eight hundred and seventy five (875), on the official cadastre of the town of Chicoutimi, which lot of land measures fifty feet in width from north to south by a mean depth of about sixty eight feet from east to west and is bounded to the east by Taché Street, to the south by the land of Victor Guimond, representing J. E. A. Dubuc, to the west by the land of J. E. A. Dubuc or representatives, and to the north by the land of Thomas Pedneaud or representatives—with the buildings erected upon the said lot of land, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sacré Cœur du Bassin, Chicoutimi West, on

Ouest, LUNDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,

Chicoutimi, 23 février 1924.

[Première publication, 1er mars 1924]

1113-9-2

MONDAY, the SEVENTH day of APRIL next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's office,

Chicoutimi, February 23, 1924.

[First publication, March 1, 1924]

1114-9-2

GASPE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Gaspé.

Province de Québec,

Comté de Bonaventure.

No 4034.

CLAUDE-A.

SKEENE, mar-

chand, de Shigawake,

dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, demandeur; contre les biens et effets mobiliers et les terrains et tènements de THOMAS NELSON, autrefois de Shigawake, dans les comté et district susdits, maintenant en des lieux inconnus, défendeur.

Tous ses droits, titres et intérêts dans la portion de terrain suivante, à savoir: Partie des lots primitifs Nos 31-32, situés dans le second rang du canton de Hope, et aujourd'hui mieux connus comme partie des lots du cadastre Nos 368-369-370 et 371; bornés en front et au sud par un chemin, au nord par le troisième rang, à l'est par une ruelle connue sous le nom de route Nelson, et à l'ouest par Fred Nelson, contenant deux acres et demie en largeur, sur vingt-six acres en profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul-de-Shigawake, le JEUDI, TROISIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-quatre, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif,

New Carlisle, 20 février 1924.

[Première publication, 1er mars 1924]

1115-9-2

W. M. SHEPPARD.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Province of Quebec,

County of Bonaventure.

No. 4034.

CLAUDE A.

SKEENE, mer-

chant, of Shigawake,

in the county of Bonaventure, district of Gaspé, plaintiff; against the goods and chattels and the lands and tenements of THOMAS NELSON, formerly of Shigawake, in the county and district aforesaid, now in parts unknown, defendant.

All his rights, titles and interests in the following portion of land, to wit: Part of the primitive lots Nos. 31-32, situated in the second range of the township of Hope, and now better known as part of the cadastral lots Nos. 368, 369, 370 and 371; bounded in front, to the south, by a front road, on the north by the 3rd range, on the east by a lane known as the Nelson by-road, and on the west by Fred Nelson, containing two and a half acres in width by twenty six acres in depth, more or less—together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Paul of Shigawake, on THURSDAY, the THIRD day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty four, at the hour of ELEVEN o'clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office,

New Carlisle, February 20, 1924.

[First publication, March 1, 1924]

1116-9-2

Sheriff C. B.

HULL

Cour supérieure.

District de Hull.

No 7165.

LORENZO TELLIER,

commerçant, des cité et district de Hull, et EMILIE PATENAUDE, bourgeois, des cité et district de Hull, demandeurs; contre DAME ALICE CARRIERE, épouse contractuellement séparée de biens de J. Ubald Gratton, commis, des cité et district de Hull, et le dit J. Ubald Gratton, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Toute cette propriété connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite cité de Hull comme étant le lot numéro cinq cent quarante et un (541), du quartier cinq de la dite cité de Hull—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Hull, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,

Hull, 19 février 1924.

[Première publication, 1er mars 1924]

1117-9-2

I. SAINT-PIERRE.

Superior Court.

District of Hull.

No. 7165.

LORENZO TELLIER,

trader, of the city and district of Hull, and EMILIE PATENAUDE, gentleman, of the city and district of Hull, plaintiffs; against DAME ALICE CARRIERE, wife contractually separate as to property of J. Ubald Gratton, clerk, of the city and district of Hull, and the said J. Ubald Gratton to authorize his wife for the purposes hereof, defendants.

All that immovable known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said city of Hull, as being the lot number five hundred and forty one (541) of the fifth Ward of the said city of Hull—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Hull, the FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

I. SAINT-PIERRE,

Sheriff's office,

Hull, February 19, 1924.

[First publication, March 1, 1924]

1118-9-2

Sheriff.

JOLIETTE

Cour supérieure.

Province de Québec, } **LA BANQUE D'HOCHELAGA**, corporation légalement constituée ayant son principal bureau d'affaires en la Cité et le district de Montréal, demanderesse; vs **ARSENE MIREAULT**, de la paroisse de Saint-Jacques, dans le district de Joliette, défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Saint-Jacques, rue Saint-Jacques, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, sous le No quatre cent quatre-vingt-huit (488)—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, le VINGT-DEUXIEME jour du mois d'AVRIL 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, **GEORGES DESROCHES**.
Joliette, ce 15 mars 1924.

[Première publication, le 22 mars 1924]

1423—12-2

Cour supérieure.

Province de Québec, } **EPHREM DUFRESNE**, bourgeois, de District de Joliette, } la paroisse de Saint-Liguori, dans le district de Joliette, demandeur; vs **ERNEST MARION**, ci-devant du même lieu, et actuellement de lieux inconnus, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Liguori, dans le district de Joliette, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, sous le No 24; de la contenance de deux arpents et demi de largeur sur quarante-quatre arpents de profondeur, le tout plus au moins—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Liguori, le JEUDI, le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'AVRIL 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, **GEORGES DESROCHES**.
Joliette, 17 mars 1924.

[Première publication, le 22 mars 1924]

1441—12-2

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } **THE HOCHELAGA BANK**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head-office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **ARSENE MIREAULT**, of the parish of Saint Jacques, in the district of Joliette, defendant.

That certain emplacement situate in the village of Saint Jacques, on Saint Jacques Street, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, under the number four hundred and eighty eight (488)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, the TWENTY SECOND day of the month of APRIL, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, March 15, 1924.

[First publication, March 22, 1924]

1424—12-2

Superior Court.

Province of Quebec, } **EPHREM DUFRESNE**, gentleman, of District of Joliette, } the parish of Saint-Liguori, in the district of Joliette, plaintiff; vs **ERNEST MARION**, heretofore of the same place and now of parts unknown, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Liguori, in the district of Joliette, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said parish under No. 24, containing two and a half arpents in width by forty four arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Liguori, on THURSDAY, the TWENTY FOURTH day of the month of APRIL 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, March 17, 1924.

[First publication, March 22, 1924]

1442—12-2

MONTMAGNY

Cour supérieure, Québec.

Montmagny, à savoir: } **J. EMILE PARADIS**, de la cité de Québec, employé civil, demandeur; contre **JEAN DUTIL**, autrefois de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, et actuellement de Nashua, défendeur.

Un terrain contenant environ deux arpents nord-est sud-ouest, sur une largeur d'environ deux arpents dans une partie et la largeur du grand chemin dans une autre partie; borné comme suit: au nord-est par la rivière, au sud par une clôture en droite ligne jusqu'à la rivière, faisant partie du lot de terre connu au cadastre du canton Buckland dans le dixième (10) rang nord-ouest sous le numéro un-A (No 1-A)—avec le moulin à farine, les tournants et mouvants, circonstances et dépendances; étant la partie de

MONTMAGNY

Superior Court, Québec.

Montmagny, to wit: } **J. EMILE PARADIS**, of the city of Quebec, civil employee, plaintiff; against **JEAN DUTIL**, heretofore of Saint Raphael de Bellechasse, and presently of Nashua, defendant.

A lot of land containing about two arpents from northeast to southwest by a width of about two arpents in one part and the width of the public road in another part; bounded as follows: to the northeast by the river, to the south by a fence running in a straight line up to the river, forming part of the lot of land known on the cadastre of the township of Buckland, in the tenth (10) northwest range, under the number one-A (No. 1-A)—with the flourmill, beltings and shaftings, circumstances and dependencies;

terrain réservée dans un acte de vente par F.-X. Côté à Joseph Boutin, passé devant P.-J. Ruel, notaire, avec le moulin à farine, la grange et tout le contenu, tel que le tout est actuellement, sans exception ni réserve et avec possession immédiate.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour du mois d'AVRIL prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 17 mars 1924.
[Première publication, le 22 mars 1924]
1425—12-2

being that part of the lot of land reserved in a deed of sale from F. X. Côté to Joseph Boutin, made before P. J. Ruel, notary, with the flour-mill, the barn and contents thereof, as the whole presently subsists, without exception or reservation and with immediate possession.

To be sold at the door of the parochial church of Notre Dame Auxiliatrice de Buckland, on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of the month of APRIL (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's Office,
Montmagny, March 17, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1426—12-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **MAXIME BOURDEAU**,
No 4348. } entrepreneur électricien, de Montréal, et y faisant affaires seul comme tel, sous la raison sociale de E. Marcoux & Frère, demandeur; contre **LOUIS ROGER**, défendeur.

Un certain emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue Saint-André, dans le quartier Lafontaine, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quarante-trois de la subdivision officielle du numéro originaire douze cent sept (1207-43), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison à quatre étages et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 19 mars 1924.
[Première publication, 22 mars 1924]
1457—12-2

EX-PARTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **LA CITE DE MONTREAL**,
No 14162. } demanderesse; contre **WILLIAM LUTSGARTEN**, défendeur.

Un emplacement composé de quatre lots de terre situés dans la cité de Montréal; bornés en front par la rue Mozart-Est, connus sous les numéros un et deux de la resubdivision du numéro onze cent vingt-quatre de la subdivision du numéro dix, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis, et des lots un et deux de la resubdivision du numéro onze cent vingt-cinq de la subdivision du numéro dix, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses y érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le quinzième jour d'octobre dernier, a ra lieu au même endroit, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,200.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur lors de son offre ou enchère, sui-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **MAXIME BOURDEAU**,
No. 4348. } electrical contractor, of Montreal, and there carrying on business alone as such, under the firm name of "E. Marcoux & Frère", plaintiff; against **LOUIS ROGER**, defendant.

That certain emplacement situate on southwest side of Saint André Street, in Lafontaine Ward, of the city of Montreal, known and designated under the number forty three of the official subdivision of original number twelve hundred and seven (1207-43), of the official plan and book of reference of Saint James Ward, of the city of Montreal, measuring twenty four feet in width by ninety six feet in depth, English measurements and more or less—with a four story house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office,
Montreal, March 19, 1924.
[First published, March 22, 1924]
1458—12-2

EX-PARTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE CITY OF MONTREAL**,
No. 14162. } plaintiff; against **WILLIAM LUTSGARTEN**, defendant.

An emplacement composed of four lots of land situate in the city of Montreal; bounded in front by Mozart Street East, known under the numbers one and two of the resubdivision of number eleven hundred and twenty four of the subdivision of number ten, of the official plan and book of reference of the incorporated village of the Côte Saint Louis, and of the lots one and two of the resubdivision of the number eleven hundred and twenty five of the subdivision of number ten, of the said plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable hereabove, formerly announced to take place at my office, in the city of Montreal, the fifteenth day of October last, will take place at the same place, the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,200.00 shall be exacted from each and every bidder with his first offer or bid,

vant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 18 mars 1924.

Le shérif,
Bureau du shérif,
Montréal, 19 mars 1924.
[Première publication, 22 mars 1924]
1459—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME JULIE DES-
No 2857. } JARDINS, épouse ju-
diciairement séparée de biens de Jean-Baptiste
Filiatreault, et ce dernier pour autoriser son
épouse aux fins des présentes, demanderesse:
contre J.-B. FILIATREAU, fils, défendeur,
et Téléphore Derome, curateur au délaissement.

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-
Rose; borné en front par le chemin public connu
sous le nom de Côte-des-Perras, désigné aux plan
et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de
Sainte-Rose, sous le No 401—avec bâtisses dessus
érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Sainte-Rose, le VINGT-
QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE
heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif,
Montréal, 19 mars 1924.
[Première publication, 22 mars 1924]
1461—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } BERNARD S. SHAR-
No 1990. } ING, demandeur; con-
tre DAVID-A. LAFORTUNE, Jnr, défendeur,
et le dit David-A. Lafortune, jnr, héritier, et Michel
Goyer, cessionnaire saisissant.

Comme appartenant au dit D.-A. Lafortune,
junior:

Une terre de 65 arpents en superficie, située à
Côte-Vertu, en la paroisse de Saint-Laurent—
avec bâtisses dessus érigées, connue et désignée
aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse
de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-
Cartier, comme étant le lot No 217.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AV-
RIL prochain, à MIDI.

Le shérif,
Bureau du shérif,
Montréal, 19 mars 1924.
[Première publication, 22 mars 1924]
1463—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EUGENE-H. GODIN
No 1717. } ET AL, demandeurs;
vs GEORGES ST-GERMAIN, défendeur.

Un lopin de terre situé dans le quartier Saint-
Louis, cité de Montréal, faisant partie du lot
connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit
quartier Saint-Louis comme étant le lot numéro 4
du plan de subdivision officielle du lot numéro 47
(47-4); borné en front au sud-est par une partie
de ladite subdivision numéro quatre, servant
maintenant de rue Sainte-Agathe, en arrière par
les lots 44, 45 et 46, d'un côté au nord-est par le
lot trente-six, et de l'autre côté au sud-ouest par
le lot quarante-neuf desdits plan et livre de ren-
voi, mesurant soixante-dix-sept pieds et six pou-
ces (77'6") en front, soixante-dix-huit pieds
(78'0") en arrière sur une profondeur d'environ

pursuant to a judgment of the Honourable Jus-
tice Bruneau, dated the 18th day of March, 1924.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office,
Montreal, March 19, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1460—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME JULIE DESJAR-
No 2857. } DINS, wife judicially
separated as to property of Jean Baptiste Fila-
treault, and the latter to authorize his wife for the
purposes hereof, plaintiff; against J. B. FILIA-
TREAU, Jr., defendant, and Téléphore De-
rome, curator to the surrender of property made
herein.

A lot of land situate in the parish of Sainte
Rose, fronting on the public road known under
the name of "Côte des Perras", designated on the
official plan and book of reference of the said
parish of Sainte Rose, under the No. 401—with
the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church
of the parish of Sainte Rose, the TWENTY
FOURTH day of APRIL next, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office,
Montreal, March 19, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1462—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } BERNARD S. SHARING,
Mo. 1990. } plaintiff; against DAVID
A. LAFORTUNE, JUNIOR, defendant, and the
said David A. Lafortune, Junior, heir, and Michel
Goyer, Seizing assignee.

As belonging to the said D. A. Lafortune,
Junior:

A farm of 65 arpents in superficies, situate at
Côte Vertu, in the parish of Saint Laurent — with
buildings thereon erected, known and designated
on the official plan and book of reference of the
parish of Saint Laurent, in the county of Jacques
Cartier, as being lot No. 217.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
the TWENTY FOURTH day of APRIL next,
at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office,
Montreal, March 19, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1464—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EUGENE H. GODIN
No. 1717. } ET AL, Plaintiffs;
vs GEORGES ST. GERMAIN, Defendant.

A parcel of land situate in Saint Louis Ward,
city of Montreal, forming part of the lot known on
the official plan and book of reference of the said
Saint Louis Ward as being the lot number 4 of the
official subdivision plan of lot number 47 (47-4);
bounded in front to the southeast by a part of
said subdivision number four, now used as Sainte
Agathe Street, in rear by lots 44, 45 and 46, on
one side to the northeast by the lot thirty six
and on the other side to the southwest by lot
forty nine of said official plan and book of refer-
ence, measuring seventy seven feet and six inches
(77'6") in front, seventy eight feet (78'0") in rear
by a depth of about thirty nine feet (39'0") on

treinte-neuf pieds (39'0") du côté nord-est, et environ quarante pieds (40'0") du côté sud-ouest, plus ou moins, sans garantie de mesures précises. Le tout d'après la mesure anglaise et contenant une superficie de trois mille soixante-dix pieds (3070), tel qu'il appert, contour en rouge, au plan fait par J. Rielle, A.P.Q., en date du 2 mars 1904—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus construites, et tous droits de propriété transférés par la Montreal Loan & Mortgage Company à Joseph-Henri Labranche, dans un acte de vente en date du 12 février 1912, passé devant R.-H. Clerk, notaire public, et enregistré sous le numéro 84877, dans cette partie de ladite subdivision numéro 4, dudit lot numéro quarante-sept (47-4) immédiatement adjacente à la partie ci-haut décrite et constituant la moitié nord-ouest de la rue Sainte-Agathe; ladite partie mesurant une largeur moyenne de onze pieds et huit pouces et demi (11'8½") sur une longueur de soixante-dix-sept pieds six pouces (77'6") du côté nord-ouest, et soixante-dix-sept pieds et trois pouces (77'3") du côté sud-est, et contenant une étendue de neuf cent cinq pieds, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesures précises; sujet aux droits de passage sur cette partie en dernier lieu décrite des lots 47-4, accordés par acte de vente de la Montreal Loan & Mortgage Company à J. P. O'Shea, passé devant L.-C. Goyette, N. P., le 10 août 1909, enregistré sous le numéro 75833—aussi avec tous les droits de passage à pied, en voiture et à autre usage de, dans et sur l'autre partie de ladite subdivision numéro quatre, faisant partie de la moitié sud-est de la rue Sainte-Agathe, qui ont été cédés par ladite Montreal Loan & Mortgage Company au dit Joseph-Henri Labranche, par acte de vente de ladite compagnie à lui, auquel il est renvoyé ci-haut.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus décrit, qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le quatorzième jour de février dernier, aura lieu de nouveau au même endroit, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à midi.

A la folle enchère de Henri-René-Napoléon Viau, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 19ième jour de mars 1924.

Un dépôt de \$2000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement du même juge daté le 14 mars 1924.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 19 mars 1924. L.-J. LEMIEUX.
1465

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PAUL-EMILE WILSON
No 1184. } demandeur; contre ED-
MOND ROBIN, défendeur, et Joseph Duhamel,
curateur au délaisement.

Deux lots de terre situés sur la rue Church, en la ville de Verdun, district de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux et trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille trois cent quatre (4304-2 et 3), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant ensemble, les dits lots, cinquante pieds de largeur par cent vingt-deux (122) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le quatorzième jour de

the northeast side and about forty feet (40'0") on the southwest side, more or less, without warranty of precise measurements. The whole according to the English measure and containing an area of three thousand and seventy feet (3070) as shown, marked red, on a plan made by J. Rielle, Q. L. S. dated the 2nd of March 1904—with all the buildings and improvements thereon erected and made, and all rights of ownership transferred by the Montreal Loan & Mortgage Company to Joseph Henri Labranche, in a deed of sale dated the 12th of February, 1912, passed before R. H. Clerk, notary public, and registered under number 84877, in that part of said subdivision number 4 of said lot number forty seven (47-4), immediately adjoining the part above described and constituting the northwest half of Sainte Agathe Street; the said part measuring a mean width of eleven feet and eight inches and a half (11'8½") for a length of seventy seven feet six inches (77'6") on the northwest side and seventy seven feet three inches (77'3") on the southeast side and containing an area of nine hundred and five feet, English measure and more or less, without warranty of precise measurements; subject to the rights of passage on that part lastly described of lots 47-4 granted by a deed of sale of the Montreal Loan & Mortgage Company to J. P. O'Shea, passed before L. C. Goyette, N. P. the 10th of August, 1909, registered under number 75833—together with also all the rights of passage on foot and in vehicle or for any other use in and upon part of the said subdivision number four, forming part of the southeast half of Sainte Agathe Street, which have been ceded by the said Montreal Loan & Mortgage Company to the said Joseph Henri Labranche, by a deed of sale by the said company to him, to which it is referred above.

Notice is hereby given that the sale of the above described immovable, which took place at my office, in the city of Montreal, the fourteenth day of February last, will again take place at the same place the NINETEENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock noon.

For the false bidding of Henri René Napoléon Viau, according to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 19th day of March, 1924.

A deposit of \$2,000.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, according to a judgment of the same judge dated the 14th of March, 1924.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Montreal, March, 19, 1924. Sheriff.
1466

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } PAUL EMILE WILSON,
No. 1184. } plaintiff; against ED-
MOND ROBIN, defendant, and Joseph Duhamel,
curator to the surrender of property.

Two lots of land situate on Church Street, in the town of Verdun, district of Montreal, known and designated under the numbers two and three of the official subdivision of the original lot number four thousand three hundred and four (4304-2 and 3), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring over all, the said lots, fifty feet in width by one hundred and twenty two (122) feet in depth, English measurements, more or less—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the above immovable, which took place at my office, in the city of Montreal, the fourteenth day of

février dernier, aura lieu de nouveau au même endroit, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

A la folle enchère de Arthur Taylor, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le 10 mars 1924.

Un dépôt de \$8,500.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, lors de son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le 10 mars 1924.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 19 mars 1924. L.-J. LEMIEUX.
1467

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } ANTONIO ARMAND
No 542. } ET AL., demandeurs;
contre C.-A. BARNARD, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le numéro huit, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière-des-Prairies, contenant six arpents de largeur par vingt-huit arpents et cinq perches de profondeur dans une ligne, et trente-quatre arpents sur l'autre ligne, formant une superficie de cent quatre-vingt-sept arpents et cinq perches, avec le chemin public qui le traverse, et borné comme suit: en front par la Rivière des-Prairies, en arrière par la ligne limitative sud-est de la paroisse de la Rivière-des-Prairies, d'un côté par le numéro sept, et de l'autre côté par le numéro neuf des dits plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,480.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 21 février 1924.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 20 février 1924. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 1er mars 1924]
1119—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } THE TRUST AND
No 3090. } LOAN COMPANY
OF CANADA, demanderesse; contre LOUIS-CHARLES BRIAND ET AL., défendeurs.

Comme appartenant à Philias Morin, l'un des défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un lopin de terre ayant front sur la rue Hamilton, en la cité de Montréal, connu sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot trois mille sept cent trente et un (3731-2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus érigées et droit de passage dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$450.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 25 février 1924.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 26 février 1924. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 1er mars 1924]
1123—9-2

February last, will again be held at the same place, the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

For the false bidding of Arthur Taylor, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 10th of March, 1924.

A deposit of \$8,500.00 will be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 10th of March, 1924.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,
Montreal, March 19, 1924. Sheriff.
1468

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } ANTONIO ARMAND
No. 542. } ET AL., plaintiffs;
against C. A. BARNARD, defendant.

A lot of land known and designated as being number eight on the official plan and book of reference of the parish of Rivière des Prairies, containing six arpents in width by twenty eight arpents and five perches in depth in one line and thirty four arpents in the other line, forming an area of one hundred and eighty seven arpents and five perches, with the public road crossing it, and bounded as follows: in front by River des Prairies, in rear by the southeast boundary line of the parish of Rivière des Prairies, on one side by number seven, and on the other side by number nine of said official plan and book of reference—with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRD day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,480.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, according to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 21st of February, 1924.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,
Montreal, February 20, 1924. Sheriff.
[First publication, March 1, 1924]
1120—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } THE TRUST & LOAN
No. 3090. } COMPANY OF CAN-
ADA, plaintiff; against LOUIS CHARLES BRIAND ET AL., defendants.

As belonging to Philias Morin, one of the defendants, the following immovable, to wit:

A parcel of land fronting on Hamilton Street, in the city of Montreal, known and designated under the number two, of the official subdivision of the lot three thousand seven hundred and thirty one (3731-2), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, and the right of passage in the lane at the rear of the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$450.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 25th of February, 1924.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,
Montreal, February 26, 1924. Sheriff.
[First publication, March 1, 1924]
1124—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } TREFFLE BASTIEN,
No 125. } failli et FRS-R. VI-
NET et PIERRE-H. DUFRESNE, curateurs.

1. Les lots de terre sis et situés dans la Cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-sept A, dix-huit, dix-huit A, dix-neuf, dix-neuf A, vingt A, vingt B, vingt et un, vingt et un A, vingt-deux, vingt-deux A, vingt-trois, vingt-trois A, vingt-quatre, vingt-quatre A, vingt-cinq, vingt-cinq A, vingt-six, vingt-six A, vingt-sept, vingt-sept A, vingt-huit, vingt-huit A, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent soixante-sept, (267—1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-17 A, 18-18 A, 19-19 A, 20 A, 20 B, 21-21 A, 22-22 A, 23-23 A, 24-24 A, 25, 25 A, 26-26 A, 27-27 A, 28-28 A,) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec bâtisses dessus érigées.

La partie non divisée du dit lot numéro deux-cent soixante-sept, de la paroisse du Sault-au-Récollet, bornée comme suit: au nord-ouest par la Rivière des Prairies, au sud-est par les lots numéros dix-huit, dix-huit A, et vingt-huit A, de la dite re-subdivision du dit lot numéro deux cent soixante-sept (267—18-18 A, et 28 A) au nord-est par partie du lot deux cent soixante-deux, et du côté sud-ouest par partie du lot numéro deux cent soixante-huit (268), tous des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault-au-Récollet—avec bâtisses.

2. Certains lots vacants situés au quartier Bordeaux de la Cité de Montréal, ayant front sur les rues Henri Julien et Chenevert, contenant ensemble environ quarante-trois mille et neuf cent cinquante-cinq pieds, mesure anglaise et plus ou moins, en superficie et composés:

A. Les subdivisions numéros quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt et vingt-un du lot originaire No trois-cent trente-six (336), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

B. Les lots de terre portant les numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, du lot originaire No trois cent trente-cinq (335), aux plan et livre de renvoi officiels susdits.

C. Les lots de terre portant les numéros cinq, six, sept, huit, quinze, seize et dix-sept, du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (294), aux plan et livre de renvoi officiels susdits.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$6,900.00 quant au paragraphe No 1 et de \$560.00 quant au paragraphe No 2, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 20 février 1924.

Chaque paragraphe pour être vendu "en bloc", suivant jugement du même juge.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 27 février 1924.

[Première publication, le 1er mars 1924]

1141—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } TREFFLE BASTIEN,
No 125. } bankrupt, and FRS
R. VINET and PIERRE H. DUFRESNE,
curators.

1. The lots of land lying and situated in the city of Montreal, known and designated under the numbers one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, seventeen-A, eighteen, eighteen-A, nineteen, nineteen-A, twenty-A, twenty-B, twenty one, twenty one-A, twenty two, twenty two-A, twenty three, twenty three A, twenty four, twenty four-A, twenty five, twenty five-A, twenty six, twenty six-A, twenty seven, twenty seven-A, twenty eight, twenty eight A of the official subdivision of lot number two hundred and sixty seven (267—1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-17 A, 18-18 A, 19-19 A, 20 A, 20 B, 21-21 A, 22-22 A, 23-23 A, 24-24 A, 25-25 A, 26-26 A, 27-27 A, 28-28 A), of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet—with the buildings thereon erected.

The unsubdivided part of said lot number two hundred and sixty seven of the parish of Sault au Récollet, bounded as follows: to the northwest by River des Prairies, to the southeast by lots numbers eighteen, eighteen A, and twenty eight A of the said re-subdivision of said lot number two hundred and sixty seven (267-18-18 A, and 28 A), to the northeast by part of lot two hundred and sixty two and on the south-west side by part of lot number two hundred and sixty eight (268) all on the said plan and book of reference of the said parish of Sault au Récollet—with buildings.

2. Certain vacant lots of land situated in Bordeaux Ward, of the city of Montreal, fronting on Henri Julien and Chenevert Streets, containing altogether about forty three thousand and nine hundred and fifty five feet, English measure and more or less, in superficies and consisting of:

A. The subdivisions numbers fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty and twenty one of original lot number three hundred and thirty six (336), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent.

B. The lots of land bearing numbers one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, of original lot number three hundred and thirty five (335), on the aforesaid official plan and book of reference.

C. The lots of land bearing numbers five, six, seven, eight, fifteen, sixteen and seventeen of original lot number two hundred and ninety four (294), on the aforesaid official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$6,900.00 for lots described in paragraph No. 1, and of \$560.00, for lots described in paragraph No. 2, shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, according to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 20th of February, 1924.

Each paragraph to be sold "en bloc", pursuant to a judgment of the same judge.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1924.

[First publication, the 1st March, 1924]

1142—9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ARTHUR DAIGNEAULT**, demandeur; contre **L.-ARTHUR ACHIM**, défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Saint-Lambert, connu et désigné sous le numéro trente-deux (32), de la subdivision officielle du lot numéro original deux cent cinquante-six (256-32), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, dans le comté de Chambly—avec les bâtisses dessus construites; le dit lot de terre comprenant cinquante pieds de front par cent quarante pieds de profondeur, le tout plus ou moins; sujet, cependant, le dit lot de terre, au passage mitoyen créé par l'acte d'établissement du passage mitoyen intervenu entre Dame E. Merrill-Desaulniers et Edmond Desaulniers, en date du sept février mil neuf cent cinq, devant J.-P. Trépanier, notaire, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, le 8 février 1905, sous le No 31,842.

A l'exception, cependant, de la partie ci-dessous décrite de l'immeuble ci-dessus désigné, laquelle partie ainsi ci-dessous décrite devra être distraite de la saisie et de la vente, à savoir:

Un emplacement situé en la cité de Saint-Lambert, contenant vingt-deux pieds et six pouces de largeur par cent quarante pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, et étant partie du lot numéro trente-deux de la subdivision officielle du lot numéro original deux cent cinquante-six (256-32), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, dans le comté de Chambly—avec une maison en bois lambrissée en briques, et portant le numéro civique 202 de l'avenue Saint-Denis, et autres bâtisses dessus érigées; borné en front par l'avenue Saint-Denis, en profondeur par une partie du lot numéro 255-52, d'un côté par le lot numéro officiel trente-et-un de la subdivision officielle du lot numéro original deux cent cinquante-six (256-31) des dits plans, et de l'autre côté par l'autre partie du lot numéro officiel 256-32.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 27 février 1924.
[Première publication, 1er mars 1924]
1145-9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **P.-A. DESGROSEIL**, demandeur; contre **J.-R. COURTEAU**, défendeur.

Cinq lots de terre vacants, ayant front sur la rue Grosvenor à la Côte-des-Neiges, en la cité de Montréal, respectivement connus et désignés comme étant les lots Nos 3, 9, 10, 20 et 21 de la subdivision officielle du lot original No. 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-des-Neiges, contenant, chacun des dits lots, 50 pieds de largeur par 150 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$145.00 pour chacun des lots ci-dessus sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, sui-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ARTHUR DAIGNEAULT**, plaintiff; against **L. ARTHUR ACHIM**, defendant.

A lot of land situate in the city of Saint Lambert, known and designated under the number thirty two (32), of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty six (256-32), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly—with the buildings thereon erected; the said lot of land measuring fifty feet in front by one hundred and forty feet in depth, the whole more or less; subject, however, the said lot of land, to the common passage created by deed establishing the said common passage passed between Dame E. Merrill Desaulniers and Edmond Desaulniers, dated the 7th of February, one thousand nine hundred and five, before J. P. Trépanier, notary, registered at the Registry Office of the county of Chambly, the 8th of February, 1905, under No. 31,842.

With the exception, however, of the part hereunder described of the above immovable, which part hereunder described must be deducted from the seizure and sale, to wit:

An emplacement situate in the city of Saint Lambert, containing twenty two six feet and inches in width by one hundred and forty feet in depth, the whole more or less and English measurements, and being part of lot number thirty two of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty six (256-32), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly—with a brick veneer house bearing civic number 202 of Avenue Saint Denis, and other buildings thereon erected; bounded in front by Avenue Saint Denis, in depth by a part of lot number 255-52, on one side by official lot number thirty one of the official subdivision of original lot two hundred and fifty six (256-31) of said plan, and on the other side by the other part of official lot No. 256-32.

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, at Longueuil, the THIRD day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1924.
[First publication, March 1, 1924]
1146-9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **P. A. DESGROSEIL**, plaintiff; against **J. R. COURTEAU**, defendant.

Five vacant lots of land, fronting on Grosvenor Street, at Côte des Neiges, in the city of Montreal, respectively known and designated as being the lots Nos. 3, 9, 10, 20 and 21 of the official subdivision of original lot No. 152, on the official plan and book of reference of the Village of Cote des Neiges, each of said lots containing 50 feet in width by 150 feet in depth, English measurements and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRD day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$145.00 for each of the above lots shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a

vant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 27 février 1924.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 27 février 1924.
1147-9-2

[Première publication, le 1er mars 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } A DELARD MARTIN,
No 3441. } ET AL., demandeurs;
contre LA COMPAGNIE DES SITES MANUFACTURIERS DE DORVAL, LIMITEE, corps politique et dûment incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Lachine, district de Montréal, défenderesse.

Un emplacement composé comme suit:

1. La partie du lot numéro huit cent soixante-sept (867), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, et qui se trouve entre la voie ferrée du Grand-Tronc, désignée sous le No 1037, et la vieille voie ferrée du Grand-Tronc, désignée sous le No 1025, du plan officiel de la dite compagnie et longeant la voie ferrée du chemin de fer du Pacifique Canadien; bornée (cette partie de lot), à un bout partie par la voie ferrée du Grand-Tronc désignée comme ci-dessus sous le No 1037, partie par partie des lots numéros huit cent soixante-huit et huit cent soixante-douze (868 et 872), des dits plan et livre de renvoi officiels, à l'autre bout par la vieille voie ferrée du Grand-Tronc, désignée comme ci-dessus sous le No 1025, d'un côté vers l'ouest, par une partie du lot numéro huit cent soixante-cinq, et de l'autre côté, vers l'est, par une partie du lot numéro huit cent soixante et onze, des dits plan et livre de renvoi officiels, le tout sans bâtisse, sis et situé en la ville de Dorval—avec toutes les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble:

2. La partie du lot numéro huit cent soixante et onze (871), des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, située (la dite partie de lot) entre les dites deux voies ferrées du Grand-Tronc; bornée (la dite partie de lot présentement vendue) d'un côté, vers le nord, par la dite voie ferrée du Grand-Tronc désignée sous le No 1037, comme ci-dessus, de l'autre côté, vers le sud, par une partie du lot numéro huit cent soixante-douze (872), des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté, vers l'est, par une autre partie du dit lot numéro huit cent soixante-douze (872) et d'un autre côté, vers l'ouest, par partie du dit lot numéro huit cent soixante-sept (867) ci-dessus désignée au paragraphe 1er.

3. La partie du lot numéro huit cent soixante-douze (872), des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, située entre les dites deux voies ferrées du Grand-Tronc; bornée (cette partie de lot) vers le nord, par la dite voie ferrée du Grand-Tronc désignée sous le numéro 1037, vers le sud, par la vieille voie ferrée du Grand-Tronc, désignée sous le numéro 1025, du côté est par la terre désignée sous le numéro huit cent soixante-quinze (875), des dits plan et livre de renvoi officiels, du côté ouest partie par la partie ci-dessus désignée et présentement vendue sous le numéro huit cent soixante et onze (871) et partie par une partie du lot numéro huit cent soixante-huit (868), des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; comprenant, toutes les parties de lots présentement vendues, une superficie de cinq cent cinquante-cinq mille huit cent soixante-treize (555,873) pieds, mesure

judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 27th of February, 1924.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1924.

1148-9-2

[First publication, 1st March, 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } A DELARD MARTIN ET
No. 3441. } AL, plaintiffs; vs LA
COMPAGNIE DES SITES MANUFACTURIERS DE DORVAL, LIMITEE, a body politic and corporate having its head office in the city of Lachine, district of Montreal, defendant.

An emplacement consisting of:

1. That part of lot number eight hundred and sixty seven (867) of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, lying and being between the right of way of the Grand Trunk, designated under No. 1037, and the old right of way of the Grand Trunk, designated under No. 1025 of the official plan of the said company and adjoining the right of way of the Canadian Pacific Railway; bounded (said part of lot) at one end partly by the right of way of the Grand Trunk designated as above under No. 1037, partly by part of lots numbers eight hundred and sixty eight and eight hundred and seventy two (868 and 872) of the said official plan and book of reference, at the other end by the old right of way of the Grand Trunk designated as above under No. 1025, on one side to the west, by a part of lot number eight hundred and sixty five and on the other side, to the east, by a part of lot number eight hundred and seventy one of said official plan and book of reference, the whole without buildings, lying and situated in the town of Dorval—with all the active and passive servitudes attached to the said immovable;

2. That part of lot number eight hundred and seventy one (871) of said official plan and book of reference of the parish of Lachine, in the county of Jacques Cartier, situated (said part of lot) between the said two rights of way of the Grand Trunk; bounded (the said part of lot presently sold) on one side to the north, by the said right of way of the Grand Trunk designated under No. 1037 as aforesaid, on the other side to the south, by a part of lot number eight hundred and seventy two (872) of said official plan and book of reference, on one side to the east, by another part of said lot number eight hundred and seventy two (872) and on the other side, to the west, by that part of said lot number eight hundred and sixty seven (867) above described in paragraph 1.

3. That part of lot number eight hundred and seventy two (872) of said official plan and book of reference of the parish of Lachine, situated between the said two tracks of the Grand Trunk; bounded (said part of lot) to the north, by the said right of way of the Grand Trunk designated under No. 1037, to the south, by the old right of way of the Grand Trunk designated under No. 1025, on the east side by the land designated under number eight hundred and seventy five (875) of said official plan and book of reference, on the west side, partly by the part above described and presently sold under number eight hundred and seventy one (871) and partly by a part of lot number eight hundred and sixty eight (868) of said plan and book of reference of the parish of Lachine; containing, all the parts of lots presently sold, a superficies of five hundred and fifty five thousand eight hundred and seventy three

anglaise et plus ou moins; sujettes à un droit de passage en faveur du propriétaire de l'immeuble désigné sous le numéro huit cent soixante-huit (868) et en faveur du propriétaire de l'immeuble huit cent soixante et onze (871) pour communiquer ensemble, tel qu'établi par les titres antérieurs.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 27 février 1924.
[Première publication, 1er mars 1924]
1149-9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **MONTREAL TRUST**
No 2071. } **COMPANY ET AL,**
es-qualité, demanderesse; vs **DAME GABRIELLE NADEAU**, de Montréal, épouse séparée en biens de Emile Beauchamp, du même lieu, et ce dernier, pour autoriser sadite épouse, défenderesse, et J.-M. LATOUR, curateur nommé par un jugement de la cour supérieure.

Un lot de terre en la cité de Montréal, étant la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné sur les plan et livre de renvoi du quartier Saint-Antoine, comme numéro onze cent vingt-six (1126), ladite portion du dit lot mesurant cinquante pieds de largeur, par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, plus ou moins, et bornée en front par la rue Université, ci-devant rue Hanover, en arrière par la rue Sainte-Geneviève, du côté nord-ouest, par le lot officiel No onze cent vingt-cinq et au côté sud-est par le résidu du dit lot No onze cent vingt-six—avec quatre maisons et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 27 février 1924.
[Première publication, 1er mars, 1924]
1151-9-2

(555873) feet, English measure and more or less; subject to a right of passage in favour of the proprietor of the immovable designated under number eight hundred and sixty eight (868) and in favour of the proprietor of the immovable eight hundred and seventy one (871) to communicate together, as established by former titles.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1924.
[First publication, March 1, 1924]
1150-9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MONTREAL TRUST**
No. 2071. } **COMPANY, ET AL,**
es-qualité, plaintiffs; against **DAME GABRIELLE NADEAU**, of Montreal, wife separate as to property of Emile Beauchamp, of the same place, and the latter to authorize his wife, defendant, and J. M. LATOUR, curator named by judgment of the Superior Court.

A lot of land situate in the city of Montreal, being the northwest part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward as number eleven hundred and twenty six (1126), the said portion of said lot measuring fifty feet in width by eighty eight feet in depth, more or less, and bounded in front by University (former Hanover) Street, in rear by Sainte Geneviève Street, on the northwest side by official lot No. eleven hundred and twenty five and on the southeast side by the remainder of said lot No. eleven hundred and twenty six—with four houses and out buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 27, 1924.
[First publication, March 1, 1924]
1152-9-2

PONTIAC

Cour supérieure.

Province of Québec, } **EMPIRE CREAM**
District of Pontiac, } **SEPARATOR CO.,**
No 2283. } **LTD, demanderesse; vs**
THOMAS FRASER ET AL, défendeurs.

Les lots numéros 35, 40, 41 et 42, dans le premier rang du canton de Guérin, dans le comté de Temiskamingue, appartenant au défendeur, Thomas Fraser—avec les bâtisses et dépendances lui appartenant.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du canton Guérin, comté de Temiskamingue, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD-J. SLOAN.
Bryson, Qué., 15 mars 1924.
[Première publication, le 22 mars 1924]
1447-12-2

PONTIAC

Superior Court.

Province of Québec, } **EMPIRE CREAM**
District of Pontiac, } **SEPARATOR CO.,**
No. 2283. } **LTD., plaintiff; vs THOMAS FRASER ET AL, defendants.**

The lots Nos. 35, 40, 41 and 42, in the first range of the township of Guerin, in the County of Temiskaming, belonging to defendant Thomas Fraser—with the buildings and appurtenances thereonto belonging.

To be sold at the parish church door in the Township of Guerin, County of Temiskaming, on the TWENTY SECOND day of APRIL 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, Que., March 15, 1924.
[First publication, the 22nd March, 1924]
1448-12-2

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS.

A la folle enchère.

Québec, à savoir: } **L**ACTANCE MAYRAND,
No 4671. } de la paroisse de Deschambault, commerçant d'automobiles; contre HONORE GRONDINES, de Donacona, et Dame Diana Julien, de la paroisse de Donacona, dûment autorisée adjudicataire.

Avis est par le présent donné que l'immeuble vendu à la présente cause à la porte de l'église paroissiale de Donacona, comté de Portneuf, le vingt-deuxième jour de février 1924, à dix heures du matin, sera vendu de nouveau au même endroit, à la folle enchère de la dite Dame Diana Julien, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif,
Québec, 20 mars 1924.E. AUGER.
1469

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **A**LCIDE THERRIEN,
No 3049. } de Saint-Casimir, cultivateur, contre OLIVIER LEFEBVRE, des Grondines, à savoir:

1. Partie du lot No 296 (deux cent quatre-vingt-seize) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située dans la dite paroisse des Grondines, contenant vingt-quatre arpents de long sur deux arpents de large environ, au sud, et deux arpents et huit perches, au nord; au troisième rang au chemin public, au sud à la ligne du C. P. R., au nord-est à Octave Mathieu et au sud-ouest à la route des Lefebvre—circonstances et dépendances

2. Partie du lot 295 (deux cent quatre-vingt-quinze) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant un morceau de terre situé dans la dite paroisse des Grondines, contenant trois arpents en superficie; borné comme suit: au nord au débiteur, au sud à Ephrem Hamelin, au sud-ouest à N. Grégoire, au nord-est à la route—circonstances et dépendances.

3. Partie du lot No 333 (trois cent trente-trois) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située au troisième rang de la dite paroisse des Grondines, contenant un arpent et demi de front sur trente de profondeur, plus ou moins; bornée comme suit: au nord à David Trottier, au sud à Georges Rivard, au nord-est au débiteur et au sud-ouest à Ant. Clermont—circonstances et dépendances.

4. Partie du lot No 334 (trois cent trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant un morceau de terre situé au troisième rang de la dite paroisse des Grondines, contenant un arpent de front sur environ six de long; borné comme suit: au nord à Ant. Clermont, au sud au même, au nord-est au débiteur, au sud-ouest à Z. Lauzé—circonstances et dépendances.

5. Partie du lot No 330 (trois cent trente) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant un morceau de terre situé au troisième rang de la dite paroisse des Grondines, contenant une largeur de un arpent sur une profondeur de un arpent et demi; borné comme suit: au nord au chemin public, au sud à P.-H. Laganière, au nord-est au débiteur et au

FIERI FACIAS.

Sale for false bidding.

Québec, to wit: } **L**ACTANCE MAYRAND,
No. 4671. } of the parish of Deschambault, automobile dealer; against HONORE GRONDINES, of Donacona, and Dame Diana Julien, of the parish of Donacona, duly authorized Adjudicataire.

Notice is hereby given that the immovable sold in the present cause at the door of the parochial church of Donacona, county of Portneuf, the twenty second day of February, 1924, at ten o'clock in the forenoon, will be resold at the same place, for the false bidding of the said Dame Diana Julien, the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's office,
Québec, March 20, 1924.Deputy-Sheriff.
1470

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **A**LCIDE THERRIEN, of
No. 3049. } Saint Casimir, farmer, against OLIVIER LEFEBVRE, of Grondines, to wit:

1. Part of the lot No. 296 (two hundred and ninety six) of the official cadastre for the parish of Grondines, County of Portneuf, being a land situate in the said parish of Grondines, containing twenty four arpents in length by two arpents in width about, on the south, and two arpents and eight perches, on the north; in the third range, on the public road, on the south by the line of the C. P. R., on the northeast by Octave Mathieu and on the southwest by the Lefebvre road, circumstances and dependencies.

2. Part of the lot 295 (two hundred and ninety five) of the official cadastre for the parish of Grondines, county of Portneuf, being a strip of land situate in the said parish of Grondines, containing three arpents in superficies; bounded as follows: to the north by the debtor, to the south by Ephrem Hamelin, to the southwest by N. Grégoire, to the northeast by the road—circumstances and dependencies.

3. Part of lot No. 333 (three hundred and thirty three) of the official cadastre for the parish of Grondines, county of Portneuf, being a land situate in the third range of the said parish of Grondines, containing one and a half arpent in front by thirty in depth, more or less; bounded as follows: to the north by David Trottier, to the south by Georges Rivard, to the northeast by the debtor and to the southwest by Ant. Clermont—circumstances and dependencies.

4. Part of lot No. 334 (three hundred and thirty four) of the official cadastre for the parish of Grondines, county of Portneuf, being a parcel of land situate in the third range of the said parish of Grondines, containing one arpent in front by about six in length; bounded as follows: to the north by Ant. Clermont, to the south by the latter, to the northeast by the debtor, to the southwest by A. Lauzé—circumstances and dependencies.

5. Part of the lot No. 330 (three hundred and thirty) of the official cadastre for the parish of Grondines, County of Portneuf, being a parcel of land situate in the third range of the said parish of Grondines, containing a width of one arpent by a depth of one and a half arpent; bounded as follows: to the north by the public road, to the south by P. H. Laganière, to the

sud-ouest à Z. Lauzé—circonstances et dépendances.

6. Partie du lot No 328 (trois cent vingt-huit) du cadastre officiel pour la paroisse des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située au troisième rang de la dite paroisse des Grondines, contenant deux arpents de large sur environ quatorze de long, le tout plus ou moins et bornée comme suit: au sud-est aux terres du second rang et au nord-ouest à Louis Petit et Del. Gignac, au chemin de traverse qui fait la séparation de leur terrain, au nord-est à Alex. Arcand et au sud-ouest à Elz. Laganière—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale des Grondines, comté de Portneuf, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le député-shérif,
Québec, ce 6 mars 1924. E. AUGER.
[Première publication, le 8 mars 1924]
[Deuxième publication, le 22 mars 1924]
1261—10-2

northeast by the debtor and to the southwest by Z. Lauzé—circumstances and dependencies.

6. Part of the lot No. 328 (three hundred and twenty eight) of the official cadastre for the parish of Grondines, county of Portneuf, being a land situate in the third range of the said parish of Grondines, containing two arpents in width by about fourteen in length, the whole more or less and bounded as follows: to the southeast by the lands of the second range and to the northwest by Louis Petit and Del. Gignac, to the cross road which forms the division of their land, to the northeast by Alex. Arcand, and to the southwest by Elz. Laganière—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Grondines, county of Portneuf, the ELEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, E. AUGER,
Deputy-sheriff.
Quebec, March 6, 1924.
[First publication, March 8, 1924]
[Second publication, March 22, 1924]
1262—10-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Québec, } A N T. BERNIER,
No 24. } L TEE, Québec; vs
LA CIE BERNIER & DUFOUR, L TEE, Amqui,
savoir:

Partie du lot No onze au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Benoit-Labre-d'Amqui, d'environ 44 pieds de front au chemin et 32 à l'arrière, sur environ 60 de profondeur—avec bâtisses sus construites, circonstances et dépendances; bornée au nord à Dme A.-T. Rostand, au sud au chemin, à l'est à Aimé Michaud, à l'ouest à une ruelle. A charge de la rente emphytéotique de \$1.00 à \$12.00 pour l'avenir, aux termes du bail consenti par Dme A.-T. Rostand, devant G.-L. Dionne, N. P., et dûment enregistré.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Benoit-Labre, Amqui, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rimouski, 19 mars 1924. CHS. DANJOU.
[Première publication, 22 mars 1924]
1471—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } A I M E DUPERE; vs
No 8489. } J.-B. MARTIN,
Saint-Narcisse, savoir:

La moitié ouest du lot No vingt-cinq au cadastre officiel du cinquième rang du canton Macpès, paroisse de Saint-Narcisse—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Blandine, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rimouski, 19 mars 1924. CHS DANJOU.
[Première publication, 22 mars 1924]
1473—12-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Québec, } A N T. BERNIER,
No. 24. } L TEE, Québec; vs
LA CIE BERNIER & DUFOUR, L TEE, Amqui,
to wit:

Part of lot number eleven on the official cadastre of the parish of Saint Benoit Labre d'Amqui, of about 44 feet in front on the road and 32 feet at the rear, by about 60 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded to the north by Dame A. T. Rostand, to the south by the road, to the east by Aimé Michaud and to the west by a lane. Subject to an emphyteutic rent of \$1.00 to \$12.00 for the future, upon the conditions of a lease given by Dame A. T. Rostand before G. L. Dionne, N. P., and duly registered.

To be sold at the door of the church of Saint Benoit Labre, Amqui, the TWENTY FOURTH day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CHS DANJOU,
Rimouski, March 19, 1924. Sheriff.
[First publication, 22nd March, 1924]
1472—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } A I M E DUPERE, vs
No. 8489. } J. B. MARTIN,
Saint Narcisse, to wit:

The west half of the lot number twenty five on the official cadastre of the fifth range of the township of Macpès, parish of Saint Narcisse—with buildings.

To be sold at the door of the church of Sainte Blandine, the TWENTY THIRD day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CHS DANJOU,
Rimouski, March 19, 1924. Sheriff.
[First publication, 22nd March, 1924]
1474—12-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **CHARLES LACHAN-**
 District de Québec. } **CE**, journalier, de
 No 3978. } Saint-Cœur-de-Marie, demandeur; vs **CHARLES RENAUD**, du même lieu, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro treize (No 13), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Delisle—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. Cependant sauf à distraire dudit lot numéro treize, la partie qui a été vendue à la Québec Development Company, Limited, par Ad. Rousseau, suivant acte passé devant J.-M. Lacroix, N. P., le 24 mai 1915, enregistré sous le No 15879.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie, **MARDI**, le **PREMIER** jour d'**AVRIL** prochain (1924), à **UNE** heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **GEO. LEVESQUE.**
 Roberval, le 26 février 1924.

[Première publication, 1er mars 1924]

1159—9-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **P.-L. LORTIE**, **LIMI-**
 District de Québec. } **TEE**, corps politi-
 No 1689. } que et incorporé, ayant
 sa principale place d'affaires en la cité de Québec, demanderesse; vs **ALPHONSE POTVIN & NIL POTVIN**, tous deux de Roberval, défendeurs; et **ONESIME CHAILLEZ**, fromagier, de Jonquières, district de Chicoutimi, tiers-saisi, à savoir:

Une terre située en la paroisse de Sainte-Edwidge, étant le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trois cent sept (No 307), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Roberval, contenant cent acres en superficie, plus ou moins—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Edwidge, **JEUDI**, le **TROISIEME** jour d'**AVRIL** prochain (1924), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **GEO. LEVESQUE.**
 Roberval, le 26 février 1924.

[Première publication, 1er mars 1924]

1161—9-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No. 99.

} **GEORGES LALIBERTE**, cultivateur, du canton de Ham-Sud, dans le district de Saint-François, demandeur; contre **PIERRE AUBE**, **OLIVA AUBE**, **NAPOLEON AUBE** et **OSCAR AUBE**, du canton de Ham-Sud, dans le district de Saint-François, défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit demandeur **Georges Laliberté**:

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **CHARLES LACHAN-**
 District of Quebec. } **CE**, laborer, of Saint
 No. 3978. } Cœur de Marie, plain-
 tiff; vs **CHARLES RENAUD**, of the same place, defendant, to wit:

The lot of land now known and designated under the number thirteen (No. 13) on the official cadastral plan and book of reference for the second range of the township of Delisle—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies. Save however and to be deducted from the said lot number thirteen, the part which has been sold to the Québec Development Company, Limited, by Ad. Rousseau, as per deed of sale passed before J. M. Lacroix, N. P., the 24th of May, 1915, registered under the No. 15879.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cœur de Marie, on **TUESDAY**, the **FIRST** day of **APRIL** next (1924), at **ONE** o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, **GEO. LEVESQUE,**
 Roberval, February 26, 1924. Sheriff.

[First publication, 1st March, 1924]

1160—9-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **P. L. LORTIE**, **LIMI-**
 District of Quebec. } **TEE**, a body poli-
 No. 1689. } tic and corporate, hav-
 ing its head office in the city of Québec, plaintiff; vs **ALPHONSE POTVIN** and **NIL POTVIN**, both of Roberval, defendants; and **ONESIME CHAILLEZ**, cheese-maker, of Jonquières, district of Chicoutimi, garnishee, to wit:

A farm situate in the parish of Sainte Edwidge, being the lot of land now known and designated under the number three hundred and seven (No. 307), on the official cadastral plan and book of reference of the township of Roberval, containing one hundred acres in superficies, more or less,—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Edwidge, on **THURSDAY**, the **THIRD** day of **APRIL** next (1924), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, **GEO. LEVESQUE,**
 Roberval, February 26, 1924. Sheriff.

[First publication, 1st March, 1924]

1162—9-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 99.

} **GEORGES LALIBERTE**, farmer, of the township of South-Ham, in the district of Saint Francis, plaintiff; against **PIERRE AUBE**, **OLIVA AUBE**, **NAPOLEON AUBE** and **OSCAR AUBE**, of the township of South Ham, in the district of Saint Francis, defendants.

Seized as belonging to the said plaintiff **Georges Laliberté**:

Le lot (18-B) dix-huit B, du quatrième (4) rang, du cadastre du canton de Ham-Sud—ainsi que les bâtisses et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph-de-Ham-Sud, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 17 mars 1924.

[Première publication, le 22 mars 1924]
1443—12-2

Cadastral lot eighteen B (18-B) of the fourth (4) range of the township of South Ham—together with the buildings and other dependencies thereon.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Joseph de Ham Sud, on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's office,
Sherbrooke, March 17, 1924.

[First publication, March 22, 1924]
1444—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

No 1933.

P. T. LEGARE, LIMITEE,

corporation légale ayant

son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, demanderesse; contre WILLIE BEAUCHESNE, de Garthby, dans le comté de Wolfe, et GEORGE-H. ROBERGE, de Black Lake, dans le comté de Mégantic, et JOSEPH BEAUCHESNE, de Garthby, dans le comté de Wolfe, défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Joseph Beauchesne:

Une terre étant le lot "F" et le bout sud du lot "E" dans le premier rangsud, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Garthby, la dite partie du lot "E" étant toute la largeur du dit lot "E" sur une profondeur de sept arpents, à partir du cordon du 2ième rang sud du dit canton de Garthby, et est borné, d'un bout vers le sud, partie par le canton de Ham-Sud, et partie par le deuxième rang sud du dit canton de Garthby; en profondeur à l'autre bout vers le nord, par une ligne passant à sept arpents du cordon du dit deuxième rang sud du canton de Garthby; d'un côté par le lot "F" susdit, et de l'autre côté par le lot "D" du même premier rang sud de Garthby—avec les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles-Borromée-de-Garthby, MARDI le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1924, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, ce 18 mars 1924.

[Première publication, le 22 mars 1924]
1445—12-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

No. 1933.

P. T. LEGARE, LIMITEE,

corporation légale ayant

and corporate having its head-office in the city of Québec, plaintiff; against WILLIE BEAUCHESNE, of Garthby, in the county of Wolfe, and GEORGE H. ROBERGE, of Black Lake, in the county of Megantic, and JOSEPH BEAUCHESNE, of Garthby, in the county of Wolfe, defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Joseph Beauchesne:

A farm being lot "F" and the south end of lot "E" in the first south range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Garthby, the said part of lot "E" being all the width of said lot "E" by a depth of seven arpents, from the rear line of the second south range of the said township of Garthby, and is bounded at one end to the south partly by the township of South Ham and partly by the second south range of said township of Garthby; in depth at the other end to the north, by a line running at seven arpents from the rear line of said second range of the township of Garthby; on one side by lot "F" aforesaid and on the other side by lot "D" of the same first south range of Garthby—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Charles Borromée de Garthby, on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL, 1924, at THREE o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's Office,
Sherbrooke, March 18, 1924.

[First publication, March 22, 1924]
1446—12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 771

EUSEBE LAROSE, cultivateur, de Saint-Henri-de-Lévis, district de Québec, demandeur; contre CLEMENT ROY et ADELARD GAGNON, tous deux autrefois du canton de Compton, district de Saint-François, et maintenant d'un endroit inconnu des Etats-Unis d'Amérique, défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Adélard Gagnon:

Les lots cadastraux suivants: 23B, 23E dans le rang (9) du canton de Compton—avec bâtisses dessus construites, et le quart (¼) est du lot primitif et de cadastre numéro vingt-quatre (No 24), dans le même neuvième rang du canton de Compton, contenant cinquante (50) acres, plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin-de-Martinville, MARDI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 771.

EUSEBE LAROSE, farmer, of Saint Henri de Lévis, district of Québec, plaintiff; against CLEMENT ROY and ADELARD GAGNON, both heretofore of the township of Compton, district of Saint Francis, and now of parts unknown in the United States of America, defendants.

Seized as belonging to the said defendant Adélard Gagnon:

The following cadastral lots: 23B, 23E in the ninth (9) range of the township of Compton—with the buildings thereon erected, and the east quarter (¼) of the original cadastral lot number twenty four (No. 24), in the same ninth range of the township of Compton, containing fifty (50) acres, more or less.

To be sold at the door of the church of Saint Martin de Martinville, on TUESDAY, the

le PREMIER jour d'AVRIL, mil neuf cent vingt-quatre, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, ce 25 février 1924.
[Première publication, le 1er mars 1924]
1125-9-2

FIRST day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty four, at THREE o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's office,
Sherbrooke, February 25, 1924.
[First publication, the 1st March, 1924]
1126-9-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } JEAN - BAPTISTE
No 7. } LAPLANTE, de-
mandeur; contre NAPOLEON BRUNELLE, dé-
fendeur.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, sur le côté sud-ouest du rang Saint-Dominique, de la contenance de cinq arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous les lots numéros deux cent quatre-vingt-six (286) et deux cent quatre-vingt-sept (287), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées;

2. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, sur le côté sud-ouest du rang Saint-Dominique, de la contenance de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro deux cent quatre-vingt-dix (290), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées;

3. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, sur le côté nord-est du rang Saint-Dominique, de la contenance de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro trois cent six (306), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, au village de Saint-Joseph, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 20 mars 1924.
[Première publication, 22 mars 1924]
1475-12-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } JEAN BAPTISTE
No 7. } LAPLANTE, plain-
tiff; against NAPOLEON BRUNELLE, defend-
ant.

1. A land situate in the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, on the southwest side of Saint Dominique range, containing five arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, known and designated under lots numbers two hundred and eighty six (286) and two hundred and eighty seven (287), on the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected;

2. A land situate in the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, on the southwest side of Saint Dominique range, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, known and designated under lot number two hundred and ninety (290), on the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected.

3. A land situate in the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, on the northeast side of Saint Dominique range, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, known and designated under lot number three hundred and six (306), on the official plan and book of reference of the said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Hyacinthe le Confesseur, at the village of Saint Joseph, TUESDAY, on the TWENTY SECOND day of APRIL next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office,
Saint Hyacinthe, March 20, 1924.
[First publication, March 22, 1924]
1476-12-2

TERREBONNE

Procédure sommaire

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de circuit, comté de Terrebonne, à St-Jérôme.
Canada,
Province de Québec, } THEODORE COU-
District de Terrebonne, } PAL, deman-
No 8579. } DEPATIE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro vingt-cinq (No 25) du huitième rang du canton d'Arundel, dit district—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement

TERREBONNE

Summary Procedure

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court, County of Terrebonne, at St. Jerome.
Canada,
Province of Quebec, } THEODORE COU-
District of Terrebonne, } PAL, plaintiff; vs
No. 8579. } JOSEPH DEPATIE,
defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

The lot of land known and designated on the official plan and book of reference under number twenty five (No. 25) of the eighth range of the township of Arundel, said district—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office of the

du comté d'Argenteuil, dans la ville de Lachute, dit district, le PREMIER jour d'AVRIL, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 26 février 1924.
[Première publication, le 1er mars 1924]
1127-9-2

county of Argenteuil, in the town of Lachute, said district, the FIRST day of APRIL, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office,
Sainte Scholastique, February 26, 1924.
[First publication, the 1st of March, 1924]
1128-9-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } LOUIS ST-PIERRE, de-
No 648. } mandeur; vs ELZEAR BLAIS, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Flore, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro cent trente-cinq (Ptie No. 135), du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cinquante pieds de largeur sur la profondeur de quatre-vingt-dix pieds; borné en front vers le sud par la rue Liège, vers l'ouest par une autre rue; vers le nord et vers l'est par F.-Alphonse Beaudoin ou représentants—avec maison et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le PREMIER jour d'AVRIL prochain 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 27 février 1924.
[Première publication, le 1er mars 1924]
1163-9-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } LOUIS ST-PIERRE,
No. 648. } plaintiff; vs EL-
ZEAR BLAIS, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
A lot of land situate in the parish of Sainte Flore, known and designated as forming part of the lot of land number one hundred and thirty five (Pt. No. 135), of the official cadastre of the parish of Sainte Flore, measuring fifty feet in width by ninety feet in depth; bounded in front to the south by Liege Street, to the west by another street, to the north and east by F. Alphonse Beaudoin or representatives—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Flore, the FIRST day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office,
Three Rivers, February 27, 1924.
[First publication, March 1st, 1924]
1164-9-2

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
L.S., N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des dispo-
Général-Suppléant. } sitions de l'article 7486
des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, un plan de chaque cité, ville et village constitués en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi s'y rapportant et énonçant ce qui suit:

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] N. PERODEAU.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } WHEREAS in
Acting Deputy Attorney } virtue of the
General. } provisions of article
7486 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference relating thereto, showing these places and in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein,

de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan, est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan, qui est signé par le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

so far as it can be ascertained; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible; and such date is marked upon it, and the plan, which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit:

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties conterminous thereto; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immovable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lot, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 et observant les autres formalités en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166".

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, des plans du canton de Mansfield et du village de Fort-Coulange, dans la division d'enregistrement de Pontiac, et des livres de renvoi s'y rapportant, suivant les prescriptions de l'article 7486 des Statuts refondus, 1909;

ET ATTENDU que lesdits plans et livres de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU que copies desdits plans et livres de renvoi, certifiées par ledit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Pontiac, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard desdits plans et livres de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions dudit article 7486 des Statuts Refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas Canada qui s'y rapportent:

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant-Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131 :

"2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166".

AND WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, plans of the township of Mansfield and of the village of Fort Coulange, in the registration division of Pontiac and books of reference connected therewith, according to the provisions of article 7486 of the Revised Statutes, 1909;

AND WHEREAS such plans and books of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS copies of such plan and book of reference, certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the registration division of Pontiac, and there remain open to the inspection of the public during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plans and books of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de ladite province, a fixé le septième jour du mois d'avril (1924) prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas Canada deviendront et seront en vigueur dans ladite division d'enregistrement de Pontiac, relativement au cadastre dudit canton de Mansfield et du village de Fort-Coulonge, faisant partie de ladite division d'enregistrement :

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir dudit septième jour du mois d'avril prochain (1924), les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas Canada, deviendront et seront en vigueur dans ladite division d'enregistrement de Pontiac, relativement au cadastre du canton de Mansfield et du village de Fort-Coulonge.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans ladite division d'enregistrement de Pontiac, sur des immeubles situés dans ledit canton de Mansfield ou le village de Fort-Coulonge, de les renouveler dans les deux ans qui suivront ledit septième jour du mois d'avril prochain, à peine de perdre la priorité conférée par ledit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, ce VINGTIÈME jour de MARS, l'an de grâce mil neuf cent vingt-quatre et de Notre règne la quatorzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1477 ALEXANDRE DESMEULES.

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the seventh day of the month of April (1924) next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of Pontiac, relating to the cadastre of the said township of Mansfield and of the village of Fort Coulonge, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said seventh day of the month of April next (1924), the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of Pontiac, relating to the cadastre of the township of Mansfield and of the village of Fort Coulonge.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of Pontiac, on immovables situated in the said township of Mansfield or the village of Fort Coulonge, to renew the same within the period of two years after the said seventh day of the month of April next, on pain of the forfeiture of priority in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTIETH day of the month of MARCH, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty four, and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,
ALEXANDRE DESMEULES,
1478 Acting Assistant Provincial Secretary.

Bureau-chef

ALPHONSE CAYA, LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie Alphonse Caya, Limitée, constituée en corporation en date du onzième jour de janvier 1924, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au No 333 (en arrière) de l'avenue Viger.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-huitième jour de février 1924.

Le secrétaire,
1479 J.-E. CAYA.

Chief Office

ALPHONSE CAYA, LIMITÉE

Notice is given that the company "Alphonse Caya, Limitée", incorporated by Letters Patent dated the eleventh day of January 1924, and having its principal place of business in the city of Montreal, has established its office at No. 333 (in rear) of Viger Avenue.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head-office.

Given at Montreal, this twenty eighth day of February, 1924.

J.E. CAYA,
1480 Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 12

Index of the Quebec Official Gazette, No 12

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Barron vs Bélisle.....	995
" Benoit vs Mailloux.....	994
" Domont vs Pirotte.....	995
" Gauthier vs Fortin.....	994
" Lapierre vs Joly.....	994
" Leblanc vs Maynard.....	993
" Millet vs Racette.....	995
" Moreau vs Gosselin.....	994
" Pelletier vs Paradis.....	994
" Péloquin vs Boucher.....	994
" Pouliot vs Pouliot.....	995

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dme Deslauriers vs Smythe.....	995
--------------------------------	-----

ANNONCEURS :—Avis aux :—.....	967
-------------------------------	-----

AVIS DIVERS :—

Thos. Firth & Sons, Lt'd.....	996
-------------------------------	-----

BUREAU-CHET :—

Alphonse Caya, limitée.....	1022
-----------------------------	------

CHARTER—ABANDON DE :—

La Cie J.-B. Thibaudeau, ltée.....	996
The Quebec Olympia Co., Lt'd.....	996

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—

Partie Ouest du Canton Senneterre.....	991
--	-----

DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE :—

Route du Tour du Lac-Saint-Jean.....	992
Route Hull-Aylmer.....	991
Route Iberville-Saint-Albans.....	992
Route Provinciale Montréal-Québec.....	992

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Union St-Joseph et St-Michel, assem- blée.....	993
---	-----

LETTRES PATENTES :—

Brookside Dairy Limited.....	968
Castle & Son Limited.....	971
Domestic Products, Lt'd.....	973
Engine Works and Trading, Lt'd.....	975
F.-X. Bertrand, ltée.....	984
Inter-Urban Realty Co., Lt'd.....	981
J.-Alfred Pigeon, ltée.....	976
La Cie des Produits Perfection, ltée.....	979
La Cie Electrique de St-Léon, ltée.....	978
La Corporation des Valeurs Mobilières (limitée).....	982
Le Club de Salaberry de Valleyfield, Inc.....	987
Mount Royal Turkish Baths, Lt'd—Les Bains Turcs Mont-Royal ltée.....	974
United Lumber Limited.....	980

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

L'Orientale Limitée.....	989
Montreal Island Golf Club, Inc.....	990

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Barron vs Bélisle.....	995
" Benoit vs Mailloux.....	994
" Domont vs Pirotte.....	995
" Gauthier vs Fortin.....	994
" Lapierre vs Joly.....	994
" Leblanc vs Maynard.....	993
" Millet vs Racette.....	995
" Moreau vs Gosselin.....	994
" Pelletier vs Paradis.....	994
" Péloquin vs Boucher.....	994
" Pouliot vs Pouliot.....	995

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dme Deslauriers vs Smythe.....	995
--------------------------------	-----

ADVERTISERS :—Notice to :—.....	967
---------------------------------	-----

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Thos. Firth & Sons, Lt'd.....	996
-------------------------------	-----

CHIEF-OFFICE :—

Alphonse Caya, limitée.....	1022
-----------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF :—

La Cie J.-B. Thibaudeau, ltée.....	996
The Quebec Olympia Co., Lt'd.....	996

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—

Part West of the Township of Senneterre.....	991
--	-----

ROADS DEPARTMENT :—

Lake Saint John Belt Highway.....	992
Hull-Aylmer Highway.....	991
Iberville-Saint-Albans Highway.....	992
Montreal-Quebec-Provincial Highway.....	992

TREASURY DEPARTMENT :—

Union St-Joseph et St-Michel, meeting..	993
---	-----

LETTERS PATENT :—

Brookside Dairy Limited.....	968
Castle & Son Limited.....	971
Domestic Products, Lt'd.....	973
Engine Works and Trading, Lt'd.....	975
F.-X. Bertrand, ltée.....	984
Inter-Urban Realty Co., Lt'd.....	981
J.-Alfred Pigeon, ltée.....	976
The Perfection Products Co., Lt'd.....	979
La Cie Electrique de St-Léon, ltée.....	978
La Corporation des Valeurs Mobilières (limitée).....	982
Le Club de Salaberry de Valleyfield, Inc.....	987
Mount Royal Turkish Baths, Lt'd—Les Bains Turcs Mont-Royal ltée.....	974
United Lumber Limited.....	980

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENTS :—

L'Orientale Limitée.....	989
Montreal Island Golf Club, Inc.....	990

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Syndicat d'Élevage de la paroisse de Sainte-
Angèle-de-Mérici..... 993

ORDRE DE COUR :—

Doyon vs Doyon..... 996
Hart *et al* vs Rousseau..... 996
Massey vs Brown..... 997

PROCLAMATION :—

Cadastre du canton Mansfield et village
Fort-Coulonge..... 1019

SOUMISSIONS :—

Cité de Hull..... 997

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—

Canadian National Express Co..... 998

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Caron, E..... 1000
Dubois, Ulric..... 1000
Lavoie, Calixte..... 999
Tremblay, Joseph..... 998

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ABITIBI :—

Brouillette vs Cinq-Mars..... 1001

ARTHABASKA :—

Gill vs Parent..... 1001
Haskett vs Patterson..... 1001
Sicotte *et vir* vs Houde..... 1002

BEAUCE :—

Fortier vs Tanguay..... 1002

BEAUHARNOIS :—

Lefebvre vs Poupart *et al*..... 1002

CHICOUTIMI :—

Gagnon vs Lavoie..... 1003
P.-T. Légaré, Ltée vs Fortin..... 1003

GASPÉ :—

Skeene vs Nelson..... 1004

HULL :—

Tellier *et al* vs Carrière *et vir*..... 1004

JOLLETTE :—

Banque d'Hochelaga vs Mireault..... 1005
Dufresne vs Marion..... 1005

MONTMAGNY :—

Paradis vs Dutil..... 1005

MONTRÉAL :—

Armand *et al* vs Barnard..... 1009
Bastien, Trefflé, failli..... 1010

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Syndicat d'Élevage de la paroisse de Sainte-
Angèle-de-Mérici..... 993

RULE OF COURT :—

Doyon vs Doyon..... 999
Hart *et al* vs Rousseau..... 996
Massey vs Brown..... 997

PROCLAMATION :—

Cadastre of the township of Mansfield
and village of Fort-Coulonge..... 1019

TENDERS :—

City of Hull..... 997

SALE OF UNCLAIMED FREIGHT :—

Canadian National Express Co..... 998

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Caron, E..... 1000
Dubois, Ulric..... 1000
Lavoie, Calixte..... 999
Tremblay, Joseph..... 998

SHERIFFS' SALES :—

ABITIBI :—

Brouillette vs Cinq-Mars..... 1001

ARTHABASKA :—

Gill vs Parent..... 1001
Haskett vs Patterson..... 1001
Sicotte *et vir* vs Houde..... 1002

BEAUCE :—

Fortier vs Tanguay..... 1002

BEAUHARNOIS :—

Lefebvre vs Poupart *et al*..... 1002

CHICOUTIMI :—

Gagnon vs Lavoie..... 1003
P. T. Légaré, Lt'd vs Fortin..... 1003

GASPÉ :—

Skeene vs Nelson..... 1004

HULL :—

Tellier *et al* vs Carrière *et vir*..... 1004

JOLLETTE :—

Bank of Hochelaga vs Mireault..... 1005
Dufresne vs Marion..... 1005

MONTMAGNY :—

Paradis vs Dutil..... 1005

MONTRÉAL :—

Armand *et al* vs Barnard..... 1009
Bastien, Trefflé, bankrupt..... 1010

Bourdeau vs Roger.	1006	Bourdeau vs Roger.	1006
Cité de Montréal vs Lustgarten.	1006	City of Montreal vs Lustgarten.	1006
Daigneault vs Achim.	1011	Daigneault vs Achim.	1011
Desgroseillers vs Courteau.	1011	Desgroseillers vs Courteau.	1011
Desjardins <i>et vir</i> vs Filiatreault.	1007	Desjardins <i>et vir</i> vs Filiatreault.	1007
Godin vs St-Germain.	1007	Godin vs St-Germain.	1007
Martin <i>et al</i> vs La Cie des Sites Manufac- turiers de Dorval, ltée.	1012	Martin <i>et al</i> vs La Cie des Sites Manufac- turiers de Dorval, ltée.	1012
Montreal Trust Co. <i>et al</i> vs Nadeau <i>et vir</i>	1013	Montreal Trust Co. <i>et al</i> vs Nadeau <i>et vir</i>	1013
Sharing vs Lafortune.	1007	Sharing vs Lafortune.	1007
The Trust & Loan Co., Lt'd vs Briand <i>et al</i>	1009	The Trust & Loan Co., Lt'd vs Briand <i>et a</i>	1009
Wilson vs Robin.	1008	Wilson vs Robin.	1008
PONTIAC :—		PONTIAC :—	
Empire Cream Separator Co., Lt'd vs Fraser <i>et al</i>	1013	Empire Cream Separator Co., Lt'd vs Fraser <i>et al</i>	1013
QUÉBEC :—		QUÉBEC :—	
Mayrand vs Grondines.	1014	Mayrand vs Grondines.	1014
Therrien vs Lefebvre.	1014	Therrien vs Lefebvre.	1014
RIMOUSKI :—		RIMOUSKI :—	
Ant. Bernier, ltée vs La Cie Bernier & Dufour, ltée.	1015	Ant. Bernier, ltée vs La Cie Bernier & Dufour, ltée.	1015
Dupéré vs Martin.	1015	Dupéré vs Martin.	1015
ROBERVAL :—		ROBERVAL :—	
Lachance vs Renaud.	1016	Lachance vs Renaud.	1016
P.-L. Lortie, ltée vs Potvin <i>et al</i>	1016	P.-L. Lortie, ltée vs Potvin <i>et al</i>	1016
SAINT-FRANÇOIS :—		SAINT FRANCIS :—	
Laliberté vs Aubé <i>et al</i>	1016	Laliberté vs Aubé <i>et al</i>	1016
Larose vs Roy <i>et al</i>	1017	Larose vs Roy <i>et al</i>	1017
P.-T. Légaré, ltée vs Beauchesne <i>et al</i>	1017	P. T. Légaré lt'd vs Beauchesne <i>et al</i>	1017
SAINT-HYACINTHE :—		SAINT HYACINTHE :—	
Laplane vs Brunelle.	1018	Laplane vs Brunelle.	1018
TERREBONNE :—		TERREBONNE :—	
Coupaï vs Dépatie.	1018	Coupaï vs Dépatie.	1018
TROIS-RIVIÈRES :—		THREE RIVERS :—	
St-Pierre vs Blais.	1019	St-Pierre vs Blais.	1019

